

CIVILISATION FRANÇAISE
XX^{ème} SIECLE

Préparée par

Dr. Mostapha Chams

La Révolution Française

C'est à ce moment que tout débute. Des Révolutionnaires révoltés s'en prennent aux possessions des privilégiés que sont les nobles et les religieux. Plusieurs églises et demeures sont pillées, quand d'autres, abandonnées, vont dépérir en quelques années. Ce « vandalisme » révolutionnaire va inspirer à des intellectuels le désir de protéger les édifices remarquables pour la postérité.

C'est donc à la Révolution Française que naît l'idée de la patrimonialisation, c'est à dire la conservation transmission d'objets venus du passé.

On peut toutefois remonter un peu en arrière pour trouver les prémices de l'idée de patrimoine. A la Renaissance, les princes européens (nobles et rois) ont commencé constituer de grandes collections privées d'objets d'art, qui sont à la fois l'origine des musées et d'une certaine façon du patrimoine.

Encore plus en arrière, on peut aussi mentionner, depuis le Moyen-Âge dans la religion chrétienne, le culte voué aux reliques, ces restes humains censés appartenir à

des personnages saints. Les reliques sont conservées dans les églises et vénérées par plusieurs générations successives de croyants, il y a donc déjà un acte de transmission.

Enfin, ne faut-il pas aussi évoquer les « regalia », des objets symboliques du pouvoir monarchique que les rois se sont transmis d'un règne à l'autre, d'une dynastie à l'autre? Ces objets (la main de justice, le sceptre royal, le manteau royal) sont aujourd'hui conservés à la basilique de Saint-Denis.

Le Révolution Française est le soulèvement du peuple le 14 juillet 1789. Le peuple en colère et menacé, s'empare de fusils et de canons aux Invalides puis prend la Bastille. Les paysans se retournent contre les châteaux et les seigneurs en demandant l'abolition des droits seigneuriaux.

L'idée n'est pas neuve : la société française pourrait revoir à la baisse les hiérarchies qui se sont installées, affinées et figées au cours des siècles. Elle pourrait faire l'économie des arrogances qui la parcourent à cheval et en carrosse, qui la fouillent et l'humilient. Elle pourrait

tenter le pari de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. Eh bien les députés qui se réunissent en 1789 ne se doutent certainement pas que trois années plus tard, la République va être proclamée, et remplacer l'une des plus anciennes traditions monarchiques du monde ! La Révolution est en marche dès l'ouverture des états généraux. Bientôt le peuple va faire entendre sa voix, désordonnée souvent, excessive parfois, mais sincère dans sa misère. Il s'attaque aux symboles – la Bastille par exemple, le 14 juillet 1789. Une première assemblée – la Constituante – donne une constitution à la France ; elle est remplacée par une autre assemblée chargée de rédiger des lois écrites : la Législative. Des tentatives de cohabitation avec le roi sont expérimentées. Elles ne satisfont personne.

L'Ancien Régime encombre, tente de reprendre la main. Et pour mieux y parvenir en rejoignant les émigrés aux frontières, le roi et sa famille s'enfuient le 20 juin 1791 ! C'est la rupture avec la France de l'espoir. Le monarque a quitté le Cœur de ses sujets.

Les conséquences de la Révolution Française sont :

. Le 5 août 1789, l'abolition des privilèges et la fin de l'ancien régime.

- 26 août 1789: la Déclaration de l'homme et du citoyen
- 1789 à 1791 ! la création d'une monarchie constitutionnelle. Les lois sont désormais votées

par les députés

- 22 septembre 1792, c'est la fin de la monarchie et le début de la République

Le roi tente de s'enfuir avec sa famille, il est rattrapé, jugé puis guillotiné pour trahison

Histoire et civilisation française du XX^{ème} siècle

Introduction

Le XX^{ème} siècle est le siècle du progrès scientifique et technologique : découverte de la radioactivité création des matières plastiques, invention de l'automobile, création de nouveaux médicaments. Le vingtième siècle est une période très mouvementée, qui a vu de nombreux conflits et où les découvertes scientifiques se sont succédé à un rythme de plus en plus rapide. L'an 2000 est tout juste derrière nous. Que retenir de ce XXe siècle qui vient de s'achever?

- **Siècle controversé** : C'est un siècle plein de contradictions : siècle des idéologies totalitaires ou siècle des droits de l'homme? Siècle du nucléaire ou de l'écologie? Siècle de la psychanalyse ou de l'informatique? Siècle de la communication, d'internet, du cinéma ou des satellites? Siècle d'expansion ou siècle de déclin pour la civilisation occidentale dont fait partie la France? Du point de vue politique, cette période marque le déclin de la puissance française dans le monde. Deux guerres ont profondément bouleversé le pays même si la France signe du côté des vainqueurs. La guerre de 14-18 a été une hécatombe humaine sans précédent; la défaite de 1940 a été brutale. Du point de

vue économique et social, comme pour tous les pays occidentaux, le XXe siècle apporte une amélioration considérable des conditions de vie. On vit mieux, on vit plus longtemps, on possède plus, on consomme plus, on se distrait plus, on va en vacances (c'est en 1936 qu'apparaissent les premiers congés payés). Tout ce qui fait notre vie quotidienne est né progressivement tout au long du siècle passé. De prime ce siècle est d'une richesse inouïe. Paris est un culturel extraordinaire où convergent les artistes du monde entier. Déchiré par deux guerres mondiales, le siècle oscille sans arrêt entre l'enthousiasme et l'angoisse, entre le dégoût et la révolte, entre l'isolement et l'engagement, entre le besoin de vivre et la conscience tragique de la fin.

– **Doctrines esthétiques, au de là des mouvements :**

Des doctrines esthétiques apparaissent: Surréalisme, Existentialisme, Nouveau Roman, Structuralisme. Les écrivains ne sont plus liés à la stricte appartenance à une école, mais ils partagent certaines idées d'une courante littéraire, sans créer des mouvements. L'art est un phénomène individuel.

-**Naissance de la littérature francophone** : la littérature déborde le cadre de la France et de l'Europe dans ce concept de francophonies qui s'affirme. Le XXe siècle donne une impression de foisonnement extraordinaire.

-**Innovation** : Farouchement novatrice, cette période démystifie tout, renie toutes les formes traditionnelles pour trouver de nouvelles voies. C'est le siècle des explorations audacieuses. L'art va si vite que le public de plus en plus vaste ne suit pas toujours.

Première moitié du XXe siècle

Dans la première moitié du XXe siècle, la notion de patrimoine n'existe pas encore telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le terme lui-même est encore peu employé, ou alors avec un tout autre sens: celui de l'héritage transmis par les parents et de la richesse accumulée par un individu, un sens économique donc. Au lieu de patrimoine, les spécialistes qui s'y intéressent parlent plutôt de « monuments historiques ». Il existe d'ailleurs depuis les années 1830 une administration des monuments historiques chargé de leur étude et de leur préservation. Cette institution est l'ancêtre de tous les

dispositifs nés dans la deuxième moitié du XXe siècle, et l'expression « monuments historiques » s'est imposée jusqu'au milieu du siècle pour ce qu'on appellera, ensuite, patrimoine.

Deuxième moitié du XXe siècle

Les origines et les débuts de la Guerre froide

« Pourquoi raconter l'histoire de la guerre froide ? Parce que, bien souvent sans que nous nous en rendions compte, elle nous a tous façonnés. Elle a affecté nos croyances et nos habitudes, la façon dont on vit à San Francisco et à Pékin, à La Havane et à Kinshasa ; elle a coupé des villes et des pays en deux, détruit et créé des nations, fait porter les armes à des dizaines de millions d'hommes, tué des centaines de milliers d'entre eux, rempli les bagnes politiques, suscité l'enthousiasme, la souffrance et la peur et, comme toutes les grandes épreuves, le meilleur et le pire. Il est vain de se demander ce qui se serait passé si elle avait été évitée - sans doute d'ailleurs ne pouvait-elle pas l'être. En revanche, il n'est peut-être pas inutile d'en rappeler l'évolution quand ce ne serait que pour nous persuader, devant les certitudes en

apparence les plus assurées, - que le monde est en perpétuel devenir et que les renversements qui se sont produits hier peuvent très bien se reproduire demain. Qu'on songe seulement que la Russie soviétique, en un demi-siècle, aura été successivement l'alliée, ou l'associée, de l'Allemagne contre les signataires du traité de Versailles, de la France contre Hitler, de Hitler contre la France, l'Angleterre et la Pologne, de l'Angleterre et des États-Unis contre Hitler, de la Chine contre les États-Unis avant que ceux-ci à partir de 1971 deviennent les alliés de fait de celle-là. »

LE XX^{ème} SIÈCLE, CIVILISATION NOUVELLE
ET MATÉRIALISME DESTRUCTEUR

La période précédant la première guerre mondiale a été qualifiée de « Belle époque ». Cette appellation doit sans doute beaucoup à la nostalgie d'un moment paisible fortement illuminée par les progrès techniques. Ces progrès techniques qui se manifestent très concrètement par l'apparition des lignes de chemin de fer, du téléphone, de l'éclairage public, de l'hygiène etc... sont une source inépuisable d'espérance et de confiance dans le progrès. Il suffit de parcourir les journaux de l'époque. Les rêves des romans de Jules Verne sont en devenir... Tout est scientifique, rationnel et donc en principe prédictible... Il est notable que cet enthousiasme pour le progrès pénètre toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural et bien sûr aux Etats-Unis d'Amérique. La Russie impériale, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne ne sont pas en reste de prix Nobel durant cette période et toutes les villes rivalisent d'embellissements. Pour autant, personne n'est en mesure de prévoir le cataclysme qui s'annonce. Le serait-il, on ne croirait pas le fou qui aurait l'audace de l'annoncer.

UN MONTANT DE PERTES HUMAINES INCALCULABLE

Non, personne ne prévoit qu'entre 1914 et 1945, le chaos des deux guerres mondiales allait tuer entre 80 et 100 millions d'individus (selon les estimations basses et hautes...) Des pays comme les Baltes, la Russie et la Pologne vont voir leur population amputée de plus de 15%. Il faut compter aussi les exterminations de la Shoa et les génocides staliniens en Russie et japonais en Chine. Il faut sans doute remonter aux grandes guerres religieuses opposant princes protestants et catholiques durant 30 ans en Europe au 17eme siècle pour trouver des pertes comparables. A l'occasion du centenaire de la première guerre mondiale, un ouvrage sur les raisons de son déclenchement porte un titre éloquent : «Les somnambules».

En dehors des analyses politiques qui partagent encore les spécialistes, c'est à se demander si l'humanité n'a pas été prise dans une spirale d'accélération progressiste qu'elle n'arrive pas à suivre sans l'accomplissement de cataclysmes titanesques qui eux-mêmes participent à ce fameux « progrès ». L'homme semble être rentré comme envoûté par l'électricité dans une nouvelle civilisation.

D'ACCIDENTS ANNONCIATEURS À LA SURPUISSANCE ATOMIQUE

Le naufrage du Titanic en 1912 et dans une moindre mesure l'incendie du dirigeable Zeppelin en 1937 stupéfient le monde. La technique serait-elle faillible ? Il est déjà trop tard pour s'attarder sur cette question. Le coût du progrès est financièrement lourd et souvent seuls les Etats ont la capacité d'en garantir le financement. Encore faut-il qu'une nécessité en justifie la politique. Si elles ont été d'énormes destructrices, les deux guerres ont également dynamisé la recherche et le progrès technologique sans commune mesure avec aucun précédent dans l'histoire connue des hommes. Le père de l'auteur note le caractère futuriste de l'équipement des armées allemandes en 1940 lorsqu'elles entrent dans Paris comparé à celui des Français. Quatre ans plus tard l'équipement Allemand fait pâle figure à côté de celui des américains. Entre temps la gigantesque puissance industrielle américaine déploie à démesure ses capacités. La technique des chaînes de montages inaugurées par les usines Ford vingt ans plus tôt est démultipliée. Partout dans le monde les hommes et les femmes s'affairent dans

les usines comme des fourmis. Qu'il soit forcé ou patriote, le travailleur incarne désormais cet ouvrier mythique à la fois soldat et technicien tout de muscle et de prétendue volonté révélé par les sculptures d'art nouveau. Cette figure de surpuissance prolétarienne écrasant l'ancienne humanité n'est pas exclusivement communiste. Elle se retrouve dans les bas-reliefs des bâtiments officiels de Washington jusqu'à Paris en passant par Naples, Berlin et jusqu'à Moscou. Partout répond aux détonations des canons l'écho ininterrompu du bruit de forges qui résonnent comme celles des Orques et des Nains dans les romans de Tolkien. C'est l'Amérique qui gagne la course à la création de la supère bombe dont rêvait Hitler.

UNE NOUVELLE CIVILISATION

L'explosion des deux bombes atomiques en 1945 au Japon annoncée à la fin du roman va durablement bouleverser le cours de l'histoire sans que les sociétés humaines ne semblent pour autant en capacité de s'y adapter. Nous continuons à examiner notre environnement, à la lumière, selon, des pères de l'Eglise, d'Erasme, de Descartes de Voltaire ou de Marx ou

encore de Nietzsche. Des lumières certes respectables mais si vieilles... Vieilles comme le Tsar. L'écrivain Marcel Jouhandeau répondait à l'anxiété d'Ernst Jünger devant les exactions commises en 1944 en disant : je me console en lisant les lettres de Cicéron. Une manière de dire : cela a toujours été comme cela. Pour autant, André Malraux fera plus tard cette remarque lapidaire : Jules César aurait pu s'entendre avec Napoléon 1er mais certainement plus avec le président Johnson. L'abdication de Nicolas II et le renoncement à la couronne de ses frères ne constituent pas seulement une réponse à un état de fait politique. Plus mystérieusement les Princes tirent leur révérence devant un destin dont ils pressentent ne plus être les maîtres, pas plus leurs sujets, et peut être, ni même les dieux. Le monde semble retourner aux Titans de la mythologie grecque, là où tout aurait commencé.

La Belle Époque (1901-1914)

On appelle Belle époque les dernières vingt années du 19^{ème} siècle jusqu'à la première guerre mondiale. La période 1900-1914 est caractérisée par l'apogée des puissances européennes: la France (république), l'Angleterre (monarchie parlementaire), le Reich allemand et l'Empire austro-hongrois (régimes autoritaires). L'essor économique est grand et justifie un climat de général optimisme. La France se place rapidement au premier rang dans le développement industriel, en particulier du chemin de fer, de l'industrie automobile et de l'aviation: la première ligne de métro est inaugurée en 1900. Le télégraphe, le téléphone, le phonographe et le cinéma (la première représentation est donnée par les frères Lumière en 1895) modifient rapidement les habitudes de vie. La structuration de Paris se poursuit et le décor de la vie urbaine se transforme: l'exposition de 1900 apporte le pont Alexandre III, le Petit et le Grand Palais, ainsi que l'éclairage électrique de la capitale qui devient la « ville lumière ».

Aristocratie-Bourgeoisie Les catégories sociales restent nettement différenciées, surtout à la ville. À côté d'une aristocratie parisienne, celle décrite par Proust, qui survit

avec ses fêtes, ses intrigues politiques et son snobisme, la grande bourgeoisie dispose de fortunes immenses et se distingue par un style de vie mondain, entre une station de mode et l'autre. La petite bourgeoisie partage avec la grande bourgeoisie la même conception de vie fondée sur la propriété et le profit. L'expansion coloniale et économique engendre un certain optimisme mêlé d'insouciance. C'est la "Belle Époque". Aristocrates et bourgeois aiment à se divertir au music-hall et au cabaret. Mais sous des apparences de frivolité et de facilité, la vie n'est pas aisée pour tout le monde et les tensions sociales s'accroissent.

Prolétariat À Paris, le prolétariat ne cesse d'augmenter, provoquant des spéculations sur le logement. Si les conditions de travail des ouvriers s'améliorent (réduction de la journée de travail à dix heures en 1904, repos hebdomadaire obligatoire en 1906), les ouvriers sont guettés par le chômage et par la hausse des prix. Réunis en syndicats (la C.C.T. proclame en 1906, le principe de l'indépendance politique du syndicalisme), ils manifestent. Les femmes, qui travaillent aux ateliers dans des conditions pénibles, se révoltent à leur tour.

Grace à l'appui des femmes de la grande bourgeoisie, elles réclament l'égalité des droits civils, la libre disposition de leurs salaires et l'accès à certaines professions. (Mais le droit de vote réclamé par les "suffragettes" de 1900 ne sera acquis qu'en 1945.)

Anticléricalisme Sur le plan social et politique, les divisions provoquées par l'« Affaire Dreyfus » se radicalisent. En 1901, est créé un parti radical et radical-socialiste, défenseur de la propriété privée et du principe de l'égalité sociale, qui gouvernera de façon presque continue de 1902 jusqu'en 1914. Dès 1902, le Ministère Combe adopte une politique rigide anticléricale : il ferme de nombreuses associations religieuses et confisque leurs biens. Cela provoque la réaction des catholiques qui manifestent un peu partout et arrivent même à se barricader dans les églises, ce qui n'empêchera pas le gouvernement de voter, la fin de 1905, une loi de séparation des Églises et de l'État. Le

Concordat signé par Napoléon est ainsi aboli. Le clergé cesse d'être rétribué par l'État et les biens ecclésiastiques sont remis à des associations culturelles. À gauche, après la fondation de L'Humanité par Jean Jaurès en 1904, les

groupes socialistes s'unifient, en 1905, dans la S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière). Ils soutiennent, pour certains aspects, la politique radicale.

Après la grande dépression des années 1880, la France connaît l'apogée de sa prospérité, de sa puissance et de son prestige. La Belle Epoque c'est l'âge d'or qui précède le carnage, l'hécatombe de la Grande Guerre.

L'Exposition Universelle c'est 48 millions de visiteurs venus du monde entier.

Pour cet événement, Gustave Eiffel propose de construire une tour en plein centre de Paris. Son projet fait l'unanimité et sa construction, stupéfiante prouesse technique, sera réalisée 28 mois plus tard.

Cette exposition inaugurée le 14 avril 1900 par le Président Loubet, apparait comme l'événement fondateur de la Belle Epoque. On y remarque le Palais de l'Électricité, de l'Automobile, le Cinérama et la première ligne du Métropolitain.

Fulgence Bienvenue croit à cette idée folle d'un chemin de fer métropolitain souterrain pour faciliter les déplacements à l'intérieur de Paris pour l'exposition

universelle. Le 14 avril l'inauguration s'effectue sans le métro. La date sera repoussée de quelques jours pour une raison extérieure : la grève des omnibus qui fait craindre une trop grande affluence vers le métro. La ligne n°1 sera finalement inaugurée le 19 juillet sans le Président de la République qui a préféré une revue navale à Cherbourg.

En moins de trente ans, la France passe de l'âge du fer, du charbon et de la vapeur à celui de l'acier, du pétrole et de l'électricité. Si la machine à vapeur est le premier symbole de la première révolution industrielle, le moteur à combustion interne (Daimler en 1889 et Diésel en 1893) et la dynamo sont ceux de la seconde révolution industrielle. La prospérité est liée à de spectaculaires innovations technologiques : premier moteur à explosion, première automobile : René Panhard et Emile Levassor ouvrent à Paris la première usine d'automobiles au monde.

Les Frères Lumière ont joué un rôle important dans l'histoire du cinéma, ils sont les pionniers de l'exploitation commerciale de la cinématographie. La

Sortie des Usines Lumière fut le tout premier film de l'histoire du cinéma.

L'aviation : la fin du 19ème siècle voit le début de la conquête de l'air avec le développement de l'aérostation ainsi que de nombreuses tentatives de vol plané. Robert Esnault-Pelterie, ingénieur aéronautique, à qui l'on doit les inventions de l'aileron (1905), du manche à balai (1906), ainsi que le développement du moteur en étoile est le premier à faire voler un avion monoplane à structure métallique.

La Belle Epoque, c'est aussi la maîtrise de L'Electricité: Marcel Déprez et Aristide Bergès mettent au point un système pour transporter le courant. Cette nouvelle énergie révolutionne les techniques industrielles et domestiques. Dans la foulée on invente la T.S.F. d'après les travaux de Edouard Branly.

En médecine, les travaux des physiciens et chimistes ont été des étapes primordiales.

Pierre et Marie Curie isolent le radium. Marie Curie obtient le Prix Nobel de chimie en 1911, elle reste la plus grande savante française.

C'est aussi cette extraordinaire floraison artistique :

Les Arts Décoratifs avec Hector Guimard, grand architecte des constructions modulables qui connaît une véritable réussite avec les célèbres entrées du métro parisien.

La Belle Epoque se fait ressentir sur Paris qui se métamorphose et s'agrandit par des travaux monumentaux. Le Baron Georges Haussman dirige ces grands travaux qui vont transformer la capitale. Progressivement, terrains vagues, gargotes, petites fabriques font place à de grandes avenues pavées, loties, éclairées. Les classes privilégiées s'installent à l'Ouest de Paris (VII, VIII, XVI, XVII). Commerçants enrichis et rentiers investissent dans les immeubles neufs et cossus dont les façades en pierres de taille rivalisent d'ornements. L'Est parisien est abandonné aux plus pauvres, dans ces quartiers miséreux se multiplient les taudis où s'entassent les laissés-pour-compte d'une époque que l'on dit "Belle".

La Belle Epoque se fait ressentir sur les Grands Boulevards, les Cafés, les Cabarets, dans les Salles de

Concert et Salons. Paris connaît une période riche de divertissements et de loisirs, hors des contraintes et de la vie sociale.

Le premier Tour de France, les cabarets du quartier Pigalle comme Le Chat Noir, Le Moulin Rouge et son French-Cancan qui a tant inspiré Toulouse

Lautrec. Mistinguette y lance la valse chaloupée. On y voit les triomphes de Sarah Bernhard et Yvette Guilbert.

Cette période heureuse inspire de nombreux artistes.

Progressivement admis dans les salons, l'objet d'art acquiert une dignité nouvelle. De grands créateurs trouvent dans la nature une nouvelle source d'inspiration tel le maître verrier Emile Gallé, passionné de chimie qui s'intéresse à l'idée de transformer les formes offertes par la nature quelles soient florales ou animales dans la décoration plus élaborée de la verrerie. Egaleme nt René-Jules Lalique, bijoutier qui s'est rendu célèbre par ses créations étonnantes de bijoux, flacons de parfum, vases et chandeliers. Il était concepteur indépendant pour plusieurs maisons de joaillerie de Paris.

Alfons-Marie Mucha, affichiste, peintre et décorateur tchèque dont les qualités techniques et artistiques sont vite reconnues. Il devient le publiciste le plus célèbre de Paris. Il conçoit notamment la bijouterie Fouquet rue Royale qui fut démontée en 1923 et reconstituée au Musée Carnavalet.

Plusieurs mouvements d'avant-garde se développent et reprennent à leur compte les nouveaux principes mais les adaptent en fonction de leurs ambitions et objectifs respectifs.

Les Impressionnistes Cézanne, Renoir, Corot, Delacroix, Van-Gogh, les Cubistes Picasso.

Paris devient la capitale mondiale du luxe et de la mode. La parisienne diffère des autres femmes par son élégance appropriée à chaque circonstance de la vie. Sa silhouette se caractérise par des lignes souples en "S", des courbes, des volutes. Pour la journée les corsages ont des cols très hauts qui montent jusqu'au menton alors que le soir les robes sont très décolletées.

La Belle Epoque c'est aussi la République souveraine et libérale : la culture dominante essaye de répondre aux attentes de la classe moyenne et bourgeoise en protégeant le droit des individus.

Jules Ferry, Président du Conseil, joue un rôle décisif sur la laïcité, l'instruction publique, et la formation du citoyen. Dans ce même contexte le Ministre de l'Intérieur, Waldeck Rousseau, autorise les syndicats ouvriers.

Certains mouvements culturels tels l'anarchisme, le socialisme, le radicalisme, le nationalisme nourrissent la vie politique.

L'affaire Alfred Dreyfus a marqué les esprits, tant par son hostilité que par son intensité. Elle a divisé la France en deux : d'un côté la gauche, socialiste et intellectuelle (Zola publiera J'accuse) favorable à Dreyfus, et de l'autre la droite, les hommes de loi, la justice. C'est la séparation de l'Église et l'État.

1900 c'est aussi le prestige du monde intellectuel riche d'une activité littéraire intense et excentrique : Charles

Baudelaire et Octave Mirbeau en font une époque d'excès et de fantaisie.

Victor Hugo et Emile Zola croyaient au progrès social et militaient pour une société plus harmonieuse. Ils n'auront de cesse de dénoncer les conditions de vie déplorables de la classe ouvrière.

Le théâtre explore aussi des voies nouvelles à caractère dénonciateur : Alfred Jarry avec Ubu Roi tourne en dérision les dictatures.

La Belle Epoque, c'est la joie de vivre qui s'éveille dans toutes les couches sociales, le désir du nouveau, de l'extraordinaire, du sensationnel, les améliorations sur le plan social, financier et politique, une augmentation de la prospérité, l'optimisme et la confiance en l'avenir.

Toutefois la première guerre mondiale pointe à l'horizon, et l'assurance cède à l'angoisse mais les avancées de la Belle Epoque ne seront jamais effacées.

L'affaire Dreyfus : 1894 à 1906

Une affaire d'espionnage, dans un contexte de revanche contre l'Allemagne, va mettre en effervescence la France entière :

Alfred Dreyfus, un officier français, est accusé d'avoir livré aux Allemands des informations confidentielles. Il est innocent, cette accusation est un coup monté : Dreyfus est Juif, les antisémites l'ont choisi pour discréditer toute la gauche. Mais, peu à peu, grâce à l'obstination du frère de Dreyfus, la vérité va éclater !

Des documents confidentiels livrés à l'Allemagne
Jamais la perte de l'Alsace et de la Lorraine – et de ses riches minerais... – n'a été admise en France, l'esprit de revanche ne cesse de se développer. La tension est vive pour tout ce qui concerne les relations entre la France et la Prusse. Tout est surveillé, même les corbeilles à papier! C'est dans l'une d'elles qu'est découvert, à l'ambassade d'Allemagne, un bordereau rédigé par un officier français.

Ce bordereau annonce l'envoi de documents confidentiels à l'attaché militaire allemand Schwarzenkoppen.

Alfred Dreyfus arrêté

Qui donc a pu transmettre ces documents ? De quels indices dispose-t-on ? De l'écriture de l'envoyeur, bien visible sur le bordereau.

C'est mince ! Mais c'est suffisant pour le ministre de la Guerre, le général Mercier : il croit reconnaître, puis il reconnaît l'écriture du capitaine Alfred Dreyfus, polytechnicien, ancien élève de l'École de guerre ! Dreyfus tombe des nues : il clame son innocence, en vain ! Il est Juif, et le sentiment antisémite est exacerbé dans l'armée tout entière. Le 15 octobre 1894, après une enquête du commandant du Paty de Clam, il est arrêté et écroué à la prison du Cherche-Midi.

1894 : Jaurès « Pour Dreyfus ? La peine de mort ! »

Alfred Dreyfus va passer en conseil de guerre. Le 22 décembre, le général Mercier communique au juge,

à l'insu des avocats de Dreyfus, des preuves secrètes destinées à accabler l'accusé. En réalité ces preuves sont des faux ! Dreyfus est reconnu coupable, il est condamné

à la dégradation militaire, et à la déportation à perpétuité. Jaurès – qui rattrapera plus tard cette déclaration... – affirme à la Chambre des députés, le 24 décembre 1894, qu’il se lave les mains du sort de ce capitaine juif, et que la peine qui lui est infligée est bien trop douce, la mort eût été préférable ! Le 5 janvier 1895, dans la cour des Invalides, Dreyfus est dégradé. Le 21, il embarque pour l’île du Diable, en Guyane.

Mathieu Dreyfus défend son frère

Dans le camp de Dreyfus, on ne désarme pas. Son propre frère, Mathieu, n’admet pas le silence coupable qui entoure l’affaire. Il trouve une aide précieuse auprès d’un officier du service des renseignements, le colonel Picquart. Celui-ci détient la preuve qu’entre l’attaché militaire allemand, Schwarzenkoppen, et un officier français d’origine hongroise, Esterhazy, joueur invétéré, existe une abondante correspondance secrète. Picquart sait qu’il tient le coupable : Esterhazy ! Il en informe le chef de l’état-major, le général de Boisdeffre qui,

pour toute réponse, l'envoie poursuivre sa carrière dans... le Sud tunisien ! Mathieu Dreyfus s'adresse alors au journaliste Bernard-

Lazare qui publie en 1896 une brochure où l'innocence du capitaine est démontrée. Personne ne s'y intéresse, sauf un vieux Sénateur, Scheur-Kestner, qui publie dans le journal Le Temps un article résumant la brochure. Le lendemain, Mathieu Dreyfus livre le nom de l'auteur du bordereau : Esterhazy !

1898 : Jaurès « Dreyfus est innocent ! »

Le 10 janvier 1898, Esterhazy passe devant le conseil de guerre... qui l'acquitte ! Dès lors, partout en France, dans les usines, dans les bureaux, dans les chaumières, les campagnes, les familles, dans les ménages même, deux camps vont s'affronter, parfois violemment :

les dreyfusards – toute la gauche radicale, les socialistes qui suivent Jaurès, revenu de son jugement de 1894... – et les anti-dreyfusards

– la droite nationaliste, autour de Déroulède, soutenue par la presse catholique. Émile Zola suit l'affaire. Convaincu de l'innocence de

Dreyfus, il déclare : « La vérité est en marche, rien ne peut plus l'arrêter ! » Conscient de l'immensité du mensonge qui, depuis quatre ans, n'inquiète que fort peu les bonnes consciences, il propose au journal L'Aurore une lettre ouverte au président de la République.

Jean Jaurès rattrape, quant à lui, son jugement de 1894, présentant ainsi Dreyfus en août 1898, dans le journal La Petite République :

« Alfred Dreyfus est seulement un exemplaire de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant. Il est le témoin vivant du mensonge militaire, de la lâcheté politique, des crimes de l'autorité. Il est innocent, je le démontrerai ! »

Georges Clemenceau qui tient une rubrique dans le journal L'Aurore apporte son soutien à Dreyfus.

Il le fait d'autant plus volontiers qu'il est tenu à l'écart de la vie politique depuis l'affaire de Panama ! C'est lui, Clemenceau, qui trouve le titre choc de l'article de Zola :

« J'accuse ». Le 13 janvier 1898, l'article paraît. Sentant que la vérité pourrait éclater, des officiers anti-dreyfusards, dont le colonel Henry, fournissent, de

nouveau, de fausses preuves de la culpabilité du capitaine ! Quant à Zola, il est déféré devant la cour d'assises de la Seine, condamné à un an de prison et à 3 000 francs d'amende ! Le 18 juillet, sa condamnation est confirmée.

Aussitôt, Clemenceau lui conseille de fuir, ce que fait Zola qui fonce en automobile vers Calais ; puis il prend un bateau pour l'Angleterre !

31 août 1898 : Henry retrouvé suicidé

Le 8 juillet 1898, le colonel Picquart, dans une lettre ouverte au président du Conseil, affirme que les pièces qui ont fait condamner Dreyfus en 1894 sont des faux. Cinq jours plus tard, il est arrêté et emprisonné ! Esterhazy est également emprisonné, mais pour escroquerie. En août, coup de théâtre : convoqué le 30 par le ministre de la Guerre Godefroy Cavaignac, le colonel Henry avoue enfin avoir créé de toutes pièces de faux documents pour faire condamner Dreyfus ! Aussitôt, il est enfermé au mont Valérien ;

on prend le soin de lui laisser des affaires de toilette, dont son rasoir. Le lendemain, 31 août, Henry est retrouvé mort ! Le scandale est énorme. Le ministre démissionne. Son remplaçant, Dupuy, ordonne la révision du procès.

Dreyfus réhabilité

Dreyfus quitte l'île du Diable. Il débarque en août 1899 à Quiberon. Il est transféré à Rennes où s'ouvre son second procès.

Le 11 septembre, Dreyfus est reconnu... coupable avec circonstances atténuantes ! Le verdict paraît absurde : le nouveau président de la République, Émile Loubet, gracie le capitaine Dreyfus. Mais ses défenseurs souhaitent un acquittement complet.

Il n'interviendra que le 12 juillet 1906, sous le gouvernement de Clemenceau. Le jugement cassé, Dreyfus réintégrera l'armée avec le grade de chef d'escadron.

Picquart, celui dont le courage a fait éclater la vérité, sera nommé d'abord général, puis ministre de la Guerre de Clemenceau !

République et laïcité

La loi du 1^{er} juillet sur les associations va avoir des conséquences considérables sur le progrès de la laïcité.

4 juin 1899 : des coups de canne sur la tête du président !

Les suites de l'affaire Dreyfus vont donner l'avantage à un gouvernement de défense républicaine. L'antisémitisme qui s'est déchaîné est victime de ses outrances, de ses dérives. Aux obsèques de Félix Faure, Paul Déroulède, le créateur de la Ligue des patriotes, tente un coup d'État qui échoue piteusement : le régiment qu'il voulait entraîner à sa suite vers l'Élysée pour prendre le pouvoir n'avance pas d'un centimètre. Les nationalistes ne désarment pas : le nouveau président Émile Loubet est assailli le 4 juin 1899 par une bande d'agités sur le champ de courses d'Auteuil, il est traité de président des Juifs, le baron Christiani lui donne même des coups de canne sur la tête !

Françaises et Français

de 1900

Les lois Ferry (1881-1882) posent le principe d'une instruction gratuite, obligatoire et laïque.

Elles parachèvent ainsi un programme de scolarisation dont les prémices remontent à la monarchie de Juillet et à la loi Guizot (1833) : à l'aube du XXe siècle, tous les Français savent désormais lire et écrire.

L'ÉCOLE DE JULES FERRY

Grâce aux manuels d'Ernest Lavisse, ils connaissent également leur histoire de France, qui prend la forme d'un grand roman national et républicain, et reçoivent une instruction civique consensuelle : c'est « la bonne vieille morale de nos pères », explique Jules Ferry, qui veut rassurer les parents d'élèves catholiques. Tandis que l'Église conserve un puissant réseau scolaire, en particulier dans l'Ouest et le Nord,

la République consacre un budget important à l'édification de nouvelles écoles, souvent accolées à la mairie. Ce sont des « palais », déplore la droite, qui crie au gaspillage, tandis que la gauche, Clemenceau, en tête, s'enorgueillit de bâtir de « belles et bonnes écoles ».

Les enfants y passent une dizaine d'années, de la maternelle au certificat d'études, que ne présentent et n'obtiennent toutefois que les meilleurs élèves. Rares sont ceux qui poursuivent leurs études : tandis que les lycées, apanage d'une élite bourgeoise, ne forment qu'environ 7 000 bacheliers par an, les nouvelles écoles primaires supérieures s'ouvrent aux boursiers, mais ne remettent pas en cause le profond malthusianisme d'un système scolaire inégalitaire.

L'ÉDUCATION FÉMININE

Autre grande réforme scolaire, la loi Camille Sée institue en 1880 l'enseignement secondaire des jeunes filles afin de réduire l'emprise traditionnelle de l'Église sur l'éducation féminine des élites. En dépit des contraintes budgétaires et de l'opposition farouche

des cléricaux, les premiers lycées de jeunes filles ouvrent rapidement leurs portes. L'implantation de ces établissements dessine les contours d'une France prospère et laïcisée. Les pionnières de la conquête du savoir sont en effet considérées avec autant d'inquiétude que de fascination. Depuis Julie Daubié, première bachelière (1861), les femmes gravissent tout le cursus académique, à l'exemple de la juriste Jeanne Chauvin, qui doit livrer bataille pour s'inscrire au barreau de Paris. Double prix Nobel, Marie Curie reste femme et immigrée polonaise ; la presse lui reproche même d'entretenir une liaison adultère avec son collègue, Paul Langevin !

LA DOMINATION MASCULINE

Les timides mutations de la condition féminine suscitent l'hostilité d'une société profondément misogynie et attachée aux valeurs traditionnelles. Aussi la lutte pour le droit de vote des femmes fait-elle figure de provocation : principale suffragette française, Hubertine Auclert est caricaturée sous les traits d'une harpie. Elle n'en inspire pas moins un mouvement

féministe plus influent, mais aussi plus audacieux :
femme médecin, Madeleine Pelletier revendique ainsi
le droit à l'avortement, qui reste toutefois tabou.

La famille française se distingue des autres pays
d'Europe par sa natalité réduite : certaines années,
les cercueils sont plus nombreux que les berceaux !

Aussi des groupes influents font-ils pression en
faveur d'une politique nataliste que le gouvernement
hésite à mettre en œuvre. L'air du temps reste libéral,
et l'État rechigne à s'impliquer dans la gestion des
affaires privées. Les Français pensent, de plus, que
la famille réduite reste le meilleur moyen de garantir
la transmission de la petite propriété et de favoriser
l'ascension sociale.

« Une fois nés, les bébés devront être portés,
nettoyés et pomponnés à chacun son tour », ironise un
vieux Parisien, Eugène Dabot, dans les dernières années

du XIXe siècle. On est loin d'une telle révolution ! Le partage des rôles reste aussi traditionnel qu'est rigoureuse la séparation des sexes. De premières brèches apparaissent toute- fois : le temps du flirt se libéralise, à tel point que les esprits chagrins stigmatisent des « demi-vierges » trop bien informées de ce qu'elles ne devraient pas connaître ! La mode du corset, qui emprison- nait la silhouette, cède place à des costumes plus pratiques, notamment pour les plus audacieuses, qui veulent apprendre à faire de la bicyclette, loisir moderne par excellence et symbole d'une mobilité convoitée.

La Première Guerre mondiale : un massacre !

(1914 - 1918)

En 1914 éclate la Première Guerre mondiale qu'on appelle la « Grande Guerre ».

Le 28 juillet 1914, François-Ferdinand de Habsbourg, héritier de l'Empire austro-hongrois, est assassiné à Sarajevo. Un mois après, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Par le jeu des ententes, la Russie se range aux côtés de la Serbie, l'Allemagne déclare la guerre à la France et tour à tour les autres pays entrent en guerre. Le conflit est terrible et on parle de « guerre d'usure », sur le front franco-allemand, l'évolution est lente. 1917 est une année significative.

L'Allemagne entreprend une guerre sous-marine et coule des cargos américains. Les États-Unis entrent alors en guerre. En cette année 1917, éclate la Révolution russe. Par la suite la Russie se retire de la guerre et l'Allemagne se concentre sur le front occidental tandis que les Américains viennent prêter main-forte aux Alliés.

Les Allemands sont arrêtés et s'effondrent face aux forces françaises, anglaises et américaines réunies. Le 4 octobre, l'Allemagne demande un armistice au président des États-Unis. Le 5 novembre l'empereur abdique et le 11 novembre 1918 l'armistice est signé.

L'Alsace et la Lorraine, conquises en 1870 par la Prusse, vont redevenir françaises.

Aujourd'hui, le 11 novembre est un jour férié en France.

28 juillet 1914 : l'Autriche déclare la guerre à la Serbie

Tout le monde le sait, tout le monde l'attend : la guerre va éclater. La mèche est allumée par un étudiant serbe...

La poudrière

Depuis 1904, l'entente cordiale est établie entre la France et l'Angleterre. L'épisode de Fachoda est jeté aux oubliettes ! Cette entente cordiale s'est étendue à la Russie qui a pris sous sa protection la Serbie indépendante. Ainsi est née la Triple entente. Face à elle,

la Triple alliance – ou Triplice – rassemble l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. La course aux armements n'a cessé depuis le début du siècle, de sorte que chacun des pays se sent prêt à en découdre avec l'adversaire. On imagine que la guerre sera courte tant les arsenaux regorgent d'armes – sa brièveté est une nécessité, car les dernières inventions en matière d'armement sont très meurtrières : six mois, pas plus !

Et l'Alsace-Lorraine aura repris sa place à l'intérieur des frontières et de l'industrie française !

La mèche

Oui, mais il faut bien un déclencheur à ce conflit que tout le monde sait proche, et dont personne ne connaît ni le jour, ni l'heure. Le déclencheur, c'est un étudiant serbe: Gravilo Princip. Il appartient à une organisation terroriste, la Main noire. Le 28 juin 1914, il assassine l'archiduc héritier de la double monarchie d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, et son épouse, la duchesse de Hohenberg, au cours d'un voyage qu'ils effectuent à Sarajevo. Aussitôt, c'est l'engrenage :

l'Autriche accuse la Serbie d'avoir organisé cet attentat. Le 30 juillet, afin de défendre son allié serbe, le tsar donne l'ordre de mobilisation générale à ses troupes, et cela malgré les conseils de prudence de la France.

L'Allemagne lance alors un ultimatum à la Russie, lui demandant de cesser cette mobilisation. Le 1^{er} août, l'ultimatum est rejeté, l'Autriche déclare la guerre à la Russie. Le même jour, le tocsin sonne partout en France pour annoncer la mobilisation générale.

L'explosion

Ce 1^{er} août 1914, les hommes, dans les campagnes effectuent les moissons. Ils laissent leurs faux, les blés sous le soleil. Des centaines de milliers de jeunes gens – ils seront le 18 août, la mobilisation terminée,

1 700 000 –, ruraux ou citadins sont prêts en quelques jours et se préparent à partir à la rencontre de l'armée allemande. Où ? Personne ne le sait vraiment. Le 2 août, l'Allemagne a adressé un ultimatum à la Belgique, pourtant neutre, afin d'obtenir le libre passage de ses troupes qui ont déjà atteint le Luxembourg.

L'Angleterre demande à l'empereur Guillaume II de renoncer à l'invasion de la Belgique. Il refuse. Le lendemain, 3 août, prétextant le survol par des avions français des villes de Karlsruhe et Nuremberg sur lesquelles auraient été lâchées des bombes, l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Le 4 août, les armées allemandes envahissent la Belgique, le roi des Belges Albert Ier se met à la tête de ses troupes.

Le 5 août, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. Enfin, le 11 août, la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie ! Les armes ont le champ libre !

4 août : l'union sacrée

La guerre, qui la fait ? Tous les Français, de toutes les tendances politiques. Dès la fin de juin, après l'attentat de Sarajevo, l'atmosphère de réconciliation domine, les divergences politiques disparaissent sous la nécessité de faire face à un ennemi dont l'arrivée en France

est imminente. La CGT, opposée à la guerre, vient de perdre son orateur le plus enflammé, le plus opposé au conflit : Jean Jaurès qui a été abattu par un exalté, Raoul Vilain, le 31 juillet à 21 h 40, au Café du Croissant, rue Montmartre. Dans la nuit même, le comité confédéral du syndicat repousse l'ordre de grève générale et déclare que tous les socialistes feront leur devoir : ils iront se battre ! Dans l'après-midi du 4 août, Poincaré, le président de la République, déclare dans le discours qu'il prononce devant les députés : « La France sera défendue par tous ses fils dont rien ne brisera, devant l'ennemi, l'union sacrée. »

1914 : la guerre de mouvement

Les Français et les Allemands croyaient à une guerre courte et joyeuse. Dès la fin de 1914, ils pressentent que sa durée ne peut plus s'évaluer en mois : ce n'est pas parce que l'armée française est entrée dans Mulhouse – d'ailleurs rapidement reprise par les Allemands – que l'Alsace est libérée ! Après la guerre de mouvement où les ennemis cherchent à se déborder, viendra la longue guerre de position.

7 septembre 1914 : les taxis de la Marne

Pénétrant en Belgique, les Allemands pensent encercler les Français dans un vaste mouvement tournant. Si Joffre pense imiter Napoléon Ier à Austerlitz, ceux qui lui font face pensent, eux, reproduire, à plus grande échelle, Sedan où dut se rendre Napoléon III !

La Belgique franchie, ils approchent dangereusement de Paris. Le 2 septembre, ils sont à Senlis – la capitale n'est plus qu'à quarante-cinq kilomètres ! Mais Joffre, sans perdre son sang-froid, organise la retraite, et lance une contre-offensive du 5 au 12 septembre : c'est la bataille de la Marne. Gallieni a été nommé gouverneur de Paris. Il imagine alors un moyen pour conduire au plus vite quelque 10 000 soldats sur le front tout proche :

le transport par taxi ! C'est ainsi que, réquisitionnés, les taxis parisiens transportent les troupes fraîches qui, avec les britanniques, contribueront à la victoire de la Marne. Le 29 août, sur le front de l'est, les Russes, malgré leur supériorité numérique, sont vaincus à Tannenberg.

18 septembre au 15 novembre : la course à la mer

Les Allemands reculent vers l'Aisne, mais leur objectif est de s'emparer des ports du Pas-de-Calais. C'est aussi l'objectif des Français.

Une course à la mer s'engage alors, du 18 septembre au 15 novembre. Les cavaleries françaises et allemandes se battent d'abord sur la Scarpe – combat dans le style des siècles passés auquel va se substituer l'affrontement à la mitrailleuse, aux canons de gros calibres capables de lancer des obus de plus en plus gros et meurtriers. Foch tente ensuite de coordonner des attaques disparates, d'établir une stratégie qui ne va déboucher sur aucune victoire décisive.

La course à la mer qui représente une limite – et non un point de départ pour l'Angleterre – est le dernier mouvement d'une guerre qui va s'installer dans les tranchées, jusqu'en novembre 1918 !

L'année 1915 : des offensives sans grand succès

L'uniforme qui a délaissé le pantalon garance se fond dans un paysage où la mort peut tomber à tout instant, tomber ou planer en vagues de brume jaune : le terrible gaz moutarde, l'ypérite.

1915 : cent mille morts pour cinq kilomètres

L'année 1915 est celle des efforts multipliés, sans grand résultat. Le front occidental s'étend de la mer du Nord à la frontière suisse, immobile ! Du 15 février au 18 mars, l'offensive lancée par les Français en Champagne échoue. Le 22 avril, près d'Ypres, en Belgique,

les Allemands, malgré l'interdiction qui en est faite par le pacte de La Haye datant de 1899, utilisent, lors d'une attaque, un gaz dont l'emploi va se généraliser sous le nom de gaz moutarde. On va aussi l'appeler l'ypérite – du nom d'Ypres, où les Allemands l'utilisent pour la première fois, le 22 avril 1915. Ce gaz détruit bronches et poumons en quelques instants, ou bien laisse des séquelles atroces qui

font mourir à petit feu ceux qui en ont été victimes. L'effet de ces gaz, parfois, se retourne contre ceux qui en font usage, lorsque le vent change brusquement de direction. Du 9 mai au 18 juin, des offensives alliées sont lancées en Artois. Cinq kilomètres de terrain – parfois davantage, parfois moins selon le lieu – peuvent coûter jusqu'à 100 000 morts !

25 septembre au 6 octobre : Champagne et Artois

Le nouvel équipement n'a aucun effet sur les offensives françaises en Champagne et en Artois, lancées du 25 septembre au 6 octobre 1915. Sur le front de l'Orient, les alliés tentent en février 1915 une expédition dans les Dardanelles pour prendre Istanbul.

De mai à septembre, les Russes subissent des pertes considérables contre les Austro-Russes. Le 23 mai, l'Italie entre en guerre contre les empires centraux. Le 6 octobre, la Serbie est envahie par les Allemands.

Le 12 octobre, les Français débarquent à Salonique afin de limiter l'avance allemande dans les Balkans.

Presque toutes les familles de France ont un ancêtre qui a fait Verdun. Cette bataille a commencé en février 1916. Interrompue en juillet, elle ne s'est vraiment terminée qu'en décembre, le front n'ayant quasiment pas bougé. 1916, c'est aussi la bataille de la Somme.

21 février 1916 : en neuf heures, des millions d'obus !

Il faut rompre le front, par tous les moyens. En janvier 1916, Falkenhayn, le général allemand, décide de porter un coup décisif à l'armée française, de la saigner à blanc. Il décide d'atteindre Verdun dont il est tout proche ! Fin décembre 1915, Joffre a commencé à préparer, avec les autres généraux, une offensive prévue pour l'été : les franco-britanniques devront rompre le front dans la Somme, sur une largeur d'une trentaine de kilomètres. Falkenhayn n'attend pas l'été, il passe à l'action le 21 février 1916, à sept heures quinze.

La préparation d'artillerie va durer neuf heures !
Lorsqu'elle se termine, vers seize heures, plusieurs millions d'obus ont été tirés.

L'infanterie allemande entre en action immédiatement après, bousculant ce qui reste des première et deuxième lignes françaises.

Pour la première fois, des lance-flammes sont utilisés.

Mars 1916 : de Gaulle est mort ?

Le 2 mars 1916, Charles de Gaulle, devenu capitaine depuis Dinant, défend le fort de Douaumont. Dans un corps à corps, il est blessé d'un coup de baïonnette et fait prisonnier. Transporté et soigné à Mayence, il est ensuite interné dans un camp de prisonniers à Osnabrück. Dans son unité, on le croit mort. Le fort de Douaumont est enlevé par les Allemands le 4 mars.

Des combats acharnés vont rendre tristement célèbres des noms de lieux insignifiants jusqu'alors : le Mort-Homme, le bois des Corbeaux, le bois de la Caillette, le bois des Caures, le fort de Vaux, le fort de Fleury, de Froideterre.

Et la fameuse côte 304 qui, le 21 février, le jour de l'attaque, a été rabetée de sept mètres sous le déluge d'obus!

Le premier mai, au prix de dizaines de milliers de morts, Pétain a réussi à contenir l'avance de l'armée allemande. Il est nommé commandant de l'armée du centre, et remplacé, à Verdun, par le général Nivelle.

En six mois : 1 200 000 morts !

L'attaque reprend le 3 septembre. Les Français s'emparent de Cléry. Le 15 septembre, les Anglais emploient d'énormes chars d'assaut qui leur permettent d'avancer de quelques kilomètres en trois heures. Dix jours plus tard, ils ont repoussé les lignes allemandes

jusqu'au village de Combles, à mi-chemin de Bapaume et Péronne. Les combats vont se poursuivre jusqu'en octobre.

L'offensive se termine le 18 novembre. Joffre n'a pas atteint ses objectifs, même s'il s'est avancé d'une dizaine de kilomètres et qu'il s'est emparé d'un territoire que

l'ennemi avait puissamment fortifié. Ces dix kilomètres ont été gagnés au prix de 1 200 000 tués ou blessés – Français, Britanniques et Allemands – en à peine six mois !

Novembre 1917 : Clemenceau, le Père la victoire

À l'arrière – Rennes, Paris – des grèves éclatent. Nivelle est relevé de ses fonctions. Pétain le remplace. La répression commence :

554 condamnations à mort sont prononcées. Quarante-neuf soldats sont exécutés. Pétain s'efforce par la suite d'améliorer le quotidien de ces combattants de vingt ans, les poilus, le rythme des permissions s'accélère, les repas et les cantonnements s'améliorent.

Mais le défaitisme persiste. C'est alors que Poincaré, le président de la République, fait appel à Clemenceau. Celui-ci, très populaire auprès des soldats – il publie un journal où il ridiculise les généraux incompétents –, se met à visiter les tranchées, appuyé sur sa canne,

répétant partout, près des soldats ou à l'Assemblée : « Ma politique intérieure : je fais la guerre ; ma politique extérieure : je fais la guerre ! »

Il y gagnera le titre de « Père la victoire ». En attendant, la guerre continue.

Le 13 juin 1917, les premiers contingents américains débarquent à Boulogne. Ils sont commandés par le général Pershing.

Les Américains n'ont pas accepté que 128 des leurs périssent dans le naufrage du paquebot anglais Lusitania, coulé par un sous-marin allemand, le 7 mai 1915, près des côtes irlandaises. Ils ont demandé réparation à l'Allemagne qui n'a rien voulu entendre, intensifiant au contraire sa guerre sous-marine.

L'énorme Krupp : la Grosse Bertha

Entre juillet et novembre, les Britanniques qui ont engagé la bataille d'Ypres ne réussissent pas à dégager les côtes de Flandre.

Le 21 mars 1918, les Allemands lancent une offensive qu'ils espèrent décisive en Picardie.

Leur avancée est telle qu'ils menacent la coordination des troupes alliées. Les 24 et 25 mars, ils atteignent la Somme. De la colline de Montjoie près de Crépyen-Valois, ils commencent à bombarder la capitale avec des canons lançant d'énormes obus de 220 mm, longue portée – l'un de ces canons est surnommé la Grosse Bertha par les Parisiens, du prénom de la fille du fabricant : Krupp. Le 29 mars, la Grosse Bertha envoie sur le toit de l'église Saint-Gervais un obus qui crève le plafond et éclate parmi les fidèles, en pleine cérémonie du vendredi saint. Le bilan est terrible :

quatre-vingt-onze morts, des dizaines de blessés ! Les bombardements se poursuivent jusqu'au 16 septembre ;

ils font plusieurs centaines de morts.

Un million d'Américains en renfort Les Allemands accumulent les victoires. Du 27 au 30 mai, ils déclenchent une nouvelle offensive du Chemin des Dames. Ils atteignent la Marne, à soixante kilomètres de Paris ! Le 30, ils surprennent Foch – nommé généralissime des armées alliées le 26 mars – et font 60 000 prisonniers ! Mais le 18 juillet 1918, la contre-attaque alliée est lancée. Six cents avions, et, surtout, 1 000 chars – des Renault, maniables, moins massifs que les premiers dont le réservoir d'essence était situé à l'avant... – vont soutenir l'attaque.

Un million d'Américains sont présents aux côtés des Anglais, des Français et de tous ceux qui sont venus des colonies prêter main forte à la métropole.

Onze heures du matin, le 11 novembre 1918...

Les Allemands menacés d'encerclement reculent. Ils vont se retrouver à la fin du mois d'août à leur point de départ, la ligne Hindenburg.

C'est la déroute. Les alliés conduisent en Artois une dernière offensive victorieuse. L'armistice est signé le 11

novembre, à six heures du matin, dans le wagon du maréchal Foch qui est stationné dans la clairière de Rethondes, près de Compiègne. Le cessez le feu est appliqué à onze heures. Les cloches se mettent à sonner partout en France. La joie domine sans doute, mais pour les femmes qui ont perdu leur mari, pour les pères et mères dont les fils ne reviendront pas – attardez-vous devant un monument aux morts : parfois, quatre ou cinq noms identiques se suivent, ce sont souvent quatre ou cinq frères – la victoire est celle des larmes, de la douleur, sans fin.

La Première Guerre mondiale

La victoire douloureuse

Lancée à la sortie du troisième hiver de guerre, l'offensive française du Chemin des Dames suscitait des espoirs qui s'évanouissent sous le feu allemand. À défaut de victoire, peut-on du moins rêver au cessez-le-feu ? C'est ce que suggèrent la révolution russe, la conférence de paix de Stockholm et quelques initiatives officielles : la paix négociée devient crédible, même si les gouvernements s'y refusent.

LA VICTOIRE ET LE DEUIL

Rappelé aux affaires en novembre 1917, Georges Clemenceau affirme une ligne claire : « La guerre, rien que la guerre ! » À 76 ans, le « Tigre » impose son autorité, à tel point que l'on parle parfois de « dictature Clemenceau ». Excessif, ce mot témoigne du nouveau dirigisme d'un État qui entend élargir ses compétences sans se laisser enfermer dans le débat parlementaire.

Au printemps 1918, l'Allemagne jette ses dernières forces dans une avancée spectaculaire, que les Français et leurs alliés (parmi lesquels les Américains, entrés en

guerre en 1917) parviennent à repousser. L'été sonne l'heure de la contre-offensive : épuisée, l'Allemagne demande l'armistice, qui prend effet le 11 novembre 1918, à 11 heures. Tandis que l'on danse et que l'on chante à l'arrière, les soldats étonnent les observateurs par la retenue de leur joie, teintée de tristesse. La fête et le deuil se mêlent encore à Paris, le 14 juillet 1919, lors du grand défilé de la victoire, où les mutilés de guerre précèdent solennellement les troupes et leurs généraux.

Comment oublier les blessés (plus de 4 millions), les morts et les disparus (plus de 300 000) ? On estime à 1,4 million le nombre de victimes françaises de la Première Guerre mondiale. Ce chiffre a quelque chose de sidérant : parmi les jeunes adultes de 1914, un sur quatre a été tué ! La mort n'épargne aucune catégorie, mais elle frappe davantage les paysans que les ouvriers, qui ont pu être mobilisés dans leur usine. Cette inégalité se retrouve dans la carte des victimes : les régions les plus rurales enregistrent une surmortalité qui nourrira parfois, en Bretagne notamment, un sentiment d'injustice.

La sortie de guerre est lente, à l'image de la démobilisation qui ne s'accélère qu'après la signature du

traité de Versailles, le 28 juin 1919. La conférence de paix a suscité autant d'attentes que de déceptions : Clemenceau est-il le « Père la Victoire » ou le « Perd-la-Victoire » ?

Si le retour de l'Alsace-Lorraine dans le giron français fait consensus, les Alliés se divisent sur l'occupation de la Rhénanie, peu conciliable avec le principe du droit des peuples porté par le président américain, Wilson, dont les idées irriguent les milieux pacifistes. Au terme de négociations serrées, le traité est un compromis qui ne satisfait personne, surtout pas l'Allemagne, jugée coupable de la guerre et condamnée à payer des réparations et à financer la reconstruction d'une France victorieuse, mais fragilisée.

LES CONSÉQUENCES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Un siècle après l'expérience violente de la Grande Guerre, l'histoire, la littérature et le cinéma nous proposent un regard nouveau sur cet affrontement et sur ses conséquences.

Après avoir établi un bilan de la guerre prenant en compte l'évolution de l'historiographie sur le sujet, nous examinerons les objectifs du traité de paix de 1919 à travers une approche qui ouvre sur les conséquences de cet acte sur l'histoire du XX^e siècle.

La Première Guerre mondiale est attendue et même espérée par certains. Militaires, diplomates et intellectuels y voient un moyen d'expression de revendications à la liberté et du nationalisme nés au sein des puissances européennes démocratiques tout au long du XIX^e siècle.

Le règlement du conflit de « la Grande Guerre » – que l'on clamera très vite être « la Der des Der » – impose un austère et lourd bilan.

Les évolutions de l'historiographie et de la perception du conflit

Dès 1915, les généraux qui ont orchestré le conflit rédigent les premières études consacrées à la Grande Guerre. Ils privilégient une approche dite « histoire bataille », faisant le récit des affrontements et des stratégies militaires. Ils témoignent du courage patriotique des héros du Chemin des Dames, de la Somme, de Verdun... tous sites devenus aujourd'hui des lieux de mémoire.

L'Armistice, la préparation de la conférence de Paris et la période de l'entre-deux-guerres sont l'objet de travaux qui recherchent les origines du conflit et tentent d'évaluer les responsabilités. Ainsi, le ministère de l'Instruction publique français commande une étude sur les origines de la Grande Guerre à Pierre Renouvin. L'historien se penche sur les relations internationales qui ont conduit au conflit et met en évidence le contexte diplomatique de l'Armistice. Les stratégies et les ambitions des belligérants durant les derniers mois de la guerre y sont décrites. On comprend que la question des effectifs militaires a conduit l'Allemagne à capituler.

L'aspect humain du conflit est davantage étudié après la Seconde Guerre mondiale, sous l'influence du développement de l'histoire sociale, puis de la micro-histoire. L'étude n'est plus seulement diplomatique et stratégique, mais revêt dorénavant un caractère social. On s'interroge sur le sort des soldats au front, des civils à l'arrière.

À l'heure du Centenaire de la Grande Guerre, on tente une synthèse des différentes approches historiques du conflit. L'intérêt se porte sur les origines du conflit et les relations internationales de la période, et l'on commémore les contemporains de la Grande Guerre en les restituant dans leur cadre de vie social, économique et géographique. Des collectes de tout type de témoignages sont organisées, en Europe principalement.

Quels bilans établir un siècle plus tard ?

Les aspects humains

La guerre a mobilisé 73,8 millions de soldats : 48,2 millions pour les puissances alliées, 25,6 millions pour les puissances centrales. On comptabilise 9,5 millions de morts et disparus, soit plus de 6 000 morts par jour. La

Grande-Bretagne a perdu 11 % de son armée, l'Allemagne 15 %, la France 18 %, le Canada 9,8 % – soit 60 661 des 639 626 hommes et femmes ayant porté l'uniforme canadien. La Serbie paie le plus lourd tribut en proportion, avec 40 % de ses effectifs décimés (source : Ined). Le caractère meurtrier de ce conflit est inédit.

La guerre n'a pas épargné les civils. Ils subissent eux aussi l'invasion des puissances centrales, en Belgique et dans le nord de la France où, entre août et octobre 1914, on dénombre 6 500 victimes. Les bombardements en Grande-Bretagne font 1 414 morts et 3 416 blessés au printemps 1917. Sur le front oriental, on estime à 800 000 le nombre d'Arméniens victimes du régime turc qui est arrivé au pouvoir en 1913 par un coup d'État.

On compte également 21,2 millions de blessés, dont 172 950 Canadiens. Les infirmes et les 300 000 « gueules cassées » témoignent de la violence du conflit. Comment les États peuvent-ils les aider à vivre ? La question des pensions liées à la guerre se pose à l'heure de la rédaction du traité de Versailles et de la question des compensations économiques. Les États ont en effet à charge les mutilés, les orphelins et les veuves des héros

morts pour la patrie (pour le Canada, voir Morton, Desmond et Glenn Wright, *Winning the Second Battle. Canadian Veterans and the Return to Civilian Life*, Toronto, University of Toronto Press, 1987).

Ce bilan humain a des conséquences démographiques importantes au lendemain de la guerre, avec une surmortalité liée au conflit. Un déficit de la natalité s'observe vingt ans plus tard, avec un effet de « classe creuse » causée par l'hémorragie dont cette génération en âge de procréer a fait l'objet.

Les reconstructions

Les territoires situés dans les zones de combat, la Belgique, l'Italie, la Serbie, sont ravagés. La France est particulièrement touchée dans le Nord et l'Est où le front était établi durant quatre ans. Certains villages ont été rayés de la carte, tel Courcellette, haut-lieu d'une victoire du 22^e Bataillon (canadien français), en 1916. Les terres agricoles sont inexploitable car dévastées par les obus. Restaurer l'utilisation économique de ces espaces conditionne la vie des sociétés rurales qui y sont implantées.

Les usines sont à reconstruire et/ou à se (re)convertir pour des productions de temps de paix. Cette reconstruction doit être relancée dans un contexte de dévalorisation monétaire, d'inflation et d'endettement. Le conflit a cependant impulsé un développement technique qui est bénéfique aux entreprises, pour la nature et les modes de leurs productions. La société canadienne, qui était majoritairement rurale à l'entrée dans le conflit, devient urbaine. L'industrialisation est soutenue par l'accélération de l'utilisation du moteur à explosion, de l'électricité, du caoutchouc, etc. Le secteur automobile se développe aux États-Unis et au Canada, puis en Europe. Ainsi, le déclin économique ne sera que de courte durée, à l'image de la France qui enregistre un taux de croissance annuel de l'ordre de 4 à 5 % entre 1907 et 1913, et de 5 à 6 % entre 1922 et 1929. La croissance globale qui s'observe est un des prémices à la volonté d'améliorer ses conditions de vie après l'épreuve morale et matérielle de la Première Guerre mondiale ; elle est l'amorce de la société de consommation qui s'opère dès les années 1920 en Amérique du Nord, et qui

se développera ensuite en Europe de l'Ouest, dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Durant le conflit, les États ont pris pour habitude de répondre à leurs besoins. Après-guerre, ils replient leur économie sur eux-mêmes. D'autant que, dans le contexte de la reconstruction, la demande intérieure y est très forte. Elle absorbe une grande part des produits autrefois exportés. Par ailleurs, les fluctuations monétaires liées aux politiques de dévaluations, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, pénalisent le développement du marché extérieur. Les réseaux commerciaux doivent donc être réorganisés.

Passagèrement affaiblie, l'Europe reste une puissance économique, mais elle doit désormais prendre en compte la concurrence des États-Unis et du Japon.

Bouleversements politiques et nouvelle diplomatie

Les puissances européennes ont impliqué leurs colonies dans le conflit. Elles y ont puisé des hommes et des ressources. Une contribution qui motivera les revendications nationalistes et le mouvement de décolonisation que connaît le XX^e siècle. La Grande-

Bretagne, première puissance coloniale, cède en 1931, avec le statut de Westminster qui reconnaît la souveraineté de tous les pays membres de son Empire (dominions). Ces nouveaux États accèdent à un statut d'égalité avec elle et ne lui sont plus unis que par le Commonwealth. Le Canada, le premier, a désormais une pleine liberté juridique dans tous les domaines, sauf sur la Constitution canadienne qu'il a librement accepté de laisser dans les mains de sa mère-patrie, une situation qui perdurera jusqu'en 1982. La Grande-Bretagne établit des liens économiques privilégiés avec ses anciennes colonies dites « blanches », dont le Canada. En 1947, l'Inde qui entretenait les mêmes revendications depuis les années 1920, obtient à son tour l'indépendance de la puissance britannique.

La Russie témoigne d'évolutions politiques précipitées par le conflit. Le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk établit l'armistice entre l'Allemagne et la Russie. L'Empire russe est emporté par la révolution bolchevique qui plonge le pays dans la guerre civile, puis la dictature communiste. Les relations internationales

avec l'Europe de l'Ouest et les États-Unis seront rompues jusqu'à la menace nazie.

Les puissances centrales ne sont plus. La République de Weimar, en Allemagne, s'organise institutionnellement et va devoir supporter la responsabilité des conditions de paix imposées à l'Allemagne. D'abord confrontée aux ambitions communistes, elle assiste à l'enracinement de l'idéologie nazie qui fait basculer une seconde fois l'équilibre mondial.

En France, le gouvernement d'Union sacrée a pris fin en 1917. Devenu le président du Conseil, Clemenceau place la France au cœur des négociations de paix qui s'ouvrent à Paris, en janvier 1919.

La conférence de paix met en scène le nouvel ordre mondial issu du conflit de 1914-1918. Sa tenue à Paris renforce l'idée que l'Europe reste au centre de la diplomatie mondiale dans l'après-guerre.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

(1919-1939)

Les démocraties sortent victorieuses du premier conflit mondial et le régime démocratique est adopté par la plupart des états européens. Mais les vaincus jugent inacceptables les traités d'après-guerre et manifestent très tôt la volonté de les réviser.

Grande Bretagne et États-Unis ne s'y opposent pas nettement car ils ne veulent ni une Allemagne trop faible ni une France trop forte. En France, la droite conservatrice remporte les élections législatives de 1919 et forme le Bloc national.

De nouvelles agitations ouvrières sont réprimées durement. En 1920, la S.F.I.O. se divise en deux, socialistes et communistes.

Parallèlement, à côté de la C.G. (Confédération générale du travail), naît la C.G.T.U. (Confédération générale du travail unitaire) proche des communistes. Devant la

menace d'un côté des bolcheviks et, de l'autre, des fascistes, les gouvernements de droite alternent avec

les gouvernements de gauche. Malgré les grèves, le chômage, les scandales financiers, la France vit ces « années folles » avec frénésie et euphorie. On s'étourdit, on se distrait.

On danse le charleston. Grace à Chanel la mode féminine se simplifie et se démocratise. Les cheveux coupés et les jupes courtes/ la femme s'émancipe. La littérature entre dans le circuit commercial et les frontières entre « haute littérature » et « littérature de consommation » s'estompent.

L'avant-garde et les classes populaires partagent de nouveaux goûts non littéraires, pour Charlot, pour les vedettes du cinéma, pour le cirque, le jazz, Joséphine Baker, Mistinguett, Maurice Chevalier.

Les transformations de la capitale, qui est de plus en plus le centre culturel de l'Europe, progressent.

Les découvertes scientifiques et techniques modifient rapidement le mode de production, celui des transports et le style de vie.

Dans **les années 1918-1929**, au moment où les puissances victorieuses concluent les traités de paix, se croient les maîtresses du monde, pensent qu'elles vont assurer le triomphe de leurs principes, ceux-ci sont contestés par le Bolchevisme sur le plan politique, sur le plan économique, puis contestés par le fascisme, la crise de 29 et le nazisme.

Les hommes des puissances victorieuses aspirent à la paix. Jusqu'en 1939, ils devront faire face à une guerre renaissante, étrangère et civile.

Ces hommes pensaient de finir pour longtemps le cadre dans lequel les Etats allaient évoluer. Ces cadres vont être remis en cause.

Affectent les structures politiques, économiques, techniques, mentales, d'une humanité qui se révèle difficilement maîtrisable. Moyen de plus en plus

prodigieux de comprendre et de dominer le monde naturel. Humanité qui s'en sert dans un but qui aboutit à assouvir les ambitions de quelques-uns de ces membres.

Evolution paradoxale, deux grandes époques :

-L'époque des années folles. On découvre la fragilité croissante de la paix et de la prospérité. **Temps d'incertitudes.**

-Années sombres. Crise économique de 29 et ses conséquences et les menaces de guerre contraignent chaque Etat à prendre parti. **Temps d'engagement.**

Dans le monde des années 20-30, un Etat se tient à part, ne participe pas à ce mouvement général, la **Russie.**

I° Un monde à part : Russie URSS, 1917-1939

17 : la Russie est isolée en raison de sa propre volonté, du fait de la volonté de ses adversaires. La Russie édifie à l'écart un système politique, économique et social très original. Ce système ne la met pas à l'abri de troubles intérieures et extérieures. La guerre y côtoient la paix voire la guerre se substitue à la paix.

A° De la Russie à l'URSS, le temps de Lénine.

1_ La révolution bolchevique : succès en Russie, échec à l'extérieur

a) l'installation du bolchevisme en Russie

Il y a trois étapes :

-Chute du tsarisme : L'arrière et le pouvoir connaissent en 1915 des difficultés.

L'arrière : petit à petit, l'économie est asphyxiée. L'industrie n'est pas assez développée au départ.

L'économie est coupée du marché européen. Résultat, les prix augmentent ainsi que le chômage, les réquisitions dans les campagnes qui mécontentent du monde.

Le pouvoir : le Tsar, en septembre 1915, commandant suprême de l'armée, est discrédité par des revers militaires. Les scandales éclaboussent sa cour. Raspoutine qui a une affluence sur la Tsariste, est assassiné en **1916**.

Devant la situation de l'arrière et du pouvoir, les **Soviets** se constituent, sont élus. Ils prennent en charge la gestion de la vie quotidienne (occupent du ravitaillement des villes, des fronts, de la prise en charge des blessés). Les grèves se multiplient, et l'agitation gagne aussi l'armée.

1917 : grèves et mouvements de protestation atteignent un niveau jamais atteint jusque là à Petrograd. Les ouvriers s'opposent à la vie qui leur est proposée, réalisent des émeutes. Quelle est la réaction de l'armée ?

Elle ne réprime pas les mouvements, refuse de tirer sur la foule. Parallèlement à la **Douma**, se constitue **un soviet d'ouvriers et de l'armée**. Il y a des représentants du Parti Révolutionnaire. Désavoue le Tsar, accompagne les émeutes de la foule, l'émeute devient une révolution.

Cela est très net au mois de Fév. (mais chez nous, il y a 15 jours de différence). **Révolution de février. Le 15 mars 17, le Tsar Nicolas II abdique.** Mise en place d'un **gouvernement provisoire** présidé par le Prince Lvov. Il est KD et Favorable au régime parlementaire.

-Glissement à gauche : dès mars 17, le gouvernement provisoire est menacé à sa gauche, bien qu'il prenne des

mesures démocratiques : promet l'élection d'une assemblée constituante, accorde des libertés, abolit la peine de mort, amnistie, reconnaisse les droits des minorités nationales.

Menacé par les Soviets. Ouvriers, paysans, intellectuels armés. Ils réclament des avantages (8h de travail, augmentation des salaires, assurance sociale..., terres). Mouvements indépendantistes dans les Pays Baltes, PL, Fin, UK, Caucase.

Menacé par Lénine. Leader du Socialiste Bolcheviks. Exilé en Suisse, il impose le point de vue du Soviet de Petrograd : « **La paix sans annexion** ». Prise du pouvoir par les Soviets ouvriers. En D, les dirigeants comprennent l'intérêt de faire revenir Lénine en Russie (épisode du train blindé, mars). Dès le 4 avril, thèses d'avril, sur la paix sans annexion, sur la distribution des terres aux paysans, pouvoir aux soviets.

Création de la Pravda (=la vérité) ;

Le gouvernement provisoire est attaqué : Voix de la droite qui se fait de plus en plus attendre.

Gouvernement de coalition : KD, les socialistes révolutionnaires (SR avec **Kerenski**), les Mencheviks.

Ce gouvernement entend continuer la guerre, mais il faut des moyens : l'impôt ne rentre plus, la police existe de moins en moins, la discipline de l'armée fond, l'agitation se répand.

La **Gauche** agit : **Bolcheviks** se rendent maître d'un certain nombre de **Soviets**, notamment dans les grandes villes (Moscou, Petrograd, Kiev...), port de Kronstadt. Le gouvernement réagit par une répression (Environ 50 morts), ce qui augmente le mécontentement.

La **Droite** est représentée par des **officiers de l'armée** qui restent favorable au tsarisme, qu'ils veulent rétablir. Il y a un putsch, tenté par **Kornilov** qui n'aboutit pas.

Au gouvernement, les Bolcheviks apportent leur aide car Kornilov souhaitait dissoudre les Soviets et imposer un contrôle militaire à toutes les industries de guerre. Les pénuries s'aggravent, hausse des prix, chômage, grèves et émeutes. Le gouvernement provisoire et **Kerenski**, à l'été 17, ne peuvent résoudre toutes les difficultés. La situation est mûre.

- **La prise du pouvoir par les Bolcheviks** : il n'est pas le plus puissant (200 000 hommes), le plus populaire (vs SR), mais il est le mieux organisé. Vladimir Illitch Oulianov lit Marx, lutte contre le régime russe, est déporté en Sibérie, exilé en Suisse. Il montre la plus grande rigueur doctrinale. La dictature du prolétariat est nécessaire contre le tsarisme et le socialisme. Début automne 17, il fait approuver par le comité central la nécessité d'une insurrection armée- il faut l'organiser. Ralliement des Soviets de l'armée, de Petrograd. Permet de contrôler militairement les centres névralgiques de la capitale (ponts, poste et télégraphes, les banques).

-Le 6 novembre (24 octobre), révolution d'octobre

. Le Palais d'hiver est pris d'assaut par les Bolcheviks. La révolution est réussie, il faut donc l'organiser. Tous les Soviets doivent contrôler le pouvoir exécutif par un **congrès des soviets**. Ce dernier se décharge sur un conseil des **commissaires** du peuple qui constitue le gouvernement. Trotski est commissaire au peuple aux affaires étrangères, Staline est commissaire au peuple aux nationalités.

b) exporter la révolution

Le 11 novembre 18, abdication de G II. Des Mouvements socialistes se déroulent. A Berlin, comité de commissaire au peuple présidé par **Ebert**.

Au sein des usines, de l'armée, création de conseils. Emeutes se déroulent. Tendances particularistes se révèlent dans telles ou telles régions : En Bavière, Kurt Eisner installe une république socialiste. A Berlin, les spartakistes (Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht) proclament la grève générale et appel aux armes.

Les forces traditionnelles réagissent. Les Sociales Démocrates refusent le Bolchevisme, l'État-major est toujours respecté, appuyé par des troupes disciplinées, corps francs. Ils matent la révolution à Berlin (**11- 15 janv. 19, c'est la « semaine rouge »**). Les deux leaders spartakistes sont tués, Eisner est démis de ses fonctions et assassinée.

Répression féroce en Allemagne, l'ordre triomphe.

-Création de la III Internationale :

Dans de nombreux pays, création de nombreux parti communiste. Début 19, Lénine invite les partis socialistes pour former la III Internationale.

2-6 mars 19, réunion à Moscou, création du **Komintern**, qui est chargé de préparer le Révolution dans tous les pays. Les partis doivent accepter de se transformer en parti de combat, des partis radicaux (éliminer en leur sein toute opposition). Les partis doivent dépendre du Komintern, du parti russe, du gouvernement de la Russie.

Publication d'un manifeste.

Le Chef de la III Internationale : **Zinoviev**

-Echec ailleurs :

Le 21 mars 19, tentative en Hongrie, ou dictature du prolétariat est proclamée par **Kun** (elle a duré 133 jours). 500 exécutions accomplies à Budapest.

Grèves organisées par des syndicats, socialistes, communistes, en F, I, A, GB.

En Autriche conseil d'ouvrier et de soldats se met en place. Mais échec au bout de ses actions. Les Gvt réussissent à vaincre le mouvement.

En H, c'est la Roumanie qui rétablit l'ordre par le Général Horthy.

2_ Guerre civile, guerre d'intervention, bolchevisme de guerre

a) guerre civile

-Les premières décisions :

1. Qui donnent satisfaction :

Dès le **8 nov.**, « **décret sur la terre** » Attribution de la terre aux paysans

« **décret sur les entreprises** » : attribue l'outil à l'ouvrier

« **décret sur les nationalité** » : décide de l'égalité et souveraineté des peuples russes

26 nov. 17 : décision sur la **paix** : armistice signée (et le 3 mars 18, traité de **Brest-Litovsk**). La Russie perd environ **800 000 Km²** par la suite de cession de province

comme la Finlande, l'Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne.
L'Ukraine souhaite faire sécession

2. Qui donnent des mécontentements :

Election à l'Assemblée Constituante a lieu à la fin de
janv. 18. Les Bolcheviks obtiennent que 25% des voix,
les SR, 28%. L'Assemblée est dissoute par les
Bolcheviks (violence politique). Les SR rentre alors en
Résistance.

Répression contre toutes les forces politiques autre que
Bolcheviks et SR (car trop nombreux). Les
premières victimes sont les KD, premiers membres du
gouvernement provisoire. Les "Libéraux" se mettent à
rejoindre les généraux russes blancs, comme **Kornilov** ,
Denikine

-Raidissement et lutte

Les SR sont très présent dans les villes. Intervention
armée des démocraties européennes pour aider les
Blancs. Lorsqu'ils sont connus, ils décrètent la
mobilisation générale pour l'Armée rouge (29 mai 18).

Pendant l'été 18, les SR font des actions sous forme d'attentats contre Lénine, contre Kaplan. La Répression des Bolcheviks liquide l'opposition des SR, répression connue sous le nom de « **Terreur rouge** ».

Les SR se rapprochent des Mencheviks et des Russes blancs. La Guerre civile s'installe et la guerre d'intervention commence.

b) guerre d'intervention

-Pourquoi ?

La France, L'Angleterre et le Japon considèrent que la paix séparée constitue une trahison. Ils craignent une contagion de la révolution. Ils aident financièrement, militairement (armes, munitions...) les Blancs, puis ils interviennent directement, afin de battre les Soviets, en vue de rétablir un second front (printemps 18).

-Les faits

1919 : L'amiral Koltchak , régent d'Omsk, dispose de 150 000 homme dont 70 000 Tchèques.

Ils s'emparent d'une partie de la Russie y compris la vallée de la Volga et il menace Moscou.

Denikine (Crimée, Ukraine autour de Kharkov) marche lui aussi sur Moscou. Il est aidé par les Cosaques, mais arrêté par l'Armée rouge. Son armée est regroupée par le **Baron Wrangel**.

Reçoivent l'aide des troupes PI de **Pilsudski** qui marche sur Moscou.

Ioudenitch : automne, se trouve dans les Etats Baltes et menace Petrograd. Il est aidé par des Corps francs venus d'Allemagne et d'Angleterre.

Les Japonais attaquent en Sibérie.

Guerre civile et étrangère qui se déroule sur tout le territoire

- révolution sauvée par l'armée rouge

A l'Est, Koltchak est fait prisonnier et fusilier.

Au Sud, Wrangel est battu et les troupes passent en Turquie.

A Petrograd, Trotski réussit à éviter la prise de la ville par Ioudenitch

Les généraux russes organisent une contre attaque contre la P1 dirigé par **Toukhatchevski** et **Boudienni**. Offensive qui atteint Varsovie. Intervention française et Pilsudski évitent un échec. Dans la foulé, contre attaque franco polonaise qui aboutit au traité de **Riga** (12 mars 21). Met fin à l'intervention étrangère.

c) communisme de guerre

Forme de pouvoirs que les Bolcheviks pratiquent depuis 17 jusqu'en 21. Cette forme de pouvoir :

politique de terreur qui se traduit par la suppressions des libertés individuelles, par la poursuite ou la liquidation de tous les opposants avérés ou potentiel. Terreur économique contenue de l'état du pays.

-Terreur politique

Deux éléments important pour l'assurer :

- La **Tcheka**, créée le 7 décembre 17. Rôle essentiel car très vite organe important en nombre (de 1 000 en avril 18, on passe à 140 000 en 21). Lénine la soutient, rétablit

la peine de mort. Elle utilise toute sorte de moyens mise à sa disposition :

Envoi dans des camps de travail au nombre de 100 (1921: + 50 000 personnes retenues.

Les exécutions destinées aux adversaires. Personnes pas traduites devant un tribunal

L'assassinat d'otages comme le **Tsar à Ekaterinbourg en juillet 18**

- **La Constitution du 10 juillet 18.** Congrès des Soviets panrusse. Conseil des commissaires du peuple, commissaire qui doivent représenter le peuple. Comité central exécutif (on craint les rouages représentés par un homme)

Le Congrès soviétique panrusse doit être élu, mais suffrage restreint ("ennemis du régime", prêtre).

Suffrage inégal. Il y a 5 représentants des villes pour 1 représentant des campagnes. Cette constitution refuse aussi aux personnes, groupes, les droits qui pourraient servir au détriment de la révolution.

Celle-ci proclame l'omniprésence du PCUS qui domine et dirige tout l'appareil de l'Etat.

Constitution qui sert à mettre en place la dictature du prolétariat ; constitution provisoire ; constitution de combat.

-Terreur économique

Au fur et à mesure que la guerre civile, que les interventions étrangères se réalisent, le pays est de plus en plus dévasté. L'agriculture régresse, les usines sont moins nombreuses à fonctionner, transports paralysés.

La population à de moins en moins de travail, de quoi vivre. La population est affamée, soumise à des épidémies. Situation qui échappe aux contrôles.

Economie de Guerre :

Pour combattre la famine, mise en place d'une réquisition, d'un rationnement. Vise les paysans riches, les Koulaks. Mise en place d'un contrôle par les paysans pauvres ou par des escouades d'ouvriers.

L'industrie est surveillée, orientée vers des productions de base pour l'Armée rouge. On a là un des aspects de la

brutalisation de la société. Nationalisation des entreprises à partir de 1920 qui concerne toutes les entreprises de plus de 10 ouvriers. Le Travail est obligatoire de 15 à 50 ans. Les ouvriers sont payés à la pièce, l'absentéisme est combattu, la grève est interdite (qualifiée de "crime contre le peuple").

Action d'un "gouvernement de fer" qui essaie de sauver la révolution, de faire obéir le peuple, de faire combattre le peuple.

Bilan

- intérieur : **La Russie de 1921 est exsangue et désagrégée.** Aux 2 M de 14-18 ce sont ajoutées de très nombreuses victimes de la guerre civile. On estime à environ 6 M les victimes civiles mortes de famines, d'épidémies (typhus), exécutions (150 000). Tragédie qu'aucun autre pays n'a connu. 8 à 9 ans de guerre, d'accoutumance à la violence.

Désagrégé : Du point de vue économique, situation très loin de celle de 1913. La production agricole est tombée à -15% d'avant guerre, provoquant des famines et une

hausse de la criminalité ; Paysans se révolte contre les réquisitions. Notable en Ukraine en fév. 21 et en Sibérie.

L'industrie : pénurie de matières premières, de sources d'énergie. Les ouvriers travaillent de moins en moins, abandonnent leur usine. Mais la famine et la disette existent aussi. Parfois soulèvement se produisent dus à la faim. La production de fonte ne représente plus que 3% de celle de 1913.

De nombreux puits d'extraction sont noyés, détruits (prod. De combustible : néant). Les chemins de fer sont paralysés.

En 1921, 5 M d'ouvriers dans les villes sont en passe de mourir de faim. L'aide s'organise : papauté, USA, Nansen.

Fév. 21 : nouveau soulèvement des marins de Kronstadt en poussant deux cris : « vive les Soviets ! A bas les communismes ! ». Répression ordonnée par Lénine, exécuté par Trotski.

Mars 21 : devant la situation, Lénine proclame l'abandon du communisme de guerre.

-Extérieur : La France, l'Angleterre, le Japon n'ont pas réussi dans leur entreprise, contenir le

Bolchevisme chez lui. Etablissent une série d'Etats tampons : Fin, Estonie, PL, Ro, H, Pays Baltes.

Dans l'Europe des Balkans, danubienne, accomplissent une réforme agraire. La propriété est enlevée aux grands propriétaires et est distribuée aux petits paysans afin d'éviter des revendications.

Cordon sanitaire.

3_ Fin du régime de Lénine, la NEP (1921-1924)

Changement de politique annoncé par Lénine. Mais est-ce un changement ? Y'a-t-il un retour à la liberté

économique avec la NEP ou bien relâchement de la dictature ?

a) retour à la liberté économique avec la NEP ?

Lénine reconnaît les erreurs commises : il dit « Nous avons trop conquis, il faut reculer ».

Lénine envisage de faire appel au capitalisme étranger qui pourra recevoir des concessions en Russie.

Lénine pense rétablir un secteur privé ouvert à la concurrence, où l'initiative individuelle retrouverait sa place.

Mais Lénine ne renonce pas à la mise en place du socialisme.

C'est un répit, il entend un progrès économique qui doit permettre de mieux éliminer le secteur privé.

Replis stratégiques.

les mesures :

Libéralisation : on supprime les réquisitions qui sont remplacé par des impôts.

On encourage la création de petites unités de production agricole. On proclame la liberté du commerce intérieur (ouverture du marché). On accepte la propriété individuelle pour unité de moins de 20 employés.

On rétablit l'héritage. On fait appel aux capitalistes étrangers. Concession pour exploitation de mines, de bois. Le gouvernement fournit une bonne partie des capitaux.

On fait aussi appel à des techniciens étrangers, qui sont payés très chère. L'économie redémarre dans les industries, l'agriculture.

2. socialisation de la grande industrie, du commerce (not par chemins de fer et par bateaux),

de la banque (monopole sur les crédits). Pendant cette période, pause dans la marche vers le socialisme.

Pause qui coïncide avec le retour de la paix. Résultats assez lents à la campagne :

les paysans sont rassurés, travaillent, récoltent et le spectre de la faim s'éloigne. Ce n'est qu'en 1927 qu'on atteint de nouveau le niveau de 1913 en valeur.

Dans l'industrie : on forme des ouvriers, des techniciens, on réorganise les circuits. Mais il faut attendre

1927 la aussi pour atteindre les niveaux de 1913. Le Chômage baisse, les conditions matérielles s'améliorent.

Le gouvernement parvient à contrôler 90% de la production des mines, de la sidérurgie, de la

chimie.

Dans le domaine monétaire, la monnaie se stabilise en 22: le tchernovets remplace le rouble papier (1924)

-bilan international : Les grandes puissances adoptent une attitude très différentes. Reconnaisse de jure la nouvelle Russie. L'Allemagne réengage des discussions avec la Russie (Rapallo 1922). En 1924, Le Royaume-Uni, France, Italie signent des traités de commerce.

La NEP a enrichi de gros paysans, des Koulaks (5M en 1925, embauchent des ouvriers agricoles ; patrons

riches), a profité à des commerçants, petits patrons d'usine (reprise de la consommation). Même autour de 1923-1924, une vie mondaine

Nepman commencent à être critiqués. Enrichis car pas allure convenable, auteur de corruption.

b) relâchement de la dictature

Nouvelle organisation territoriale : la Russie est organisée, le 30 décembre 22 avec 4 Républiques :

-RUSSIE-SIBERIE

- UKRAINE

-BIELORUSSIE

- TRANSCAUCASIE

*URSS à partir du 30/12/1922.

Les nationalités sont traitées sur un pied d'égalité et les cultures sont respectées. De nouvelles

Républiques peuvent se créer, ce qui arriva plus tard.

L'impulsion vient de Moscou. Dans la constitution de 1924, celle-ci prévoit une nouvelle organisation

politique, met en place des organes, ministres qui semble d'un régime ordinaire. Prévoit des élections pour désigner les représentants du peuple, mais toujours gens qui ont droit de vote : les ouvriers bénéficient toujours d'une représentation supérieure. Le vote est public, ce qui est pratique pour connaître les opposants.

LE PC joue un rôle essentiel, organe extra-constitutionnel qui lui permet de présenter un candidat : le secrétaire général devient la 1ere personne du Parti. Dictature du Parti.

En mars 21 : 732 521 membres du parti/ 140M d'hab.

Staline est depuis 22 le secrétaire général. La Tcheka devient la GPU.

Grave pb en 24, Mort de Lénine (attaque en mai 22 d'hémiplégie, meurt le 21 janvier 24).

Funérailles émouvantes, corps exposé pendant 3 jours. Le 27 on l'enterre et on crée le mausolée de Lénine sur la Place Rouge.

Il reste deux hommes, Staline et Trotski, qui ne s'apprécient guère.

« **Staline** est la pire médiocrité du parti » Trotski

Staline prône un renforcement de la centralisation bureaucratique, Trotski, lui, plus de démocratie. Staline prétend que la révolution est possible que dans un seul pays, la Russie. Il défend la NEP (vs Trotski).

B] Le temps de Staline : vers un totalitarisme à outrance

1_ 1924-1929 : Staline cherche à faire sa place

a) à gauche

Position : **Trotski** souhaitait tout sacrifier à la révolution mondiale. Il accuse Staline de ne pas saisir les occasions.

Pour **Staline**, L'URSS n'a rien à craindre. Il critique Trotski avec de plus en plus violemment (not dans le voc). Il attaque les « **braillard de la gauche** » qui ne songe qu'à la violence.

Autour d'eux, leurs proches collaborateurs prennent position. **Zinoviev, Lev Rosenfeld dit Kamenev** penchent dans un premier temps pour Staline. Ils vont l'aider à éliminer Trotski. Staline trouve d'autre allié comme Molotov.

Dans un second temps, Kamenev et Zinoviev rejoignent trotski. La lutte tourne au profit de Staline : 1925 : Trotski est relevé de ses fonctions par Staline, Kamenev, Zinoviev qui forme une troïka. Trotski

prend la tête de l'opposition, se met à manifester, manifestations qui sont dispersées par la police. Trotski est déporté en Asie, a **Alma-Ata** puis exil à Constantinople (janvier 29). Il meurt en 40 au Mexique.

b) à droite

Alexeis Rykov (ancien président du conseil, il prend dans les années 20, la défense de la NEP) et Nicolai Boukharine (théoricien du communisme).

29, année de grand tournant : le régime est consolidé.

Staline à juste 50 ans (voir note sur Staline). Il s'impose par la propagande (portraits, statues) qui

popularise son image et culte de la personnalité. Discours tiré à plus de 100 000 000 d'exemplaires. Villes commencent à recevoir son mon (pratique de la métonymie). Adoration par l'intelligentsia russe

2_ Industrialisation et collectivisation : 1929-1939

a) planification

-les origines : dès 1921, une commission dit du plan d'Etat, le Gosplan, doit réfléchir comment organiser l'économie. Elle est composée de politiques. Mais la mort de Lénine et opposition diffèrent leur application.

En 1929, le plan quinquennal est approuvé. Il jette les bases d'une société sans classe et d'une grande puissance

industrielle et militaire. On veut rattraper le retard pris sur l'Occident pour relancer la révolution internationale. L'URSS a besoin de la paix. On définit les caractères de l'économie : les plans doivent obligatoirement être réalisés, accomplis à tous les niveaux, les ouvriers sont asservis à l'Etat en définitif (violence et brutalisation). Le plan doit être réalisé quelques soit les difficultés. Application de la dictature au prolétariat par la dictature du prolétariat.

Les Années Folles

(1920-1929)

Introduction :

Après la première guerre mondiale, Paris connaît dix années d'effervescence (de 1920 à 1929) et de libération totale qui résonnent comme une parenthèse enchantée en cette période de deuil national.

La fête est le mot d'ordre de ce que l'on surnommera **“les années folles”**, menée par une jeunesse enivrée d'espoir, qui souhaite s'amuser, vivre et surtout oublier l'horreur de la guerre.

Les années folles entraînent donc les Parisien(ne)s dans une sorte de frénésie, aussi bien culturelle que sociale : la ville se métamorphose au gré des constructions Art Déco, les automobiles envahissent les rues, l'électroménager révolutionne le quotidien... Des changements qui participeront activement à l'émancipation des femmes, qui ont déjà pris goût à une certaine indépendance, involontairement vécue suite au départ des hommes pour le front.

Les années folles ou le temps de l'incertitude : la victoire de la démocratie, de la détente, de la prospérité, de la civilisation .

Le retour lent et progressif à la paix conduit, dans l'Europe, aux Etats-Unis, Japon, à croire de renouer avec les temps heureux d'avant 14 (Belle Epoque). Sentiment complété avec le fait que les hommes politiques tentent à développer la démocratie (gage de paix), ont tendance à faire place à une détente entre les Etats.

La prospérité semble être de retour. Réapparition d'un appétit de vivre, d'un goût de la liberté.

Les années Vingt sont plus ou moins appelées les années folles, ou roaring twenties (les rugissantes années vingt).

Limites : pessimisme des intellectuels

La paix des années vingt est bien réelle dans certains pays, mais c'est une paix, dans la plupart des pays, domaines, qui présente un certain nombre de nuages.

Caractéristiques et artistes des Années Folles

Les Années Folles sont marquées par l'exubérance et la créativité qui dominent et sont principalement célèbres pour les spectacles, la musique, la danse et la mode d'un genre nouveau venus tout droit des Etats-Unis. En terme de littérature, les mouvements surréalistes et avant gardistes dominent. Nous allons vous présenter quelques personnalités majeures et représentatives de l'époque sont Joséphine Baker, Coco Chanel, Charlie Chaplin, Louis Armstrong et Marcel Proust.

1. Joséphine Baker

Joséphine Baker, de son vrai nom Freda Joséphine McDonald, est une chanteuse, danseuse et actrice des Années Folles. C'est une métisse afro-américaine, née le 3 juin 1906 dans le Missouri aux Etats Unis et qui mourra le 12 avril 1975 à Paris. Elle apporte des Etats-Unis en 1925 une danse d'exhibition nouvelle, elle danse avec une ceinture de bananes, à moitié nue et avec des plumes. Elle est considérée comme la première star noire et joue un rôle important dans la lutte contre le racisme et dans l'émancipation des noirs.

2. Coco Chanel

Gabrielle Chanel, dite « Coco Chanel » est une créatrice de mode et couturière française née le 19 août 1883 à Saumur et morte le 10 janvier 1971 à Paris. Elle fonda la Maison Chanel et est l'emblème de la mode et de l'élégance française. Elle est l'une des premières à lancer la mode des cheveux courts, et s'oppose à la sophistication.

Coco Chanel privilégie la simplicité avec des tenues pratiques, comme le pyjama, les premiers pantalons, la jupe plissée courte et le tailleur à poches. C'est elle qui créa la célèbre « Petite Robe Noire ».

3. Charlie Chaplin

Charlie Chaplin, de son vrai nom Charles Spencer Chaplin, est un acteur, réalisateur, scénariste et compositeur britannique né à Londres le 16 avril 1889 et mort le 25 décembre 1977. Il est devenu une icône du cinéma muet grâce à son personnage de

Charlot. Il a joué dans plus de 80 films pendant une carrière qui a duré 65 ans. Ses comédies sont basées sur des thèmes sociaux et politiques et sur des éléments

autobiographiques, réalisés en noir et blanc et muets.

4. Louis Armstrong

Louis Armstrong est un musicien qui joue essentiellement des morceaux de jazz, de folklore afro-américaine, de gospel et de blues traditionnel, né le 4 août 1901 à La Nouvelle-Orléans en Louisiane et mort le 6 juillet 1971 à New York. Il est célèbre pour son talent de trompettiste, son charisme et ses qualités de show-man. Il a créé un nouveau style vocal, le scat (forme de jazz vocal où des onomatopées remplacent les paroles), ce qui a fait de lui l'un des chanteurs de jazz les plus influents de son époque.

En 1929, un crash boursier met fin à cette période de folie et d'insouciance. De nombreuses salles de spectacle ont fermé, et seuls des ouvriers fréquentaient encore les autres music-halls et bars. Si le glas des Années Folles a sonné il y a près d'un siècle, la folie de cette époque subsiste encore aujourd'hui...

A] La victoire apparente de la démocratie

Les démocraties libérales sortent de la guerre auréolée de la victoire sur les Empires. Elles en ressortent aussi renforcées. La démocratie se généralise sans pour autant gagner la partie partout.

1_ Renaissance et généralisation

a) pays de vieille tradition démocratique

Pendant la guerre, les impératifs de la conduite de celle-ci avaient amené les gouvernements à user des méthodes dirigistes et autoritaires. En France, méthodes des décrets-lois qui donnent à l'exécutif une place de choix. En GB, cabinet restreint qui aboutit à une « dictature du cabinet ». Recul de la démocratie pendant la guerre.

Le retour à la paix n'interrompt pas complètement ces méthodes. L'exécutif essaie de conserver les prérogatives obtenues notamment dans le domaine économique. Partout il existe une majorité d'homme qui aspire à restaurer l'esprit de la démocratie libérale, les pratiques de celle-ci. On met cela en application.

En France, il faut élire un président de la République en janvier 20. UN homme d'Etat semble avoir la chance d'être élu, Clemenceau qui jouit d'un immense soutien populaire. Sa route est barrée car souci démocratique. Les députés et les sénateurs élisent Paul Deschanel²² (très peu connu) qui se distingue quelques mois après.

En GB, Lloyd George doit démissionner en 1922 puis retour.

Il semble que les entraves à la démocratie soient considérées comme une parenthèse qu'il est souhaitable de refermer. Aspiration au retour à la normale.

b) Les Etats autoritaires

En **Autriche, 1920**, constitution mise en place qui prend le modèle de la constitution de 1875 de la France.

Sous la forme d'une République est mise en place la démocratie libérale parlementaire.

En **Allemagne**, constitution de Weimar (août 19). Elle est la plus sociale et la plus libérale du monde :

- formulation des considérations qui institutionnalise la loi de 8h, les contrats collectifs, les conseils

d'entreprises, un conseil économique du Reich

- elle fonde une démocratie parlementaire dans laquelle la responsabilité ministérielle existe et dans laquelle la possibilité de pratique de référendum existe aussi à l'initiative des députés et du chef de l'Etat.

Certains esprits attentifs disent attention à l'article 48 de la constitution : état de siège par ordonnance. Il n'y a aucun problème si le chef de l'Etat est respectueux de la démocratie.

Dans le cas contraire, la démocratie peut être mise à mal. Il y a la démocratie mais reste en place la magistrature (pas convertit), l'armée (100000 Hommes, elle n'est pas battue militairement), un corps d'enseignement pas convertit à la démocratie, les Konzern.

c) Les Etats de l'Europe centrale et orientale

Etats Balkaniques, danubiennes, du Nord.

Les idéaux et les institutions de la démocratie libérale s'imposent dans ces Etats. A partir de 1919, les régimes autoritaires cèdent la place à des constitutions inspirées sur le modèle de la constitution française de 1875.

Dans les états nouveaux, idem. La plupart de ces Etats se veulent libéraux, parlementaires, démocratiques.

On essaye d'apporter une solution une solution aux prévoient la suppression des grandes propriétés et la redistribution du sol entre petits paysans. Solution démocratique.

Autour de 1920, la volonté des Etats fait d'eux des démocraties. Gage important pour l'établissement et le maintien de la paix.

2_ Les réalisations

a) Les Etats-Unis

1913-1921 : président Wilson (démocrate), puis Harding (Républicain, meurt en 23), puis Coolidge (jusqu'en 29) et Hoover.

A la sortie de la guerre, Les EU doivent s'adapter en matière économique (transformation de l'économie de guerre en économie de période de paix, abandonnent les mesures autoritaires de contrôle sur la production et les prix), pb en matière sociale (avantages aux ouvriers dans

conditions de travail), pb dans les questions financières (inflation).

problèmes sociaux : grandes propriétés. On résout le problème agraire. On a décidé de voter des lois qui

Les choix à l'intérieure, développement dans un souci de moralisation ainsi qu'un désir de contenir les moins ?, augmentation du rendement des ouvriers blancs. Les Républicains font une loi dite Volstead qui devient un véritable amendement- prohibition.

L'immigration est arrêtée car les syndicats, patrons le souhaitent. En 1924, loi sur les prix, loi des Quotas. De 900 000 entrées on passe à 150 000 entrées en 29. Repli sur soi. Risque de peur, de montée d'opposition. Dans les années 20, inquiétudes nationales se réveillent, inquiétudes raciales se réveillent aussi. La démocratie n'est pas exempte de violentes idéologiques ou pratiques.

A l'extérieure, plusieurs prolongements.

L'isolationnisme : refuse toutes interventions à l'extérieure sauf s'il s'agit de prêter des experts ou d'envoyer des observateurs ou s'il s'agit d'intervenir militairement quand intérêts économiques en jeu (mesure de police)

- Haïti, Honduras

A l'égard des anciens Alliés, les Eu décident que les remboursements devront se faire au taux uniforme de 4,12% par an. Sur le plan commercial, les EU cherchent à protéger leur industrie, l'agriculture contre la concurrence japonaise. Ils se tournent vers le protectionnisme. Semblent vouloir profiter d'une paix égoïste. Ils n'hésitent pas à diaboliser l'étranger, à développer la xénophobie.

b) **L'Angleterre**

Elle connaît des difficultés plus graves. **Sinn-feiners** demande l'indépendance de l'Irlande. Ce mouvement élit un président, Eamon de Valera. Le projet de **Home Rules**, présidé par le gouvernement anglais est accepté le 6 décembre 21. Un Etat irlandais libre se met en place,

l'Eire, dont l'Ulster est toujours rattaché à l'Angleterre. Des irréductibles continuent à combattre les armes à la main.

Parallèlement, problèmes financiers et monétaires. Ils veulent remonter leur monnaie - accroissement de la dette extérieure et baisse de la compétitivité. Peu de houille blanche, les industries sont anciennes, l'outillage à vieilli, concurrents nouveaux sont apparus pendant la guerre (EU, All, Jap).

- L'Angleterre est la pays où le coût de la production est le plus chère : chômage (1 à 3 M), faillites se multiplient problèmes sociaux. Toutes les classes sociales ont des revendications.

Mécontentement grandissant et grèves nombreuses. Explique en partie la décision de Lloyd George, que la majorité soit donnée au parti travailliste avec Macdonald.

Vers 1925-1929, stabilité qui se développe, qui apparaît par un long règne conservateur (Baldwin), aux affaires étrangères (Chamberlain), aux finances (Churchill). On y rétablit l'étalon-or en 1925- gold standard act (convertibilité rétablie).

Période où l'Angleterre voudrait briller. Certains voudraient abandonner le libre échange et mettre en place le libéralisme.

c) La France

-1919-1924 : nouvelle majorité qui gouverne le pays, plutôt à droite. **Chambre Bleu horizon (en référence à l'uniforme des soldats fr de la Première Guerre mondiale)**. Avec les radicaux forme le bloc national.

Difficultés financières car on comptait sur les réparations de guerre. Le franc baisse, le coût de la vie et le déficit croissent. Le prix de la guerre rend la paix amère, la reconstruction est assez lente, le charbon et le fer manque, les chemins de fer peinent à être remis en route.

Difficultés sociales : les ouvriers veulent des augmentations de salaires. Nombreux se mettent en grève (en 1920, 2000 mouvements de grève).

Difficultés politiques notamment dans la vision des choses, qu'est ce qui est prioritaire ?

Pour certain, il faut faire exécuter le traité de Versailles à la lettre comme pour Raymond Poincaré. En 1924, le peuple ne vote pas pour les députés sortants, mais pour la Gauche. Mise en place du **Cartel des Gauches**.

-1924-1926 : Cartel apporte des solutions mais ne peut pas tous les résoudre, en créant d'autres.

La paix est lourde à porter. Il obtient la démission du président, Alexandre **Millerand**, qui est remplacé par Gaston **Doumergue**. Après l'échec de Clemenceau, après la folie de Deschanel, le pouvoir exécutif perd de son prestige, de son importance. Ce Cartel ne reçoit pas la participation des socialistes (Léon Blum). On est loin de **l'Union sacrée**. Se heurte aux puissances d'argent, qui tentent de jouer un rôle de plus en plus grand. Il arrive à jouer contre le franc.

-**l'union nationale** va assurer le retour à la prospérité. **Poincaré** est un sauveur. Dans son ministère, 5 anciens président du Conseil. Il ramène un peu d'ordre et de prospérité. Il se consacre au relèvement financier : il demande et il l'obtient les pleins pouvoirs.

Les résultats : le franc étant stabilisé, il se produit un afflux de capitaux à la bourse de Paris et d'or à la Banque de France. La production est supérieure à celle d'avant-guerre, la balance commerciale devient positive. Pénalise les EU et la GB. En 1929, Poincaré démissionne, une période se clôt, la France s'est relevée mais au bout d'une longue période.

d) L'Allemagne

1. Les années 20 à 24

La constitution de Weimar : régime parlementaire avec 2 assemblées, **le Reichsrat et le Reichstag**

(représentant de la nation D, élu pour 4 ans au suffrage universel). Elle rétablit un président de la République élu par le peuple, doté de grand pouvoir mais qu'il exerce au travers d'un chancelier et ministre.

Elle est aussi unitaire : préserve l'Etat fédéral face aux Länder au nombre de 17. Crise financière, sociale, économique. Situation politique et militaire très difficile.

2. Les années 24 à 29 :

Retour à l'équilibre. Le relèvement du Mark est réalisé, œuvre du docteur **Schacht** (ministre des finances). Il met en place un nouveau papier monnaie, le **Rentenmark**. Il réussit à équilibrer le budget de l'Etat et rétablit l'étalon or avec la création du Reichsmark. Essor économique.

La Stabilité politique est atteinte par l'élection d'un président, le maréchal **Hindenburg** (78 ans) qui est un monarchiste mais il accepte de se plier aux règles constitutionnelles. Vers 1928, la République de Weimar paraît être un régime prospère : nombreux savants, artistes, sont d'importance mondiale (prix Nobel). L'extrême droite demeure puissante, montre sa

violence dans des affrontements qui opposent les formations paramilitaires de l'Extrême droite (Stahel ou SA) et celles de l'extrême gauche (Reich banner (socialistes) ou Front Rouge).

Au total, paix longue dans les années 20. Elle y reste plus contaminée par la guerre.

3_ Les limites de la Victoire de la démocratie

a) naissance et développement du fascisme

L'Italie connaît une crise politique grave. Le régime politique cède la place à un régime autoritaire.

-Les origines :

1. La crise : quadruple dérive :

- **crise morale** : les Italiens pensent que les Alliés n'estiment pas leur contribution militaire (700 000 morts, 400 000 mutilés). Ils souffrent d'un sentiment de frustration (cf. Fiume).

- **dérive économique** : valeur de la Lire est en diminution. Hausse des prix est vertigineuse. Diminution du salaire réel, baisse du pouvoir d'achat.

-**crise sociale** : place déjà prise par d'autres ouvriers, chômage. Parfois s'emparent des usines, pillent des boutiques. Les paysans sont mécontents, occupent les grandes propriétés. Les anciens combattants ont acquis le goût de la violence, de l'aventure, de la vie dangereuse.

- **Dérive politique** : émiettement des partis. Il faut donc constituer des coalitions pour gouverner. On arrive à un climat de guerre civile : il faut qu'un pouvoir fort s'impose. Climat de doctrine bolchevique : le PCI se dégageant comme le PCF.

2. Le fascisme :

Position idéologique très marquée à droite. Il profite de base initialement large. Il rassemble une bonne partie des mécontents (paysans, ouvriers, industriels, de nombreux propriétaires, d'anciens combattants notamment les **Arditi**, intellectuels et artistes (**mouvement futuriste**)). Il bénéficie aussi de son organisation : faisceau de combat, cad des organisations paramilitaires créées dans toute l'Italie depuis Milan en 1919.

Leur tenue est la chemise noire, témoignage du deuil des provinces irrédentes. Elles ont toutes un chef, le duce. Ils mènent des expéditions punitives contre tous les organes qu'ils jugent responsable de cette situation : coopératives rurales, municipalités socialistes, syndicats.

Ils sont 500 en 19, 300 000 en 1921 lorsque Benito Mussolini entreprend de les réunir dans un **Parti National Fasciste (PNF)**. Parti libéral économiquement, politique extérieure expansionniste, un Etat fort.

Parmi ses appuis : industriels et financiers qui financent le PNF, surtout vrai à Milan. Certains bureaux du ministère de la Guerre et de la Marine apportent un soutien au PNF. L'Etat est gangrené.

B] La détente qui ne va pas sans arrières pensées

Période de 1924 à 29 marquée par des efforts pour organiser une vraie détente, pour fonder une paix durable.

1_ de nouvelles attitudes de la France et de l'France

a) La France

Elle doit renoncer à une application rigoureuse des traités de sa propre initiative. Plusieurs raisons :

- **état des finances** : les coffres sont vides, monnaie chancelante. Demande l'aide des financiers, notamment les USA et l'Angleterre. Les Alliés de la France ont de plus en plus un mot à dire.

- l'état **démographique de la F** : pays saigné à blanc. Les naissances ne sont pas très nombreuses (700 000/an - baisse de la natalité, - qu'en Italie (1,1M) ou D (1,3M)). Besoin de l'immigration. **Aristide Briand** (pdt du Conseil, ministre des affaires extérieures) dit « je fait la politique de notre natalité ».

- A partir de 1924, une grande espérance apparaît et se développe, représentée par **A. Briand**.

Par tendance personnelle (conciliateur, croit à la paix), par idéalisme, il préconise l'entente entre nation. Il prône un rapprochement franco-allemand. Il trouve des appuis, not du Cartel des Gauches, et en Allemagne, un interlocuteur en la personne de Gustave Stresemann²⁸

. Mais la France n'oublie pas les Réparations.

b) **L'Allemagne**

En 1924-25, sous l'influence de Stresemann, elle veut s'acquitter des réparations :

- Elle a désormais mis fin au Pb financier et monétaire.

- Elle est puissamment aidée par les investissements américains et britanniques qui permettent via à une industrie qui se développe de changer d'attitude.

Cultures modernes

Les premières décennies du XXe siècle, « le nouveau siècle », sont marquées par une effervescence culturelle qui culmine, dans les années 1920, avec les Années folles.

C'est le temps des coupes à la garçonne, des nouveaux pas de danse, des bicyclettes, des cinémas et de toutes ces innovations qui se diffusent – progressivement et inégalement – dans toute la société.

Après guerre, les féministes français enregistrent une double désillusion : non seulement le droit de vote des femmes est bloqué par l'hostilité d'une majorité conservatrice, mais elles doivent aussi restituer les postes qu'elles ont tenus à la place des hommes mobilisés. Tout cela pour rien ? C'est ce que semble confirmer, au début de la crise des années trente, le licenciement massif des femmes, renvoyées au foyer.

LA QUESTION FÉMININE

Les lentes mutations engagées depuis la fin du

XIXe siècle suivent pourtant leur cours : plus nombreuses à accéder aux diplômes, les femmes gagnent en influence – et trois d’entre elles entrent même dans le gouvernement du Front populaire !

À une autre échelle, elles trouvent une place de choix dans les nouveaux métiers de services, ce qui attire beaucoup de jeunes paysannes vers la ville.

Les femmes gagnent également en visibilité. Pendant les « années folles » de l’après-guerre, c’est ainsi la mode de la « garçonne » qui fait scandale, mais popularise un style androgyne dont la figure la plus extrême est Violette Morris : sportive, pilote automobile, elle choisit l’ablation des seins pour échapper aux contraintes de la nature. Plus populaire, surtout après sa mort tragique, l’aviatrice Hélène Boucher incarne un autre modèle de féminité sportive qui s’affiche à la une des journaux.

L’ÂGE MÉDIATIQUE

Née à la fin du XIXe siècle, la civilisation du journal est le fruit d’évolutions convergentes : la libéralisation du

régime légal de la presse, les progrès techniques qui permettent d'imprimer et diffuser à moindre coût, l'école qui forme des lecteurs, la démocratie qui attise les débats, mais aussi la concurrence commerciale des éditeurs qui rivalisent d'inventivité pour gagner en audience.

Cet âge d'or se prolonge dans l'entre-deux-guerres :

en 1939, ce ne sont pas moins de douze millions de quotidiens qui sont vendus chaque jour en France.

Parmi ceux-ci, le puissant Petit Parisien ou l'influent Paris-Soir, où Pierre Lazareff dirige une rédaction de grands reporters à la plume alerte. À l'heure de la concentration des capitaux, qui met en cause l'indépendance de la presse, ce titre est le fleuron d'un empire médiatique contrôlé par Jean Prouvost, qui lance également un féminin, Marie-Claire, et un hebdomadaire à grand tirage, Match.

Les médias diversifient leurs cibles, comme le montre l'essor des illustrés enfantins (le Journal de Mickey a 400 000 lecteurs en 1939). Ils étendent leur influence grâce au rapide développement de la radio :

la France compte cinq millions de postes TSF en 1939, dix fois plus qu'au début de la décennie ! S'il permet d'abord d'écouter les chanteurs populaires (Tino Rossi, Maurice Chevalier, Charles Trénet), ce nouveau mass-média introduit aussi un nouveau rapport à l'espace et au temps, comme le montre par exemple, en 1938, la première retransmission en direct du Tour de France cycliste.

SPORT ET CINÉMA : LES NOUVEAUX LOISIRS

Venu d'outre-Manche, le goût pour la pratique et le spectacle sportifs se répandent dans le premier tiers du XXe siècle dans l'ensemble de la société, en glissant de la jeunesse bourgeoise aux classes populaires. L'acclimatation des sports suit des logiques régionales complexes, où s'opposent, par exemple, le Sud-Ouest rural du rugby et les bastions ouvriers

du football. Tous se retrouvent derrière le cyclisme, sport populaire par excellence, ou à l'occasion des combats de boxe, popularisés par les exploits de Georges Carpentier. La France se couvre de grands stades (Colombes, le Vel'd'Hiv'ou Roland-Garros, qui abrite les victoires des « Mousquetaires » en coupe Davis), mais aussi d'équipements populaires, dont Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports du Front populaire, facilite la construction.

De Suzanne Lenglen à René Lacoste, en passant par le cycliste René Vietto, les sportifs deviennent des vedettes, mais ils ne rivalisent pas encore avec les « stars » du cinéma que sont Jean Gabin ou Arletty. Né avec les frères Lumière, le cinéma moderne doit beaucoup à Charles Pathé, qui a l'idée, en 1907, de louer ses productions, au lieu de les vendre une fois pour toutes. De meilleure qualité, les films se renouvellent ainsi plus souvent, et le public afflue dans des salles plus belles et plus nombreuses : elles sont un millier vers 1919, quatre fois plus en 1939, auxquelles il faut ajouter les séances itinérantes permises par l'invention du projecteur « Pathé-Rural » en 1927. Avec l'émergence du « par- lant

», vers 1930, le cinéma est devenu une industrie dans laquelle les Français résistent difficilement à la concurrence américaine. Mais les génériques, où brillent les noms de Prévert, Vigo, Carné, Renoir, immortalisent un âge d'or artistique.

Domination

et contestations impériales

En 1931, huit millions de visiteurs viennent faire « le tour du monde en un jour » à l'Exposition coloniale de Vincennes. Dans un décor exotique, ils admirent la mise en scène d'une France impériale à l'apogée de sa puissance. Dans l'empire, malgré quelques tentatives réformistes, l'exploitation et la domination continuent, et les premières contestations apparaissent.

Le règlement de la Grande Guerre permet à la France d'agrandir son empire grâce aux mandats confiés par la SDN au Proche-Orient (Syrie, Liban) et en Afrique (les colonies allemandes du Togo et du Cameroun, partagées avec la Grande-Bretagne).

L'APOGÉE DE L'EMPIRE

En 1939, il couvre 12 millions de kilomètres carrés et compte 67 millions d'habitants. Son rôle reste considérable pendant l'entre-deux-guerres : les métropoles affaiblies par le premier conflit mondial se

replient sur leurs colonies. Sources de matières premières et de débouchés pour l'économie, elles sont vitales pour l'Europe, plus encore après 1929.

L'empire est symbole de prestige et de grandeur nationale. Le centenaire de la colonisation algérienne, célébré en grande pompe, vante l'œuvre civilisatrice de la France et la réussite économique de la colonie. L'année suivante, patronnée par Lyautey, l'Exposition coloniale présente « la France des cinq parties du monde », aux côtés des autres puissances colonisatrices. Les spectateurs découvrent les territoires dominés, représentés par un pavillon s'inspirant des architectures locales et par des populations colonisées censées donner vie à cette reconstitution hétéroclite. Projection d'une vision idéalisée de l'empire, l'Exposition est dénoncée au même moment dans une contre-exposition à laquelle participent Aragon, Éluard ou Breton.

INTERACTIONS ET CIRCULATIONS

COLONIALES

Aux colonies, la métropole et le colonat maintiennent leur contrôle politique et économique. La situation coloniale est cependant aussi à l'origine d'interactions sociales et culturelles multiples. Les villes, lieu d'implantation privilégiée des colons, se transforment. La ville européenne se juxtapose souvent à la ville dite « indigène », tranchant par son urbanisme, son architecture et ses fonctions ; aux marges apparaissent les premiers bidonvilles, conséquence de l'exode rural des populations locales dont la situation économique s'aggrave. Les villes sont le lieu d'hybridations architecturales : le style néo- mauresque a été conçu par des architectes européens influencés par l'orientalisme, qui puisent leurs motifs dans un large répertoire qui va du Maroc à l'Égypte.

Les logiques ségrégatives ne doivent donc pas cacher les dynamiques sociales et culturelles des centres urbains, fréquentés par des populations d'origines ou

de catégorie socioprofessionnelles diverses. Dans les villes, lieux de circulation des hommes et des idées, les comportements individuels et collectifs se transforment. Les nouveaux espaces de sociabilité et de loisir, comme les cafés, sont investis par les colonisés et deviennent un des lieux de l'expression du politique.

LES CONTESTATIONS

Pour les colonisés, la Grande Guerre a été le moment d'un bouleversement majeur. Les défaites militaires sur le front européen, la brutalité des combats qui n'ont pas épargné les troupes coloniales, et les compensations faiblement honorées ont été l'occasion d'une remise en cause de l'image des métropoles.

Sur le plan international, les Quatorze Points de Wilson et la SDN, qui défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, font émerger de nouveaux espoirs. La domination coloniale est contestée dès la fin du conflit ; la métropole répond par des politiques réformistes.

En 1919, en Algérie, la loi Jonnart qui ouvre certains emplois de la fonction publique aux colonisés, permet un

élargissement du corps électoral « musulman » et met en place une nouvelle procédure de naturalisation.

En 1936, le projet Blum-Viollette tente d'améliorer le régime de l'indigénat, mais il se heurte à l'opposition tant des colons que des nationalistes algériens.

Face à cet immobilisme, les contestations s'expriment de manière plus forte et plus structurée.

Au Maroc, la France participe de 1924 à 1926 à la répression de la révolte anticolonialiste d'Abd el-Krim dans le Rif. De nombreux partis politiques naissent aux colonies.

Certains d'entre eux réclament ouvertement l'indépendance, comme ceux de Messali Hadj en Algérie ou d'Hô Chi Minh en Indochine ; d'autres demandent la mise en œuvre d'une politique de réformes, comme les Jeunes Algériens.

Ils témoignent tous de l'investissement du champ politique par les élites « indigènes » qui refusent de plus

en plus le statut et la position dégradés qui leur sont imposés.

1939 à 1945 : La Seconde Guerre mondiale : collaboration et résistance

La Seconde Guerre mondiale commence de façon étrange. En effet, l'armée française semble attendre un ennemi qui a choisi une date à sa convenance pour engager les hostilités, sans prévenir personne ! Mais la guerre va hélas commencer ses ravages, diviser le pays, faire subir aux Juifs de terribles souffrances, avant que les alliés arrivent enfin et libèrent le pays et l'Europe du nazisme.

La planète en état d'alerte

Ce qui se passe en Europe inquiète la planète tout entière. À juste titre : le conflit va concerner tous les États du monde.

3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne

La disparition de la Tchécoslovaquie est consommée lorsque les troupes allemandes occupent Prague le 15 mars. Quelle nouvelle étape pour l'appétit d'Hitler ? L'URSS à coup sûr ! Non : l'Union des républiques socialistes soviétiques signe avec l'Allemagne un pacte

de non-agression. C'est la stupeur dans le monde, car ce pacte signifie qu'au terme d'accords secrets un partage de la Pologne a été négocié. Mais sous quel prétexte l'Allemagne peut-elle l'envahir ? Des détenus de droit commun allemands sont alors habillés d'uniformes polonais par des SS. Leur mission est de s'emparer de la station de radio allemande de Gleiwitz. Évidemment elle échoue, les (faux) Polonais sont découverts, les vrais Polonais sont envahis, le vendredi 1^{er} septembre 1939. Les premiers soldats du Reich entrent en Pologne à quatre heures quarante-cinq du matin.

La guerre devient mondiale

L'Angleterre qui avait signé, le 25 août 1939, un traité d'alliance avec la Pologne, somme les troupes nazies de s'en retirer.

À la suite du refus d'Hitler, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne, le dimanche 3 septembre à onze heures du matin.

La France l'imita à dix-sept heures, le même jour, suivie de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. L'Italie, l'Irlande et la Belgique se déclarent neutres.

Deux jours plus tard, ce sont les États-Unis qui se rangent dans le camp de la neutralité, mais le Congrès américain votera le 4 novembre la loi Cash

and Carry, qui autorise la vente de matériel militaire aux belligérants. La Seconde Guerre mondiale vient de commencer.

Des lanciers contre des panzers

Le 10 septembre, le Canada déclare à son tour la guerre à l'Allemagne, quatre jours après l'Afrique du Sud – l'Espagne affirme sa neutralité, mais Franco se déclare

favorable aux plans allemands. Les armées d'Hitler pénètrent rapidement en Pologne. Les Russes font semblant de s'en inquiéter et prétextent la protection de leurs ressortissants pour envahir à leur tour la Pologne. En réalité, le plan secret germano-russe était en train de se réaliser. Les Polonais résistent héroïquement et lancent contre les panzers – les chars allemands – leurs lanciers à cheval ! Le 29 septembre, la Pologne capitule, comme prévu, au terme d'une guerre éclair – la Blitzkrieg en allemand.

Pour la quatrième fois de son histoire, elle est rayée de la carte du monde. Son gouvernement se réfugie en France, à Angers.

1939 à 1940 : La drôle de guerre

De la fin de l'année 1939 au début de 1940, tout le monde attend qu'Hitler se décide à poursuivre ses opérations dont on pressent trop bien la nature.

Un immobilisme stratégique

Le 6 octobre 1939, Hitler propose de faire la paix. Simple leurre puisqu'il diffère son attaque à l'ouest afin qu'elle se déroule dans les conditions les plus favorables. Ses offres sont immédiatement refusées, et tout le monde attend ! C'est la drôle de guerre, rien ne se passe. Les troupes françaises ne comprennent pas l'immobilisme et la stratégie uniquement défensive qui ont été décidés.

Le pays demeure dans une expectative plutôt insouciant derrière sa ligne Maginot et ses armées inoccupées. Une initiative est cependant prise par Paul Reynaud, le nouveau chef du gouvernement français :

il propose, au début d'avril 1940, de couper la route du fer aux Allemands, en conseillant aux Anglais de poser des mines dans les eaux norvégiennes, proches du port de Narvik. Les Allemands réagissent immédiatement en occupant les ports norvégiens et le Danemark.

Cela n'empêche pas une tentative de débarquement des troupes franco-britanniques en Norvège. Vaincus, elles doivent battre en retraite. Le mois de mai 1940 arrive, et la France attend toujours. Plus pour longtemps...

Les troupes françaises et anglaises encerclées

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht attaque la Belgique et la Hollande. De plus, elle lance une offensive dans les Ardennes dont la percée est réalisée le 13 mai, à Sedan. Les armées alliées sont enfoncées en un point réputé infranchissable par les chars... L'aviation et les panzers allemands se montrent d'une efficacité d'autant plus redoutable que, curieusement, peu d'avions français ne contrarient l'avance allemande, et que les rares chars ne se montrent guère. Les troupes alliées sont coupées en deux. La partie qui se trouve au nord est rapidement encerclée par les Allemands, et reflue vers Dunkerque. Sous les bombardements, les Britanniques décident alors d'évacuer vers l'Angleterre au moyen d'une flottille les soldats pris au piège. C'est l'opération Dynamo qui permet de sauver, entre le 28 mai et le 4 juin 1940, près de 360 000 hommes – dont le corps expéditionnaire anglais. Les autres vont être faits prisonniers par les Allemands.

Constatant que la situation est désespérée en France, l'Italie en profite pour l'attaquer dans le dos le lundi 10 juin, sans grand succès cependant.

Le triste exode de juin 40

Les troupes de Hitler, que le général Weygand, bientôt ministre de la Guerre de Pétain, n'a pu contenir, entrent dans Paris le 14 juin 1940. Un exode massif des populations du nord de la France, de Paris et de sa région commence alors. Plus de huit millions d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards se retrouvent sur les routes, embarqués dans toutes sortes de véhicules,

ou bien à pied, dans le désordre, la surprise, la stupeur ou la résignation. Le 15 juin, le gouvernement français se replie à Bordeaux. Le 16 juin, le président du Conseil, Paul Reynaud, se refuse à demander un armistice aux Allemands, il démissionne.

Albert Lebrun fait alors appel au maréchal Pétain qui – à quatre-vingt-quatre ans ! – prend la place de Reynaud. À minuit, le gouvernement français demande l'armistice. Le 17 juin, Pétain s'adresse à la nation française : « C'est

le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander de mettre un terme aux hostilités. »

La signature de l'armistice

Le 19 juin, les Allemands sont à Nancy, Vichy, Rennes... À Saumur, les cadets de l'École de cavalerie résistent héroïquement à la Wehrmacht. Le vendredi 21 juin, dans la clairière de Rethondes, près de Compiègne, le wagon du maréchal Foch où fut signé l'armistice

le 11 novembre 1918 est de nouveau utilisé, mais cette fois, ce sont les Français qui sont vaincus, chez eux. Hitler, Göring, Keitel et Brauchitsch y assistent à la signature de l'armistice par les plénipotentiaires français, obtenue le 22 juin 1940. Hitler ordonne alors que le wagon soit transporté à Berlin afin d'y être brûlé, et que soit dynamité le monument commémoratif qui avait été construit sur place.

3 juillet 1940 : les Anglais coulent les bateaux français!

La France est alors coupée en deux par une ligne de démarcation : la zone nord est occupée par les Allemands, la zone sud est libre.

L'Alsace et la Lorraine sont annexées à l'Allemagne. L'Angleterre désormais est seule intacte et capable de prendre les décisions qu'elle estime nécessaires à la lutte contre les Allemands. Ainsi, craignant que ceux-ci s'emparent de la flotte française, Churchill ordonne que les cuirassés français qui mouillent à Mers-el-Kébir sur la côte algérienne soient coulés ! Les navires anglais en envoient trois par le fond, un quatrième réussit à s'échapper. Cette opération cause un vrai massacre : 1 500 marins français trouvent la mort !

Le 20 octobre 1941, le lieutenant-colonel Holtz est abattu dans une rue de Nantes. Hitler décide immédiatement de faire fusiller cinquantes otages français, en représailles.

Le 22 octobre, vingt-sept d'entre eux sont rassemblés dans une baraque du camp de Choisel, à Chateaubriant,

puis conduits sur le lieu de leur supplice, dans une carrière proche de la ville : La Sablière. Ils sont fusillés entre 15h50 et 16h10.

Ces représailles cruelles, exercées aussi à Bordeaux, vont animer l'esprit de résistance. Le plus jeune des fusillés de la Sablière n'a que 17 ans. Il s'appelle Guy Môquet. Quand vous passerez ligne 13, dans le métro, à Paris, rappelez-vous...

La France de Pétain

Le maréchal Pétain reprend du service alors qu'il est déjà entré dans ce qu'on appelle aujourd'hui le quatrième âge. La France qu'il dirige est celle de la collaboration, bien davantage – au début tout au moins – que celle de la Résistance.

L'occupant n'éprouve aucune difficulté à obtenir de la police française l'arrestation des Juifs et, de la milice, l'espionnage des réseaux de résistance. De son côté, le général de Gaulle que concurrençait le général Giraud devient, en 1943, à Alger, chef du gouvernement provisoire de la République française.

Pétain décide d'installer le gouvernement à Vichy. Albert Lebrun se retire – en 1944, il sera arrêté par les Allemands et déporté. Pierre Laval, le vice-président du Conseil, décide alors de modifier la constitution, ce qui met fin à la III^e République. Elle laisse la place à l'État français et à sa devise : « Travail, famille, patrie ».

Le 10 juillet, une large majorité parlementaire vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui devient alors le chef de l'État détenant tous les pouvoirs. Toute une propagande, orchestrée par l'amiral Darlan, dauphin de

Pétain et vice-président du Conseil, diffuse jusque dans les plus petits villages de France la célébration de la personne du maréchal autour d'un passé glorieux et du mythe rural de « la terre qui, elle, ne ment pas ».

Terre dont la fécondité doit se communiquer aux hommes et aux femmes qui plaisent au maréchal lorsqu'ils lui présentent leur nombreuse famille ! Un hymne est composé, dont les premières paroles sont déjà tout un programme : « Maréchal, nous voilà... » Les nouvelles générations sont encadrées dans des Chantiers

de Jeunesse. Tout cela constitue ce qui porte le nom de Révolution nationale – mais ne remporte qu'un succès de façade.

La déportation des Juifs vers les camps de la mort

L'inimaginable se met en marche : les Juifs vont être traqués, dénoncés, arrêtés, dépossédés de leurs biens, déportés dans des camps où ils découvrent l'horreur absolue. La Shoah – l'anéantissement – a fait six millions de victimes.

7 juin 1942 : une étoile jaune sur la poitrine

Les autorités françaises de Vichy vont reprendre à leur compte le programme nazi de persécution des Juifs.

Elles vont le faire avec une ardeur qui étonnera les nazis eux-mêmes... Cela commence dès le 3 octobre 1940 par l'élaboration d'un statut des Juifs : la plupart des professions leur sont interdites. Le 29 mars 1941, un Commissariat général aux questions juives (CGQJ) est créé.

Il est placé sous la responsabilité de Xavier Vallat, parlementaire d'extrême-droite et antisémite notoire. Il décide la confiscation des biens juifs et leur mise sous administration « aryenne ». Été 1942 : le CGQJ change de responsable : Vallat est remplacé par Darquier, dit de Pellepoix. C'est un

avocat véreux qui n'hésite pas à s'enrichir sur les biens juifs. La politique antisémite devient de plus en plus sévère : à partir du 7 juin 1942, en zone occupée, tous les Juifs de plus de six ans doivent porter l'étoile jaune.

Plaire à l'occupant : traquer les Juifs !

Darlan est écarté du gouvernement de Vichy à la demande des Allemands qui ont perdu confiance en lui à la suite d'une négociation ambiguë au terme de laquelle l'Angleterre parvient à occuper la Syrie. Il est remplacé par Pierre Laval qui devient, le 18 avril 1942, chef du gouvernement. Laval donne une nouvelle impulsion à la collaboration avec l'ennemi, décidée dès le 24 octobre 1940 par Pétain lors de l'entrevue avec Hitler à Montoire. Le nouveau chef du gouvernement – Laval – affirme que le rapprochement de la France et de

l'Allemagne est la condition nécessaire et indispensable à la paix en Europe. Pour faciliter cette entente, il faut plaire à l'occupant qui traque les Juifs, efficacement secondé par le CGQJ.

Juillet 1942 : la rafle du Vél'd'Hiv

Laval, considérant que l'ardeur déployée pour l'arrestation des Juifs n'est pas suffisante, décide, avec René Bousquet, secrétaire général de la police au ministère de l'Intérieur, d'une vaste opération au cours de laquelle les Juifs de la zone occupée seront arrêtés pour être déportés en train vers les camps de concentration. Cette rafle est prévue entre le 16 et le 30 juillet 1942.

Elle porte le nom à la fois cynique et poignant de « Vent printanier ». Dans la nuit du 16 au 17, à quatre heures du matin, l'opération commence. Sept mille policiers français pénètrent de force chez les Juifs en plein sommeil, arrêtent les hommes, les femmes, les enfants qui sont conduits au vélodrome d'Hiver, dans le XV^e arrondissement. Plus de 20 000 Juifs vont alors être transférés à Drancy, de même que, un peu plus tard, 12

000 enfants ! Les convois vont acheminer régulièrement les Juifs arrêtés vers les camps de la mort – y compris les enfants séparés de leur famille.

Au total, ce sont presque 100 000 Juifs qui vont quitter le sol français pour se retrouver dans l'horreur des camps d'extermination.

Bien peu en reviendront. En Europe, six millions de Juifs furent exterminés par les nazis !

Après l'occupation de la zone libre à la fin de 1942, le maréchal Pétain perd une grande partie de sa popularité auprès des Français qui constatent son impuissance à endiguer les volontés allemandes.

C'est Pierre Laval qui est devenu l'homme du pouvoir. Hitler lui accorde sa confiance, à condition qu'il recrute en France des centaines de milliers de travailleurs qui seront employés dans les usines en Allemagne ou ailleurs pour les intérêts du Reich.

Ainsi est créé le STO (Service du travail obligatoire) auquel bon nombre de jeunes gens vont se soustraire en entrant dans les maquis de résistants.

Le 30 janvier 1943, afin de mieux pénétrer ces maquis où sont organisées des actions de sabotage contre l'occupant, Laval crée une milice française qui va lutter aux côtés de la gestapo. Cette milice va se rendre, jusqu'à la fin de la guerre, tristement célèbre, utilisant les moyens les plus lâches pour parvenir à ses fins. Au total, ce sont presque 700 000 travailleurs obligatoires qui vont aller en Allemagne, beaucoup moins que ce qui avait été prévu par les autorités françaises.

Le 7 décembre 1941, le Japon qui s'est allié à l'Allemagne et à l'Italie lance une attaque surprise, sans déclaration de guerre, contre l'escadre américaine qui est ancrée à Pearl Harbour, dans l'île d'Ohau – îles Hawaii. 250 avions sont détruits, 6 cuirassés, 3 contre-torpilleurs, 3 croiseurs... C'est un vrai désastre ! À la suite de cette attaque, l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis. La guerre devient mondiale.

La Résistance se met en place

Un appel à la résistance, si convaincant soit-il, ne suffit pas à déclencher un mouvement de grande ampleur capable de gêner l'occupant.

Peu à peu, cependant, cet appel fait son chemin, et les mouvements de résistance vont agir avec courage et détermination jusqu'à la Libération.

De Gaulle bien seul le 18 juin...

Résister. Lorsque de Gaulle lance son appel à Londres le 18 juin 1940, il est bien seul ! Les ralliements qu'il obtient au départ sont très limités : les pêcheurs de l'île de Sein, René Cassin, le général Catroux... Mais peu à peu, de Gaulle gagne le ralliement de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun, de la Nouvelle-Calédonie et des îles du Pacifique. Ces ralliements lui suffisent pour créer à Brazzaville, le 27 octobre 1940, le Conseil de défense de l'Empire colonial français, puis, le 24 septembre 1941, le Conseil national français qui assure l'exercice provisoire des pouvoirs publics. Il devient alors un interlocuteur acceptable pour l'Angleterre et les États-Unis – qui cependant se méfient de sa conception personnelle du pouvoir.

21 juin 1943 : Jean Moulin arrêté à Caluire-et-Cuire

Plusieurs mouvements de résistance qui se sont développés indépendamment de Charles de Gaulle vont progressivement reconnaître en lui le chef de la France Libre. Il envoie en mission en zone occupée l'ancien préfet Jean Moulin afin d'unir tous les résistants sous la même bannière. Celui-ci parvient à créer le CNR (Conseil national de la résistance) – Georges Bidault en prendra la tête, élaborant le programme d'action suivant : insurrection contre la présence allemande, mais aussi, pour plus tard, la nationalisation des moyens de production, et de vastes réformes sociales. Au moment de la création du CNR, Jean Moulin est arrêté sur dénonciation par la gestapo le 21 juin 1943, à Caluire-et-Cuire dans le Rhône, lors d'une réunion des principaux chefs de la Résistance. Torturé à Lyon, dans les services de Klaus Barbie, il ne livre aucun renseignement ni aucun nom aux nazis. Il meurt probablement dans le train qui le conduit en Allemagne. Ses cendres sont transférées au Panthéon le 19 décembre 1964, pendant qu'André Malraux prononce son célèbre : « Entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège... ».

1944 : les alliés débarquent, les Allemands capitulent

L'Allemagne a commencé à reculer après les grandes batailles sur le front russe. La gigantesque opération de débarquement des troupes alliées sur les plages de Normandie, le 6 juin 1944, va conduire au dénouement d'une guerre dont l'armistice est signé le 8 mai

1945.

Dès 1942, l'Allemagne vacille

Depuis 1943, l'Allemagne essuie des revers. Ce tournant dans la marche agressive et victorieuse du IIIe Reich a commencé le 1^{er} septembre 1942 : la 6^e armée du maréchal Paulus a commencé le siège de Stalingrad, bataille terrible qui va se terminer par une défaite spectaculaire le 31 janvier 1943, suivie d'une retraite désastreuse. Le 8 septembre suivant, l'Italie se rend sans condition. Le 27 janvier 1944, après 872 combats et 1 000 000 de morts, les Allemands abandonnent le siège de Leningrad ! Les opérations destinées à vaincre l'Allemagne nazie, décidées par Roosevelt, Churchill et

Staline le 1^{er} décembre 1943 à Téhéran, vont être mises en oeuvre et commencer par l'opération Overlord.

6 juin 1944 : Américains, Anglais, Canadiens à l'assaut !

Le 22 janvier 1944, les alliés débarquent à Anzio, en Italie. Le 5 juin, ils entrent dans Rome. Le lendemain, 6 juin 1944, l'opération Overlord commence sur les plages de Normandie – de Gaulle, selon le souhait du président américain, n'en a été averti que la veille ! 15 000 avions, 5 000 navires, 650 000 soldats américains, anglais, français, canadiens... et 20 000 véhicules vont débarquer entre Sainte- Mère-Église et Ouistreham, sous le feu nourri des Allemands qui ont hérissé la côte de blockhaus, de mitrailleuses, de barbelés, et installé toutes sortes d'obstacles sur les plages. C'est la plus formidable opération militaire de tous les temps ! Le général américain Eisenhower – qui en a choisi le jour et l'heure – en assure la direction.

18 au 25 août : « Paris martyrisé ! Mais Paris libéré! »

Les combats en Normandie sont acharnés. En deux mois, deux millions d'hommes, 500 000 véhicules et

trois millions de tonnes de matériel sont débarqués dans les ports artificiels qui ont été construits en Normandie ! Il faut cependant attendre le 1^{er} juillet pour que les alliés déclarent que l'opération Overlord a réussi. Du 18 au 25 août, Paris est libérée grâce aux 16 000 hommes, 4 000 véhicules et 500 blindés de la 2^e DB du général Leclerc ! Le 26 août, le général de Gaulle descend les Champs-Élysées, acclamé par la foule en liesse à laquelle il offre une des formules choc dont il a le secret : « Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! »

8 mai 1945 : l'Allemagne capitule

Paris libéré, certes, mais la guerre se poursuit ! Le 15 août 1944, les alliés débarquent en Provence. Le 4 septembre, le général américain Patton franchit la Meuse ; les Allemands n'ont pas perdu toutes leurs ressources. Ils lancent depuis la Poméranie des fusées V2 qui, à la vitesse de Mach 5, atteignent la Grande-Bretagne. Le 23 novembre, le général Leclerc entre dans Strasbourg. Malgré des contre-attaques allemandes meurtrières, Berlin est bombardée le 3 février 1945. Les 13 et 14 février, Dresde est rayée de la carte : les trois vagues de

bombardements alliés feront 250 000 morts dans la population de cette ville ! Le lundi 30 avril, dans son bunker de Berlin, Hitler et Eva Braun, sa compagne, se suicident. Leurs corps brûlés sont retrouvés dans la cour de la Chancellerie, par les Russes. Enfin, le 8 mai 1945, le maréchal Keitel signe l'acte de la capitulation définitive du III^e Reich !

Entre 40 et 50 millions de victimes

Dans le monde, la Seconde Guerre mondiale a fait entre quarante et cinquante millions de morts dont vingt millions de civils !

Six millions de Juifs ont été exterminés. En France, le nombre de tués est de près de 600 000. Les États-Unis ont perdu 300 000 combattants, la Grande-Bretagne près de 500 000, de même que l'Italie et la Tchécoslovaquie, et la Pologne 5 800 000 !

En URSS, ce sont vingt millions de personnes qui ont été tuées. L'Allemagne a perdu 3 300 000 soldats, mais,

au total, en comptant ceux qui vivaient dans différents pays d'Europe centrale, le total des victimes s'élève à cinq millions. Enfin, pour la première fois, la bombe atomique est utilisée : le lundi 6 août 1945, le bombardier américain Enola Gay lâche sur la ville japonaise d'Hiroshima, à neuf heures trente, la première bombe atomique de l'histoire. Le 9 août, une seconde est lâchée sur Nagasaki.

Elles font des centaines de milliers de morts. Les survivants sont atrocement brûlés.

Face à la crise des années 30

tourmente et espérances

Le souvenir des années trente charrie les fantômes menaçants du chômage, de la misère, des scandales et de la violence politique. C'est le temps des soupes populaires, c'est aussi celui des ligues d'extrême droite et de l'antisémitisme.

Des hommes et des femmes ont pourtant vécu, aimé, espéré, durant cette décennie qui fut aussi tissée de grands rêves.

Demain nous aurons notre armée pitoyable de chômeurs : qu'en fera-t-on de ces malheureux ? », s'inquiète Paris-Soir, en janvier 1931, alors que la France, d'abord épargnée par la crise de 1929, entre à son tour dans une phase de turbulences aggravées par la vétusté de ses structures économiques. Débordé, le système d'assurances sociales ne peut pas indemniser les 800 000 chômeurs recensés en 1936. Des « marches de la faim » sont organisées dans les villes, tandis que les

mobilisations paysannes se multiplient. Par le choix d'une politique déflationniste, les gouvernements successifs ne réussissent qu'à décevoir.

UNE CRISE GÉNÉRALE

La crise devient politique : alimenté par de puissantes liges d'extrême droite, notamment les Croix-de-Feu du colonel La Rocque, l'antiparlementarisme se nourrit de scandales, comme l'affaire Stavisky, du nom d'un escroc étrangement « suicidé ».

Le 6 février 1934, place de la Concorde, une manifestation d'anciens combattants marche sur le Palais-Bourbon, à l'appel de l'extrême droite.

Le bilan est tragique : 15 morts, des centaines de blessés... La République en danger ? La gauche croit, à tort, à une tentative de coup de force et riposte par de grands cortèges, les 9 et 12 février.

Le mot d'ordre antifasciste contribue au rassemblement de toutes les gauches, communistes inclus, au sein du Front populaire, sous le slogan « Pain, paix, liberté » : « Nous jurons de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et au monde entier la grande paix humaine » (serment du 14 juillet 1935).

L'ESPÉRANCE POPULAIRE

Les élections de 1936 révèlent la bipolarisation du pays dans un contexte d'internationalisation des enjeux : « antifascistes » d'un côté, « anticommunistes » de l'autre. Grâce à un bon report des voix, la majorité revient à la gauche, désormais dominée par la SFIO de Léon Blum, qui prend la tête d'un gouvernement auquel ne participent toutefois pas les communistes.

La victoire s'accompagne de grèves inédites par leur ampleur et par leur forme : destinées à empêcher le lock-out (c'est-à-dire le remplacement des grévistes), les occupations d'usines marquent les esprits et introduisent

un nouveau rapport ouvrier à l'usine : « Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte », écrit Simone Weil.

C'est dans une ambiance de fête et de lutte que se développent ces grèves spontanées qui impliquent jusqu'à deux millions de salariés.

Si certains veulent alors croire, comme Marceau Pivert, que « tout est possible » et que la révolution approche, les communistes poussent à la reprise du travail :

« Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue », dit Maurice Thorez, qui se satisfait des accords Matignon, signés le 7 juin. Fort de cet élan et du nouveau rapport de forces, Léon Blum fait voter la semaine de 40 heures, les congés payés et les conventions collectives. Pour mieux agir sur l'économie, il réforme la Banque de France, crée l'Office du blé et nationalise les industries d'armement, afin de faire face aux menaces de guerre. S'il échoue à démocratiser le système colonial et à donner le droit de vote aux femmes, il mène une audacieuse politique des loisirs et confie à

son ministre de l'Éducation, Jean Zay, le soin d'allonger la scolarité obligatoire à 14 ans et de lancer de grands projets (parmi lesquels la création du CNRS et de l'ENA). « J'avais malgré tout apporté une espèce d'embellie, d'éclaircie dans des vies difficiles, obscures », dira plus tard Léon Blum, en se rappelant de l'enthousiasme populaire des congés payés de l'été 1936.

LA FIN D'UNE EXPÉRIENCE

Le volontarisme de Blum se brise sur les contradictions d'une majorité composite et méfiante.

Les communistes lui reprochent d'abandonner les républicains espagnols victimes du putsch de Franco. Porte-voix des classes moyennes, les radicaux n'avaient guère apprécié les grèves. Inquiets du coût des mesures sociales, ils poussent Blum à annoncer, dès février 1937, la « pause » dans les réformes. La coalition se délite et disparaît en 1938, lorsque le gouvernement Daladier suspend.

la semaine de 40 heures.

La forte politisation de 1936 aboutit à un renforcement des extrêmes. À gauche, le PCF et la CGT enregistrent de nouvelles recrues. À droite, c'est le nouveau parti social français de La Rocque qui réunit des centaines de milliers de militants. Mouvement de masse et de droite extrême, ce courant témoigne de la radicalisation des ennemis du Front populaire. « Plutôt Hitler que Blum », murmure-t-on parfois, dans des milieux où se banalise l'antisémitisme le plus virulent.

L'étrange défaite d'une société

divisée (1939-1940)

L'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 1er septembre 1939 précipite la France et la Grande-Bretagne dans la guerre. L'armée française, adoptant une stratégie défensive, se replie derrière la ligne Maginot : c'est la « drôle de guerre ».

L'EFFONDREMENT MILITAIRE

L'attentisme dure jusqu'en mai 1940, moment où l'Allemagne déclenche la bataille du Nord, lourde défaite pour les troupes françaises et britanniques.

La rapidité de l'avancée des panzers allemands vers la Manche déstabilise la défense française : 500 000 militaires alliés se retrouvent enfermés dans la poche de Dunkerque, dont la majorité sera évacuée in extremis vers l'Angleterre.

En juin 1940, les chars allemands envahissent la moitié nord du pays ; le 14, Paris est occupée. La

défaite de la bataille de France est lourde de conséquences : à la débâcle militaire s'ajoutent les pertes civiles, les destructions et l'exode des populations.

Huit millions de personnes fuient les combats et l'avancée allemande.

Une majorité de femmes, d'enfants et de vieillards avancent vers le sud, dans le chaos – on estime à 90 000 le nombre d'enfants ayant alors été séparés de leurs parents. Le gouvernement semble impuissant : réfugié à Bordeaux, il se divise sur la poursuite de la guerre.

Le 16 juin, le maréchal Pétain, auréolé de son statut de « héros de Verdun » et prêt à conclure avec l'Allemagne, remplace Paul Reynaud à la présidence du Conseil.

LA SIGNATURE DE L'ARMISTICE

ET L'INSTALLATION DU RÉGIME DE VICHY

L'armistice est signé le 22 juin 1940. La France est divisée en deux zones de part et d'autre de la ligne de démarcation, l'Allemagne occupant la partie nord (où se trouvent les principales régions industrielles

et les meilleures terres agricoles) et la façade atlantique. Le territoire est découpé en zones de statuts différents, l'Allemagne allant au-delà des clauses du traité : en juillet, l'Alsace et la Moselle sont annexées au Reich. Les communications entre les zones sont très difficiles et la ligne de démarcation fait aussi office de frontière économique. Le paiement de lourds frais d'occupation est exigé, tout comme la démobilisation et le désarmement des forces armées.

La zone occupée étant sous commandement allemand, la zone sud est dirigée par le gouvernement français, installé à Vichy. Le 10 juillet, les députés et les sénateurs votent à une très large majorité les pleins pouvoirs à Pétain, le chargeant de « réviser les lois constitutionnelles ». Le maréchal se nomme alors chef de l'« État français », ajourne le Parlement,

et concentre dans sa personne les pouvoirs exécutif et législatif. Le régime de la III^e République est rendu responsable de la défaite : Blum et Daladier sont jugés à Riom en 1942. Synthèse des oppositions à la III^e République, la révolution nationale de Vichy revient sur les acquis libéraux au profit d'une politique xénophobe, autoritaire et réactionnaire : interdiction des syndicats, remise en cause du droit du sol, promulgation de sa propre initiative en octobre 1940 du statut des juifs qui leur interdit l'accès à certains emplois.

Vichy supprime les symboles républicains : les francisques remplacent les bustes de Marianne, la devise républicaine disparaît au profit de « Travail, famille, patrie », tout comme l'hymne national. En octobre 1940, à Montoire, la poignée de main entre Pétain et Hitler entérine la collaboration – les hommes de Vichy précédant souvent les ordres nazis dans la persécution des juifs et des étrangers et dans la répression des opposants.

LE CHOIX DE LA RÉSISTANCE

La signature de l'armistice et la collaboration divisent profondément les Français. Si le régime de Vichy bénéficie dans un premier temps d'une adhésion massive, entretenue grâce à une intense propagande à destination de la population, et du ralliement de la classe politique, d'autres font le choix de résister. Le 18 juin 1940, de Gaulle lance sur les ondes de la BBC son célèbre appel à la résistance : refusant la capitulation, il appelle à continuer la lutte.

Rejoint à Londres par une poignée de civils et de militaires insoumis, il est reconnu par Churchill chef de la France libre et bénéficie du soutien du Royaume-Uni. S'adressant régulièrement aux Français libres par le biais de la BBC, de Gaulle semble rompre avec la démocratie parlementaire. Il affirme cependant s'inscrire dans la continuité de la République, qu'il s'engage à rétablir une fois la France débarrassée de l'occupant. En France, divers groupes rejoignent la Résistance afin de libérer le pays.

La France des années noires

(1939-1945)

En 1943, Charles Trenet chante Douce France pour soutenir le moral des Français prisonniers ou réquisitionnés par le STO. Les années d'occupation sont loin d'être « bercée[s] d'insouciance » : la France subit la présence allemande et un régime autoritaire qui se fait l'auxiliaire de la répression nazie. Elle sort de la guerre meurtrie et ruinée, et l'unité nationale est à reconstruire.

LES DIFFICULTÉS DE L'OCCUPATION

Pour pallier son manque de main-d'œuvre partie rejoindre le front, l'Allemagne exige dans le cadre de la collaboration l'envoi de travailleurs, destinés à rejoindre les quelque deux millions de prisonniers travaillant déjà outre-Rhin. Vichy instaure à cet effet en 1943 le très impopulaire Service du travail obligatoire (STO). Pour la majorité des Français, survivre devient la préoccupation principale. La baisse de la production, la perturbation des échanges, le blocus britannique, créent la pénurie, en particulier dans les villes. L'État met en place le rationnement (qui ne sera supprimé

qu'en 1949) pour les produits de base : chaque Français dispose de tickets d'alimentation, distribués selon des critères précis, qui ne leur permettent cependant pas de subvenir à leurs besoins. L'insuffisance des rations suscite des mécontentements, qui se traduisent par des grèves ou par des manifestations, et entraîne la recherche de nourriture supplémentaire. Ceux qui le peuvent se fournissent ainsi au marché noir, système parallèle interdit et sévèrement réprimé, mais particulièrement lucratif.

L'ORDRE DE VICHY

Vichy restreint les libertés, et impose sa politique collaborationniste par la propagande. La presse est contrôlée par les autorités françaises et allemandes.

Des journaux sont interdits, tandis que Gringoire ou l'Action française diffusent la parole réactionnaire et antirépublicaine du régime. Dès 1940, Pétain instaure un haut-commissariat à la Propagande française, qui devient un ministère en 1941. Son rôle est de conforter l'adhésion de l'opinion via le culte de la personnalité :

affiches, timbres, assiettes, calendriers, livres... font entrer le Maréchal dans toutes les familles. L'autorité de Vichy repose sur un important appareil répressif et policier. En 1943, la Milice de Joseph Darnand devient le bras armé du régime ; organisation paramilitaire et politique, symbole de la fascisation du régime, elle est connue pour sa violence et son soutien sans faille aux nazis. À partir de 1944, les miliciens investissent les ministères ; sur le terrain, ils participent aux opérations de maintien de l'ordre (pour lequel il existe un secrétariat général, occupé par Darnand) et de répression.

Les opposants sont traqués et persécutés. Le régime interne les « indésirables » dans des camps. Créés en 1938 pour contrôler l'afflux des réfugiés républicains espagnols, ils deviennent sous Vichy un élément essentiel de la répression. Juifs et Tsiganes sont internés dans des camps dits d'hébergement ; les opposants politiques ou les droits communs sont enfermés dans des centres de séjour surveillés (CSS). Les camps servent de réservoirs de main-d'œuvre, et permettent de regrouper les populations, notamment les juifs, afin de faciliter leur déportation.

Victimes de la législation allemande et de l'antisémitisme de Vichy, les juifs ont particulièrement souffert de l'Occupation. En mars 1941, un Commissariat général aux questions juives est créé pour appliquer une politique discriminatoire à leur encontre. Leurs pièces d'identité sont marquées, puis le port de l'étoile jaune leur est imposé à partir de juin 1942.

Exclus de la société par une série de mesures comme le couvre-feu en zone occupée, leurs biens sont spoliés dans le cadre de l'« aryanisation économique » sur l'ensemble du territoire. À l'été 1942, 13 000 hommes, femmes et enfants sont pris par la police française lors de la rafle du Vel d'Hiv' à Paris, et livrés à la Gestapo.

Sur plus 300 000 juifs vivant en France en 1939, près de 80 000 sont déportés, dont 2 500 seulement reviendront.

1946 à 1958 : La IVe

République : le pouvoir aux partis

Après les vengeances de toutes sortes au lendemain de la guerre, la paix est à reconstruire. C'est ce que vont tenter de faire les hommes politiques de la IV^e République dans un inconfort parlementaire et gouvernemental permanent qui ne va pas faciliter la résolution des problèmes que posent l'agitation sociale et la décolonisation.

L'épuration commence

Les souffrances subies pendant les années de guerre ont pour conséquence l'épuration qui, dès juin 1944, vise à punir ceux qui ont collaboré avec l'occupant. Et cette punition consiste souvent en une exécution sommaire.

Quarante mille exécutions sommaires

C'est la revanche du Vél'd'Hiv : ce vélodrome dans lequel avaient été rassemblés les Juifs avant leur départ pour les camps de la mort va s'emplier, à partir d'août 1944, de toutes sortes de collaborateurs en attente d'un jugement qui en conduira beaucoup devant un peloton

d'exécution improvisé. Partout en France, ceux qui ont collaboré, ou sont soupçonnés de l'avoir fait, vont subir le même sort : ou bien ils sont passés par les armes – il y aura entre 30 000 et 40 000 exécutions sommaires – ou bien ils sont emprisonnés.

Pétain condamné à mort

Les femmes qui ont eu avec l'occupant une attitude trop accueillante sont tondues et promenées dans les villes ou villages sous les huées et les crachats des habitants. Une confusion vengeresse, proche de l'anarchie, s'est emparée de la France.

Des hommes politiques – dont Pierre Laval et l'écrivain Robert Brasillach – sont condamnés à mort et exécutés. Pétain est lui aussi condamné à mort, mais sa peine est commuée par le général de Gaulle en détention à vie. Charles Maurras, Pierre Benoît, Jean Giono et Sacha Guitry sont emprisonnés, pendant que d'autres dont la collaboration est pourtant avérée demeurent libres.

Octobre 1946 à septembre 1958 : la IV e République

De Gaulle aurait aimé disposer d'un pouvoir personnel étendu, et de deux chambres évitant toute précipitation dans les décisions. C'est le contraire qui lui est offert : il préfère s'en aller. L'instabilité politique va alors s'installer avant que le plan Marshall ne garantisse le renouveau économique et que l'idée de l'Europe ne fédère les énergies.

Vingt-cinq gouvernements en douze ans...

Une moyenne d'un gouvernement tous les six mois ! La constitution de la IV e République favorise le système des partis. C'est pourtant un pouvoir fort et stable qui serait nécessaire pour aborder avec détermination le problème de la décolonisation dont la solution n'a pas encore été trouvée.

21 octobre 1945 : le vote des femmes

Après sa descente triomphale des Champs-Élysées le 26 août 1944, le général de Gaulle forme un nouveau gouvernement provisoire qu'il préside. Il fait organiser un référendum qui aboutit à l'élection d'une assemblée constituante. À cette occasion, une ordonnance

datant du 21 avril 1944 est appliquée : les femmes, en ce 21 octobre 1945, votent pour la première fois !

13 octobre 1946 : une IV e République nous est née...

Élu chef du gouvernement, le général de Gaulle désirerait une constitution qui lui donne de larges pouvoirs, ainsi que deux chambres, une Chambre des députés et un Sénat. Mais le Parti socialiste et le Parti communiste préfèrent une assemblée unique et un président aux pouvoirs réduits. Finalement, les partis l'emportent et de Gaulle démissionne le 20 janvier 1946. Vincent Auriol est alors élu président de l'Assemblée constituante. Celle-ci élabore une constitution qui est adoptée par référendum le 13 octobre 1946.

La IV e République est née ! La souveraineté populaire y est assurée par le Parlement, ce qui va conduire au renforcement des partis et à l'instabilité ministérielle. De 1946 à 1958, on ne comptera pas moins de vingt-cinq gouvernements !

16 janvier 1947 : Vincent Auriol président de la République

Le 10 novembre 1946, les députés de la nouvelle assemblée nationale sont élus à la proportionnelle. Le parti communiste, le Mouvement républicain populaire (MRP, fondé le 26 novembre 1944 par des chrétiens de gauche résistants), et les socialistes (SFIO) obtiennent 72 % des voix ! Le 16 janvier 1947, le socialiste Vincent Auriol est élu président de la République. Il charge Paul Ramadier – socialiste – de former le premier gouvernement. Ce gouvernement est celui du tripartisme associant communistes, socialistes et républicains populaires.

1947 : pénurie et guerre froide

Dans un contexte de pénurie – les cartes de rationnement sont toujours en vigueur – et d'inflation, les difficultés apparaissent sans tarder.

Elles prennent la forme de grèves de plus en plus étendues, dont la CGT prend la tête. Ramadier exclut alors les ministres communistes de son gouvernement le 2 mai 1947. Ils espèrent revenir au pouvoir, mais la

guerre froide commence – face à face belliqueux entre les États-Unis et l'URSS, avec création de part et d'autre d'un arsenal nucléaire ; la France se rangera le 4 avril 1949 du côté des États-Unis en adhérant à l'OTAN, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. En octobre 1947, les produits alimentaires ayant augmenté de presque 50 %, et les salaires de 10 % à peine, une grève générale dans la métallurgie et dans les mines est déclenchée. Ramadier et son gouvernement démissionnent. Robert Schuman, MRP, entre en lice le 19 novembre 1947. Il se montre ferme face à la grève.

Le SMIG voté par la troisième force

À partir d'octobre 1947, une troisième force politique naît de l'opposition au parti communiste et au parti fondé par de Gaulle, le RPF.

Cette troisième force composée de socialistes et de MRP refuse la politique extérieure de l'Union soviétique et préfère se rapprocher des États-Unis. Elle permet d'enrayer l'inflation galopante et de voter, le 11 février 1950, un salaire minimal qui va longtemps porter le nom

de SMIG – salaire minimum interprofessionnel garanti. L'homme fort de cette époque est le président du Conseil Henri Queuille qui parvient à piloter la troisième force en écartant à la fois les réticences des gaullistes et celles des communistes.

Le plan Marshall : des finances pour reconstruire

Grèves, hausses des prix, salaires qui ne progressent pas. La guerre a tant épuisé la France et l'Europe entière que les États-Unis lancent un plan de reconstruction de l'Europe, imaginé par le secrétaire d'État du président américain Truman : George Marshall. Ce plan qui porte son nom est accepté par la France, la Grande-Bretagne, par d'autres pays européens, mais refusé par la Russie et les pays de l'Est.

1950 : les premiers pas de l'Europe avec Jean Monnet

À partir de 1950, l'économie française va connaître un développement rapide. Les naissances augmentent : la population passe de quarante millions d'habitants en 1946 à quarante-cinq millions en 1958. C'est l'effet de ce qu'on appelle le baby-boom.

La guerre commence à s'éloigner, et à laisser la place à la coopération européenne. Le 9 mai 1950, sur une idée de Jean Monnet, le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, propose la mise en commun des ressources en charbon et en acier de la France et de l'Allemagne.

Le 18 avril 1951, la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) voit le jour ; elle comprend la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg – ces trois derniers pays formant le Benelux. En mars 1957, le traité de Rome qui fonde la Communauté européenne est signé par ces six pays.

1952 : Antoine Pinay, l'homme au chapeau

En 1952, le président du Conseil qui succède au gouvernement d'Edgar Faure – qui voulait augmenter les impôts de 15 % – s'appelle Antoine Pinay. Presque aussitôt sa nomination, il trouve un excellent moyen de drainer de l'argent : l'émission de l'emprunt qui porte son nom, un emprunt à 3,5 %, indexé sur l'or, mais surtout exonéré des droits de succession ! C'est la ruée sur cet emprunt Pinay qui permet à « l'homme au

chapeau » de restaurer le franc, d'endiguer l'inflation et de réduire les dépenses publiques. Pinay deviendra, au fil du temps, un thaumaturge – un faiseur de miracles – qu'on va consulter comme un oracle dès que la monnaie se convulsionne. En attendant, son cabinet est bientôt renversé. En 1958, il devient ministre des Finances. Son action aboutit en 1960 à la création du nouveau franc : cent francs ne valent plus qu'un franc. Outre l'efficacité économique de cette mesure, il faut admettre que ses conséquences sur les capacités personnelles des Français en arithmétique ne furent pas négligeables...

Le début de la guerre d'Algérie

Des attentats en 1954 en Algérie, la rébellion armée qui s'étend en Kabylie et dans le Nord-Constantinois : la guerre d'Algérie commence ...

1 er novembre 1954 : la création du FLN

Le 1 er novembre 1954, des Algériens créent un Front de libération nationale (FLN) et réclament l'indépendance de leur pays en commençant une série de sabotages, d'attaques de bâtiments civils et militaires, d'attentats. Le gouvernement de Pierre Mendès-France – François

Mitterrand étant ministre de l'Intérieur – prend des mesures de sécurité et propose des réformes. Mais, entre le 20 et le 31 août, le FLN de la région du nord de Constantine attaque une trentaine de centres européens. Il y a 123 morts – dont 71 européens. Ce massacre provoque une rupture totale entre Européens et Algériens.

1956 : l'envoi des soldats du contingent

L'armée est alors appelée pour des opérations de maintien de l'ordre. En 1956, Guy Mollet devient président du Conseil alors que les élections ont porté au pouvoir un gouvernement de Front républicain. Son cabinet comprend notamment Mendès-France, ministre d'État, François Mitterrand à la justice, Gaston Defferre à la France d'outre-mer. Guy Mollet se rend en Algérie où, après avoir affronté la colère des Européens, il décide de porter la durée du service militaire à vingt-sept mois, et d'envoyer les soldats du contingent. De janvier à juillet 1956, leur nombre passe de 200 000 à 400 000.

Le village de Sakhiet Sidi Youssef bombardé

Le FLN mène contre les soldats français une épuisante et incessante guérilla. Le 22 octobre 1956, l'avion dans lequel a pris place le dirigeant du FLN, Ahmed Ben Bella, qui se dirige vers la Tunisie, venant du Maroc, est contraint par les autorités françaises de se poser à Alger. Ben Bella est fait prisonnier et interné en France jusqu'en 1962 – il deviendra le premier président de la République algérienne, de 1963 à 1965. En 1957, le GPRA – Gouvernement provisoire de la République algérienne – est créé en dehors de l'Algérie afin d'en diriger le soulèvement. Au début de 1958, l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef, en représailles des raids de l'Armée de libération nationale algérienne. Les manifestations d'Européens se multiplient à Alger. Celle du 13 mai 1958, entraînée par le leader des étudiants Pierre Lagailarde, se termine par l'occupation du Gouvernement général après une faible résistance des compagnies de CRS qui gardent le bâtiment.

Un soir de mai, à Colombey...

Au soir du 13 mai, un comité de salut public est formé, présidé par le général Massu. Le soir même, le général Salan qui avait reçu du gouvernement français les pleins pouvoirs en Algérie, déclare qu'il « prend en main les destinées de l'Algérie française ». Il fait appel au général de Gaulle qui, depuis 1953, s'est retiré de la vie politique, et vit à Colombey-Les-Deux-Églises. Le 15 mai 1958, à dix-sept heures, le général de Gaulle, dans un communiqué, déclare qu'il se sent prêt à assumer les pouvoirs de la République. Le 29 mai, le président de la République, René Coty, sollicite le général de Gaulle afin qu'il forme un gouvernement. Le dimanche 1^{er} juin, à quinze heures, de Gaulle se présente devant l'Assemblée. À vingt et une heures quinze, les résultats du vote sont proclamés : 329 députés – contre 224 - accordent l'investiture au gouvernement du général.

La France dans la guerre froide

En renvoyant les ministres communistes de son gouvernement, le 5 mai 1947, Paul Ramadier tire les conséquences des épreuves de force répétées et des désaccords croissants qui opposent deux visions du monde antagonistes. Fidèle alliée des États-Unis, la France s'apprête en effet à accepter, contre l'avis communiste, l'aide américaine du plan Marshall. Deux ans plus tard, en 1949, elle signe le traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et rejoint ainsi l'alliance militaire du bloc occidental.

Le communisme après 1945

Les quatre étapes de la construction du communisme

1. La première étape est la révolution d'Octobre 1917 dont procède l'Union des républiques socialistes soviétiques. Elle restera seule et isolée durant une trentaine d'années.
2. La deuxième étape arrive à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par la constitution du bloc :

Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Albanie et République démocratique allemande (RDA).

a. Satellisés à l'Union Soviétique, ces huit pays adhèrent à l'idéologie et réforment leurs économies et la société sur le modèle soviétique.

b. Partout la conquête du pouvoir c'est fait par la pression et l'élimination physique des adversaires.

c. Ces pays sont liés militairement par le pacte de Varsovie.

d. En 1948, la Yougoslavie de Tito rompt avec l'Union Soviétique.

e. En 1956, Khrouchtchev affirme qu'il s'agit d'une domination coloniale puisque l'URSS

définit les termes des échanges et des taux.

3. La troisième étape est l'instauration du communisme en Chine.

a. La République populaire est proclamée le 1er octobre 1949

b. S'ajoutant à la Mongolie et à la Corée du Nord, le Viêt Nam, le Cambodge et le Laos passent sous domination communiste.

c. Contrairement à la révolution russe qui était industrielle, la Chine est composée à plus de 80% de gens qui cultivent la terre.

d. Il y aura compétition entre Pékin et Moscou pour la direction du mouvement.

4. La quatrième étape est l'expansion du communisme à travers le monde.

a. En 1959, c'est la révolution cubaine conduite par Fidel Castro, suite au refus des États-Unis d'acheter leur sucre, la seule ressource de l'île.

b. En 1962, Khrouchtchev installe des fusées à Cuba.

c. La révolution cubaine devient un exemple pour les révolutions d'Amérique centrales et méridionales : Bolivie, Pérou, Colombie, Nicaragua.

d. Dans les années 1970, suite à la défaite américaine au Viêt Nam, Castro envoie des milliers de soldats en Afrique et Brejnev (URSS) déploie ses opérations dans le

monde entier : l'invasion de l'Afghanistan en 1979 est la plus notable.

e. Il s'est donc constitué, par la conquête ou la subversion, un bloc de 1,5 milliard d'individus répartis en une petite vingtaine d'États.

Les problèmes et les divisions au sein du communisme

1. Les vestiges du capitalisme sont si ancrés qu'il faudra des générations pour effacer les effets de l'aliénation.

a. Malgré l'internationalisme prolétarien, les antagonismes ancestraux entre voisins n'ont rien perdu de leur âpreté.

b. Malgré l'avènement d'une société désaliénée, le sentiment religieux ne s'est pas éteint.

c. Malgré l'idéologie de justice, le socialisme n'a pas supprimé les inégalités.

2. Limiter à un espace géographique un communisme qui, par ses fondements, inspire à l'universalisation, est sujet à controverse.

3. En 1953, l'Armée rouge réprima avec brutalité une révolte en Allemagne de l'Est.

4. Progressivement, il y aura dislocation du bloc soviétique. La plus importante étant la rupture entre la Chine et l'URSS dès 1956 :

a. La Chine lui reproche de poursuivre des visées impérialistes.

b. Ils s'affronteront par pays interposés : la Chine soutenant les Cambodgiens contre les troupes du Viêt Nam qui avaient l'appui de Moscou.

5. En 1956, il y a une insurrection en Hongrie et en Pologne.

6. En août 1968, communément appelée «le Printemps de Prague», la Tchécoslovaquie subit une invasion par les armées du pacte de Varsovie.

7. Révoltes à l'intérieur de l'empire soviétique à cause du refus d'évoluer :

a. antisémitisme et tracasseries contre les intellectuels.

b. Les révélations sur le goulag ruinent le prestige de l'Union Soviétique.

8. En 1985 c'est l'accession au pouvoir de Gorbatchev qui s'empressera de moderniser l'État:

a. Élections libres avec opposition.

b. Les libertés de presses et religieuses sont affranchies.

c. On introduit une économie de marché.

d. Il se dégage de l'Afghanistan et opéra un désarmement progressif.

9. Dès 1989, une réaction en chaîne entrainera la dislocation permanente du bloc et la fin d'un monde bipolaire :

a. En automne 1989, les Hongrois, les Allemands de l'Est et les Tchécoslovaques conquièrent leur liberté.

b. Le 9 novembre 1989 nous assistons à la chute du mur de Berlin.

c. La dislocation de l'empire se veut comme le dernier chapitre de la décolonisation.

10. Les États d'Afrique nouvellement indépendants qui avaient adopté le marxisme-léninisme répudient aujourd'hui le modèle communiste.

11. L'antiaméricanisme a pris le relais au marxisme et le combat contre la mondialisation est le dernier avatar de la dénonciation du capitalisme libéral.

Les communistes contre la république

Cette rupture politique ne surprend pas les dirigeants communistes, étroitement liés à l'Union soviétique de Staline. Elle libère les ardeurs militantes réfrénées tant que le PCF participait au gouvernement : avec trois millions de grévistes et des affrontements d'une rare violence qui prennent par endroits un tour insurrectionnel, les mouvements sociaux de l'automne 1947 témoignent de l'ampleur des mécontentements dans une économie qui n'est pas encore sortie des rigueurs de la guerre. La sévère répression qui s'abat sur les mineurs grévistes de 1948 aggrave encore un climat politique extrêmement tendu. Alors que se développe la guerre froide, notamment en Corée, mais aussi en Indochine, l'alliance avec les socialistes n'est plus envisageable : « les communistes ne sont pas à notre gauche, ils sont à l'Est », tranche le chef de la SFIO, Guy Mollet.

LA FRANCE COMMUNISTE

Exclu du jeu politique, le PCF n'en pèse pas moins près du quart de l'électorat. Son succès repose notamment sur le sentiment d'appauvrissement d'un monde ouvrier qui ne recueille pas encore les bénéfices de la croissance émergente. Il découle aussi d'une intense activité militante qui s'articule autour de la lutte contre « l'impérialisme américain » dont on dénonce les produits culturels (le cinéma hollywoodien et ses gangsters, les « comics » et les idées politiques.

En 1952, la visite en France du général Ridgway, acteur controversé de la guerre de Corée, se traduit ainsi par d'importantes et violentes manifestations.

Par sa puissante organisation militante, qui s'appuie également sur les gros bataillons de la CGT, le parti communiste structure une véritable « contre- société » qui se donne en spectacle lors des cortèges du Premier Mai ou à l'occasion de la Fête de Humanité. À l'échelle municipale, le PCF consolide ses bastions, notamment dans la « ceinture rouge » de la banlieue parisienne, où

fleurissent les avenues Lénine, bientôt complétées de rues Gagarine.

L'audience du communisme se mesure à travers le rayonnement des idées marxistes, qui séduisent une large partie de la jeunesse étudiante et inspirent les figures en vue de la scène intellectuelle (Louis Aragon, Jean-Paul Sartre) et culturelle (Yves Montand, Jean Ferrat). Mais le charme commence à se rompre à partir de 1956, avec l'entrée des chars soviétiques à Budapest et la révélation des crimes de Staline. Le PCF parvient toutefois à étouffer la contestation et garde l'essentiel de son influence, au moins jusqu'aux événements de 1968, qui ouvrent une remise en question plus profonde.

SÉDUCTIONS AMÉRICAINES

À l'aube des années 1950, cela fait déjà longtemps que les États-Unis, les gratte-ciel et les cow-boys fascinent les Français. L'américan way of life surgit dans les bagages des GI's, qui apportent jazz, chewing-gum, cigarettes blondes et bas nylon... Le cinéma hollywoodien joue à cet égard un rôle décisif, même si les accords Blum-Byrnes endiguent la déferlante

américaine et fixent des quotas de diffusion, racine d'une future « exception culturelle » : en 1960, les films français réalisent encore plus de la moitié des entrées en salle.

L'influence américaine prend une tournure plus concrète avec l'ouverture des bases de l'OTAN : dès 1952, la France accueille plus de 15 000 militaires dont l'arrivée passe d'autant moins inaperçue qu'ils sont accompagnés de leurs familles. Des écoles sont construites, ainsi que des logements dont le confort et l'équipement fascinent les habitants des petites villes concernées. La cohabitation suscite parfois des tensions : le maire d'Évreux s'inquiète ainsi publiquement de la mauvaise influence américaine sur la moralité de ses jeunes administrées ! Mais elle apporte surtout un enrichissement bien réel, qui rend d'autant plus douloureux le départ des Américains, en 1966 : « les dollars s'envolent », titre *Le Nouvel Observateur*.

Car le général de Gaulle engage une politique d'indépendance nationale qui l'amène à prendre ses distances avec l'encombrante puissance américaine : «

Nous voulons être des amis et des alliés, mais nous ne voulons pas de suzerain », explique-t-il, en 1960.

Le temps des décolonisations

« La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et de devoirs » : sous la IV^e République, l'empire est désormais pensé sur un mode fédéraliste. Le discours civilisateur n'a cependant pas disparu et, malgré l'octroi de l'égalité des droits et l'ouverture de la vie politique aux colonisés, la tutelle devient de plus en plus pesante.

En 1943, le Manifeste du peuple algérien demande la pleine autonomie pour la colonie ; l'année suivante, le parti de l'Istiqlal revendique l'indépendance du Maroc. Pour les peuples colonisés, la guerre contre le nazisme et l'engagement de leurs soldats (340 000 Maghrébins sont sous les drapeaux en 1945) donnent l'espoir d'une indépendance rapide. Le règlement de la guerre semble favorable :

le monde est partagé entre deux puissances anticolonialistes et l'ONU est créée en 1945.

LE TOURNANT DE LA SECONDE

GUERRE MONDIALE

À Brazzaville, en 1944, de Gaulle s'engage à mettre en place des réformes, promet une meilleure représentation pour les colonies et abolit l'Indigénat.

Cependant, dans l'empire, les premières émancipations sont sévèrement réprimées. En Algérie, Messali Hadj est arrêté en avril 1945. Les 1er et 8 mai, des manifestations à Sétif exigent sa libération et l'indépendance du pays ; la police tire sur les manifestants.

L'insurrection s'étend aux campagnes. La répression est sanglante : les populations sont massacrées à l'arme de guerre et soumises par l'armée lors d'une vaste opération médiatisée. Le nombre de victimes algériennes est controversé : minimisé par la France, estimé à 45 000 par l'Algérie, il se situe vraisemblablement autour de 17 000 morts.

LES PREMIÈRES FISSURES

Les mandats du Liban et de la Syrie sont les premiers territoires décolonisés. Le gouvernement refuse pourtant d'aller dans le sens des indépendances, n'hésitant pas à recourir à la force, comme à Madagascar où l'insurrection de 1947 est très brutalement réprimée. Lorsque le Vietnam proclame son indépendance en 1945, la France la refuse et tente de restaurer sa domination, contestée par la guérilla du Viet Minh. Rapidement, l'aide apportée par la Chine communiste aux indépendantistes transforme la guerre de décolonisation en un théâtre de la guerre froide. Soutenue par les Américains, la métropole ne parvient pas à venir à bout de la résistance et la défaite de Dien Bien Phu sonne le glas de l'engagement français. En juillet 1954, les accords de Genève consacrent le départ des Français

LA DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

Si la décolonisation est négociée pour la plupart des pays d'Afrique occidentale, elle est conflictuelle dans la partie nord du continent. En Tunisie, elle est impulsée

par le Destour et le syndicat de l'Union générale des travailleurs tunisiens, dont le leader est assassiné en 1952 par une organisation liée aux services secrets français. L'événement entraîne des émeutes meurtrières au Maroc. La France répond d'abord par la force, exilant le sultan marocain Mohammed V, soutien de l'Istiqlal, en août 1953, puis choisit l'apaisement : le roi fait un retour triomphal en 1955 et, le 2 mars 1956, le Maroc accède à l'indépendance.

Le 20 mars, la Tunisie devient une république sous l'égide de Bourguiba.

Le 1er novembre 1954, des attentats à Alger marquent le début de la guerre. La France envoie le contingent pour le « maintien de l'ordre », puis rappelle les réservistes. Rapidement, les effectifs militaires augmentent et l'Algérie est divisée en trois zones (dont une interdite). En 1956, le conflit atteint les villes : au terrorisme nationaliste répondent les arrestations massives et la torture lors de la bataille d'Alger. Alors que l'armée reprend l'avantage, de Gaulle annonce en 1959 un référendum sur l'autodétermination.

Sur le terrain, la lutte s'intensifie pourtant contre les maquis nationalistes et la guérilla. S'estimant trahis, les partisans de l'Algérie française tentent un putsch en avril 1961. Les accords d'Évian sont signés le 18 mars 1962 mais ils ne marquent pas la fin des combats et des exactions, qui se poursuivent jusqu'à l'été.

La guerre d'Algérie a concentré tous les moyens et toutes les attentions, impliquant une réponse pacifiste aux demandes des Africains. En 1956, la loi-cadre Defferre établit l'autonomie interne des territoires de l'Afrique occidentale. En 1958, de Gaulle crée la Communauté française, associant la France aux pays de l'AOF, de l'AEF et de Madagascar. Elle est refusée par la Guinée, qui devient indépendante.

En 1960, des désaccords internes sur la nature du lien avec la France entraînent sa dissolution. Les 14 nouveaux pays accèdent à l'indépendance, dans le cadre des frontières coloniales, et signent des accords bilatéraux de coopération avec l'ancienne métropole, annonçant le maintien de la dépendance.

1958 à 1969 : La Ve République : le pouvoir au président

L'Algérie devient indépendante dans la douleur et dans tragédie. De Gaulle ensuite organise la France en tentant de lui donner son indépendance par rapport aux États-Unis. En 1968, le mouvement contestataire du monde étudiant, puis du monde ouvrier, le déstabilise. Son projet de régionalisation lui est fatal en 1969.

Une solution pour l'Algérie

C'est pour se retrouver face au devenir de l'Algérie que Charles de Gaulle sort de sa retraite de Colombey-Les-Deux-Églises. Il faut d'urgence mettre en place une nouvelle constitution, ce sera celle de la V e République qui est encore la nôtre.

La V e République : place au président !

Charles de Gaulle fait préparer par l'un de ses fidèles, Michel Debré, ministre de la Justice, une nouvelle constitution qui est présentée publiquement le 4 septembre 1958, place de... la République. Soumise aux Français par référendum, elle est massivement approuvée

—

79,26 % de oui.

La V e République vient de voir le jour ! La nouvelle constitution accorde au président de la République une place importante. Il est élu pour sept ans, par un collège de 80 000 grands électeurs – l'élection au suffrage universel sera décidée plus tard, par référendum, le 28 octobre 1962 : 61,75 % de oui. Cette constitution précise que :

-Le président peut dissoudre l'Assemblée nationale, soumettre aux Français certains projets de loi au moyen du référendum, et détenir les pleins pouvoirs en cas de menace exceptionnelle.

-Le président nomme tous les ministres à la tête desquels on ne trouve plus le président du Conseil, mais le Premier ministre.

-L'Assemblée nationale, qui vote les lois, peut contrôler le gouvernement par des motions de censure ou par la question de confiance.

-Le gouvernement dispose, lui, d'un article de la constitution lui permettant d'engager sa responsabilité si l'Assemblée est réticente :

le 49.3. Les députés peuvent alors voter une motion de censure, et ainsi de suite...

L'Algérie : vers les accords d'Évian

Deux tendances opposées s'affrontent jusqu'aux accords d'Évian en 1962 : l'autodétermination décidée par le général de Gaulle, et l'Algérie française, désirée par la population européenne. Après le putsch des généraux français qui tentent de prendre le pouvoir dans la capitale algérienne, l'opposition au projet du président de la République devient clandestine et violente, avec l'OAS. Jusqu'à la signature des accords, suivie de l'arrivée de centaines de milliers de rapatriés...

Pour l'Algérie, quel devenir ?

L'Algérie : de Gaulle semble d'abord favorable à l'Algérie française. Il propose la « paix des braves » ainsi que des réformes économiques et sociales. Mais ces propositions n'ont aucun effet sur les Algériens. De Gaulle commence alors à parler d'autodétermination – le droit pour les Algériens de décider de leur avenir. Les Européens manifestent leur opposition au projet : le 24

janvier 1960, une émeute fait vingt-deux morts dans le quartier des facultés à Alger. Des barricades se dressent dans la ville. L'armée n'intervient pas – le général Massu n'avait-il pas déclaré qu'elle était hostile à l'autodétermination, et favorable à l'Algérie française ? Mais de Gaulle reste ferme.

20 février 1961 : Pierre Lagayette fonde l'OAS

Finally, les émeutiers abandonnent la partie et, le 2 février, Pierre Lagayette en tête – l'instigateur du mouvement – se rendent aux forces de l'ordre. Le référendum sur l'autodétermination en Algérie a lieu le 8 janvier 1961. Le oui l'emporte avec 75 % des suffrages. Le 16 janvier, le GPRA annonce qu'il est prêt à négocier avec la France, un de ses représentants va rencontrer en secret Georges Pompidou. De son côté, Pierre Lagayette, réfugié en Espagne, fonde, le 20 février 1961, l'Organisation de l'armée secrète (l'OAS) destinée à agir par tous les moyens pour que l'Algérie demeure française.

22 avril 1961 : Challe, Zeller, Jouhaud, Salan...

« Le cœur parfaitement tranquille. » C'est ainsi que de Gaulle qualifie son sentiment, le 11 avril 1961, lorsqu'on lui demande de quelle façon il envisage l'indépendance de l'Algérie. Parmi ceux qui l'entendent et refusent l'éventualité de l'indépendance, trois généraux, Challe, Zeller et Jouhaud, vont tenter de rééditer le coup de force de Massu et Salan du 13 mai 1958 :

le 22 avril 1961, aidés de parachutistes, ils se rendent maîtres du gouvernement général d'Alger, arrêtent le ministre Robert Buron qui se trouvait là en mission et reçoivent le renfort de Salan qui arrive d'Espagne où il s'était réfugié. La population européenne est enthousiaste, mais ils ne sont guère suivis.

« Un quarteron de généraux en retraite... »

Le lendemain, 23 avril, le général de Gaulle se fait accorder les pleins pouvoirs, en vertu de l'article 16 de la constitution. Dans un discours prononcé le même jour, il dénonce l'action de ce qu'il appelle « un quarteron de généraux en retraite »... Se sentant isolé, ce

« quarteron » abandonne la partie : Challe et Zeller se rendent, mais Jouhaud et Salan s'en vont renforcer les rangs de l'Organisation de l'armée secrète.

1961 : l'Algérie s'enfonce dans le chaos

Août 1961. L'OAS se montre de plus en plus active : les attentats sont de plus en plus nombreux et meurtriers en France et en Algérie,

alors que, du 20 mai au 13 juin, les négociations avec le FLN ont échoué à Évian à cause du pétrole du Sahara et des garanties données à la Communauté européenne. En novembre, de nouvelles manifestations éclatent à Alger, elles font près d'une centaine de morts.

FLN et OAS multiplient leurs actions dans une Algérie qui s'enfonce dans le chaos, pendant que le général de Gaulle est attaqué de tous côtés – et même conspué à Marseille.

8 février 1962 : neuf morts au métro Charonne

Le 7 février 1962, un attentat contre André Malraux rend aveugle une petite fille dont la photo publiée dans la presse rend l'opinion française très défavorable à l'OAS.

Le lendemain, une manifestation communiste est organisée contre cette organisation terroriste : elle est réprimée avec violence par la police au métro Charonne. Le bilan est lourd : 200 blessés et 8 morts aux obsèques desquels assistent 500 000 personnes.

19 mars 1962 : le cessez-le-feu en Algérie

La reprise des négociations avec le GPRA est décidée en février 1962 – des rencontres secrètes ont eu lieu aux Rousses dans le Jura.

La signature des accords d'Évian – ville où se sont déroulés les pourparlers – a lieu le 18 mars, Krim Belkacem représentant le GPRA, Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie, le gouvernement français. Ces accords prévoient que les ressortissants français auront trois ans pour choisir leur nationalité – l'armée ne quittant le pays qu'au terme d'un délai identique. L'Algérie recevra une aide financière de la France – plan de Constantine – qui exerce un droit de préférence dans la distribution des permis de recherche et d'exploitation

du pétrole, pendant six ans. Le 19 mars 1962 est proclamé le cessez-le-feu en Algérie, à midi.

L'OAS n'accepte pas la signature des accords. Le 26 mars lors d'une manifestation qu'elle organise, rue d'Isly à Alger, une unité de tirailleurs ouvre le feu. La fusillade fait quatre-vingts victimes. L'armée secrète lance alors une campagne d'assassinats de musulmans.

Les Européens se rendent compte rapidement que la cohabitation est impossible. Ils vont être près d'un million à tout quitter pour gagner

la France, préférant « la valise au cercueil », après une colonisation qui aura duré 130 ans. Le 8 avril, en métropole, les accords d'Évian sont approuvés par référendum – 90 % de oui. Un second référendum a lieu en Algérie le 1^{er} juillet : le oui obtient 99,7 % des voix. Entre 1954 et 1962, la guerre d'Algérie aura coûté la vie à près de 30 000 Français, à 140 000 combattants algériens et plusieurs centaines de milliers de civils.

1962 à 1969 : de Gaulle et la grandeur de la France

Le général de Gaulle va se montrer soucieux en toute circonstance de donner à la France une indépendance qui lui fait retrouver son importance sur le plan international.

Le coup d'État permanent

La guerre d'Algérie terminée, le monde de la politique ne verrait pas d'un mauvais œil que le général de Gaulle retourne à Colombey- Les-Deux-Églises écrire ses mémoires. Mais l'homme du 18 juin 1940 ne l'entend pas ainsi, même si les balles de l'attentat organisé contre lui au Petit-Clamart, le 22 août 1962, l'évitent de peu. Après avoir fait approuver par les Français sa décision d'être élu au suffrage universel, il choisit pour Premier ministre Georges Pompidou – le ministre des Finances étant Valéry Giscard d'Estaing. À l'Assemblée, une large majorité gaulliste laisse espérer au général une élection confortable à la fin de son septennat en 1965. Mais le centre-droit préfère voter Jean Lecanuet, et de Gaulle doit affronter au deuxième tour François Mitterrand qui dénonce la pratique gaulliste, la qualifiant de « coup d'État permanent » – situation dont il s'accommodera

seize ans plus tard... De Gaulle l'emporte sur Mitterrand avec 55 % des voix, ce n'est qu'un demi-succès.

Le général de Gaulle pratique alors une politique de « grandeur » afin de redonner à la France son rôle de puissance internationale. Pour ce faire, il prend ses distances par rapport aux États-Unis, en devenant, en 1964, la première puissance à reconnaître la Chine communiste. Puis, la France possédant depuis 1960 la bombe atomique, il lui fait quitter l'OTAN, en demeurant cependant dans l'Alliance atlantique. Favorable au dialogue avec l'Allemagne, il se méfie tant de l'Angleterre qu'il s'oppose à son entrée dans la Communauté économique européenne. D'ambitieux programmes sont mis en route qui aboutissent au lancement du paquebot France et à l'envol du Concorde, deux magnifiques réussites techniques et esthétiques, mais deux gouffres financiers – si on omet l'aspect laboratoire de recherche et d'essai que fut le projet Concorde, aux retombées économiques considérables.

Mai 68 : après le printemps, la plage

Les idées de 68 vont bouleverser le contenu des mentalités, supprimer nombre de blocages, changer bien des aspects de la société.

Six cents arrestations à la Sorbonne, le 3 mai 68

Mai 68. L'extrême gauche anarchiste et trotskiste progresse dans les milieux étudiants imprégnés de l'exemple du révolutionnaire cubain Che Guevara. L'heure est à la remise en cause d'une société dite de consommation, d'asservissement et d'inégalité, dans un climat qui donne l'illusion d'une rapide conquête de toutes les libertés. Au début de mars, à la faculté de Nanterre, des étudiants ayant manifesté contre la guerre du Viêt Nam sont arrêtés. La riposte du campus est immédiate : les locaux administratifs sont occupés. L'agitation devient telle que le recteur fait fermer la faculté le 2 mai. Le 3 mai, une manifestation de solidarité a lieu à la Sorbonne dont le doyen fait appel à la police pour une évacuation sans ménagement – 600 arrestations.

Dans la nuit du 10 au 11 mai 1968, des barricades s'élèvent dans le quartier latin, des voitures sont incendiées, les affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre font plus de 1 000 blessés. Bientôt les syndicats ouvriers rejoignent le mouvement étudiant. Le 13 mai, une manifestation gigantesque rassemble 900 000 personnes qui défilent de la République à Denfert-Rochereau. En tête, notamment : Mendès-France, Mitterrand, Waldeck-Rochet – secrétaire général du parti communiste – Sauvageot, Geismar et Cohn-Bendit, revenu sans s'annoncer... De Gaulle déclare alors, le 19 mai : « La réforme oui, la chienlit, non ! » Le 27 mai, le Premier ministre, Georges Pompidou, tente de calmer les esprits en signant les accords de Grenelle qui relèvent le SMIG, réduisent la durée du travail pour ceux qui font plus de quarante-huit heures par semaine, et renforcent le droit syndical dans l'entreprise. Mais le climat demeure tendu.

30 mai 1968 : de Gaulle « Je ne me retirerai pas ! »

29 mai 1968. Vous n'auriez pas vu le général ? Où est passé le général ? Mystère ! Il s'est envolé ! Et ce n'est pas une image : il s'est envolé vers l'Allemagne, plus

précisément pour Baden-Baden où sont stationnées les Forces françaises d'Allemagne (les FFA) qui ont à leur tête une vieille connaissance du chef de l'État : le général Massu. Que se disent-ils ? On ne le saura pas, mais dès le lendemain, 30 mai, de Gaulle est de retour. À la radio, il annonce fermement : « Je ne me retirerai pas ! » et le soir, un million de personnes se rassemblent sur les Champs-Élysées pour le soutenir. Il dissout l'Assemblée, annonce des élections qui se déroulent les 23 et 30 juin.

Les candidats gaullistes triomphent. Mai 68, c'est fini. Les Français s'en vont tranquillement sur les plages dès le 1^{er} juillet.

1970 : Marianne pleure son chêne abattu

Le 9 novembre 1970, celui qui confia un jour à son ministre de l'Intérieur Alain Peyrefitte : « Toute ma vie, j'ai fait comme si ! » entrait dans la liste prestigieuse des grands acteurs de l'Histoire.

« Si le non l'emporte... »

Qu'imaginer, après 68, pour répondre aux aspirations du pays ? La régionalisation ! De Gaulle y croit et se persuade que le pays l'attend.

Elle permettrait une décentralisation qui accorderait davantage de pouvoirs aux élus des vingt et une régions-programme créées en 1964.

Par ailleurs, dans les entreprises, une politique de participation est mise à l'étude afin d'associer les salariés aux bénéficiaires. Tout cela est soumis aux Français par référendum. De Gaulle prévient : si le non l'emporte, il se retire.

« La France est veuve »

Le 27 avril 1969, le non l'emporte – 53,18 %. De Gaulle rentre à Colombey-les-Deux-Églises, pour ne plus jamais revenir. Il meurt le 9 novembre 1970, à quatre-vingts ans. « La France est veuve ! », déclare Georges Pompidou. Jacques Faizant, dans Le Figaro, représente une Marianne – la France – qui pleure sur un chêne abattu. À Notre-Dame, le 12 novembre, une cérémonie religieuse réunit des chefs.

De Gaulle et la Ve République

L'écho des décolonisations retentit sur la vie politique métropolitaine :

La IV^e République fait les frais de la crise algérienne. Le général de Gaulle sort alors de sa « traversée du désert », apparaissant comme l'homme providentiel.

Il oriente le nouveau régime mais ses retournements politiques et sa pratique du pouvoir personnel l'affaiblissent.

Contestée sur le plan intérieur, la IV^e République doit affronter la décolonisation. Pierre Mendès- France met fin au conflit indochinois en signant les accords de Genève en juillet 1954 et promet l'in- dépendance à la Tunisie. Son gouvernement ne résiste pas au déclenchement de la guerre d'Algérie : il est renversé en février 1955. Les élections de janvier 1956 sont remportées par les socialistes, qui ont fait campagne sur la paix alors que, sur le terrain, la guerre s'intensifie.

LE RETOUR DE DE GAULLE

À Alger, Guy Mollet est accueilli par des tomates lancées par les Français d'Algérie ; à rebours de ses choix initiaux, il choisit alors d'intensifier le conflit : par le vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956 le pouvoir est transféré aux militaires et tous les moyens, dont la torture, sont employés pour lutter contre les nationalistes.

Le gouvernement Mollet s'attire des critiques de toutes parts : anticolonialistes, militants des droits de l'homme, partisans de l'Algérie française. Son discrédit est renforcé par l'échec militaire de l'opération de Suez, menée suite à la nationalisation du canal par Nasser. La France est condamnée à l'ONU pour cette agression et pour sa politique algérienne.

Guy Mollet est renversé en mai 1957 et l'instabilité reprend. Le 13 mai 1958, les colons manifestent et mettent en place un Comité de salut public, sous l'égide de Massu qui remplace le gouverneur général. Les militaires en appellent à de Gaulle ; celui-ci se dit « prêt à assumer tous les pouvoirs ».

Devant la crainte d'un putsch, le général, qui n'a pas désavoué l'insurrection d'Alger, est nommé président du Conseil le 1er juin 1958.

L'INSTAURATION D'UN NOUVEAU RÉGIME

Revêtu des habits du sauveur, de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs et la charge d'une nouvelle constitution, dont la rédaction est confiée au ministre de la Justice Michel Debré. Elle est approuvée par référendum le 28 septembre par plus de 79 % des Français. Ses principes s'inspirent du discours de Bayeux : le pouvoir du Parlement est réduit au profit de l'exécutif. Les députés sont élus pour cinq ans au scrutin uninominal à deux tours – adopté par ordonnance, ce qui donne aux gaullistes et à leurs alliés près de 70 % des sièges en novembre 1958. Chargés d'élaborer les lois, ils peuvent renverser le gouvernement par la motion de censure. Leurs pouvoirs sont néanmoins limités : ils ne siègent plus en permanence, n'ont plus de droit d'interpellation, et le gouvernement peut imposer certains textes grâce à l'article 49-3. Le Sénat est élu au suffrage indirect.

Il a une part du pouvoir législatif mais doit se rallier à l'avis de l'Assemblée nationale. Le nouveau Conseil constitutionnel garantit le bon fonctionnement des institutions.

L'autorité du gouvernement et du président est renforcée. Les ministres déterminent et conduisent la politique du pays. Le président nomme le Premier ministre, qu'il peut renvoyer. Élu pour sept ans au suffrage indirect, il est garant du respect de la Constitution, dispose du droit de grâce et commande les armées. Il peut aussi dissoudre l'Assemblée nationale, recourir au référendum et disposer des pleins pouvoirs grâce à l'article 16.

LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

Élu président le 21 décembre 1958, de Gaulle triomphe et impose sa marque sur la vie politique.

Sa pratique présidentielle s'inscrit en rupture avec celle de ses prédécesseurs : il se veut proche des citoyens avec qui il entend créer un lien direct par des voyages en province, des interventions télévisées et le référendum. Bénéficiant d'une majorité parlementaire, il s'attaque au

règlement de la crise algérienne. En 1958, il déclare « vive l'Algérie française », avant d'adresser aux colons le fameux :

« **Je vous ai compris !** » Il annonce cependant en 1959 le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie, s'aliénant les Français d'Algérie.

L'autodétermination est approuvée en janvier 1961 ; elle est suivie d'une semaine d'émeutes à Alger et par le putsch des généraux en avril. De Gaulle choisit la fermeté et poursuit les négociations avec le FLN. Les ultras d'Algérie, regroupés au sein de l'OAS, multiplient les attentats.

En avril 1962, de Gaulle est l'objet de l'attentat manqué du Petit-Clamart. Profitant de l'émotion, il annonce un référendum sur une révision constitutionnelle permettant l'élection du président au suffrage universel direct. L'opposition réagit vivement, François Mitterrand dénonce « le coup d'État permanent », les députés votent une motion de censure contre le gouvernement Pompidou. De Gaulle maintient son Premier ministre et dissout l'Assemblée.

La révision est approuvée par les Français et l'opposition est balayée aux législatives. De Gaulle adopte une pratique présidentialiste du pouvoir, décidant seul des orientations économiques et de la politique étrangère fondée sur le principe de l'indépendance nationale. Critiquant le pouvoir personnel du président, l'opposition reprend des forces. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1965, de Gaulle est mis en ballottage face au candidat unique de la gauche, François Mitterrand, toutefois battu. En mars 1967, les gaullistes peinent à conserver leur majorité. Le fossé se creuse avec l'opinion.

La société

de consommation

À partir des années 1950, l'Europe occidentale connaît une croissance à la fois forte et régulière. Meurtri par les guerres, le vieux continent profite d'abord d'un élan démographique (le baby-boom) et d'une dynamique de reconstruction, mais s'engage surtout dans la voie d'une rapide modernisation accélérée par l'aide américaine. La France voit grossir la taille moyenne de ses usines, dont l'organisation est rationalisée afin de gagner en productivité.

LES ANNÉES DE CROISSANCE

Mieux payés, les ouvriers deviennent des consommateurs dont la demande stimule l'activité. Les campagnes se transforment à leur tour, dans les années 1960, avec la mise en place européenne d'une politique agricole commune conçue pour favoriser investissements et modernisation : le « paysan » traditionnel cède place à l'exploitant agricole.

Il faut cependant se méfier des illusions rétrospectives et se garder de toute nostalgie : la croissance est d'autant

plus forte que le pays démarre d'un faible niveau ! Et la société française des années 1950 se félicite moins de son enrichissement relatif qu'elle ne s'inquiète des pénuries.

Comment croire à la prospérité quand la crise du logement tue les plus pauvres ?

L'appel au secours de l'abbé Pierre, sur les ondes de la radio, à l'hiver 1954, rappelle la précarité d'une France encore fragile. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que s'installe plus solidement la confiance en un meilleur avenir, déjà ternie, pourtant, par la crainte du chômage (à peine 2 % de la population active en 1968, mais le thème émerge).

VERS UN REcul DES INÉGALITÉS ?

La croissance économique creuse les inégalités territoriales. Logée, de plus en plus souvent, dans des appartements modernes qui poussent en périphérie des grandes villes, la France industrielle du Nord et de l'Est est bien plus favorisée que les régions rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest, où l'on conserve un mode de vie plus traditionnel, dont témoigne un recours encore significatif

à l'auto- consommation alimentaire. Incontestable centre politique, économique et culturel du pays, la région parisienne concentre les richesses : c'est Paris et le désert français, s'inquiète, dès 1947, le géographe Jean-François Gravier, dont les travaux inspirent la création de la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), chargée de déconcentrer l'industrie afin de développer les régions moins dynamiques.

Les sociologues décrivent, de leur côté, la « moyennisation » d'une société française où se réduisent les écarts de revenus. L'amélioration de la condition ouvrière, la modernisation d'un monde agricole qui connaît un grand mouvement d'exode rural, la tertiarisation de l'économie qui profite aux secrétaires et aux « cols blancs », tracent une dynamique d'uniformisation des conditions de vie. Les Français de l'an 2000 seront-ils tous cadres, dans une société sans classes ? Le mythe de la moyennisation sert aussi à cacher des inégalités consacrées par une école à plusieurs vitesses, comme le dénonce Pierre Bourdieu dans ses ouvrages qui

dénoncent la « reproduction » scolaire des inégalités sociales.

UNE SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

« Pour elle, un Moulinex, pour lui de bons petits plats », explique l’affiche publicitaire d’une marque qui promet également de « libérer la femme ».

L’électroménager triomphe, avec ses lave-linge, ses aspirateurs, ses réfrigérateurs, qui s’implantent rapidement dans les foyers où ils bouleversent le mode de vie familial.

Et si le supermarché était le lieu de mémoire des Trente Glorieuses ? À l’aube des années 1960, les grands magasins en libre-service se multiplient dans l’espace français. À la différence des commerces traditionnels, qui expriment bruyamment leur colère et leur sentiment d’abandon, ces nouveaux centres de consommation proposent une offre diversifiée et normalisée, sous emballage, dans un environnement saturé de publicités.

Les supermarchés sont le fruit de l'urbanisation (ou plus exactement de la périurbanisation, puisque les banlieues se développent plus rapidement que les centres) et d'une civilisation automobile qui atteint son âge d'or. Les 2CV et les 4L démocratisent la « bagnole » qui envahit des villes repensées en fonction des besoins de circulation et de parking : le périphérique parisien est inauguré en 1973, à l'heure où le pays prend conscience du drame de la mortalité routière – 18 034 morts pour la seule année 1972, qui atteint un triste record.

Histoire de la France contemporaine

La France contemporaine (de la Révolution à nos jours) est un objet bien vaste, et si vous aviez voulu réellement introduire ici son histoire récente au sens *extensif* que je définissais d'après l'exemple de Paris, ce n'est pas une chaire mais dix ou douze qu'il aurait fallu établir. Si vous avez opté pour le recrutement d'un franc-tireur plutôt que pour celui de toute une escouade, c'est que vous avez voulu encourager plutôt l'autre définition de l'histoire de France, la définition *compréhensive* en quelque sorte, celle qui est à la fois plus personnalisée et plus discutée, celle de l'existence de la nation comme entité morale. Je ne veux pas savoir si cette intention a été parmi vous implicite ou explicite. Je l'accepte à vrai dire parce qu'elle me convient. Mais je la crois convenable aussi pour des raisons plus objectives : c'est une interrogation des temps actuels, où la situation morale du pays est critique.

Que la conscience nationale de notre pays traverse une crise, on en multiplierait aisément les preuves. En voici

deux. Il y a quelques mois, un courageux ministre, s'avisant que les enfants des écoles n'étaient pas instruits de l'hymne national, voulut faire rétablir cet élémentaire apprentissage ; vous savez quel tollé accueillit cette directive, jusque dans son propre camp. Il y a une dizaine d'années, un président de la République avait osé dire, courageusement aussi, qu'il faudrait bien reconnaître entre Français un « consensus » : vous savez quels sarcasmes ou quelles railleries... on en rit encore ! Non pas que le consensus (en faveur des principes et des institutions de la démocratie libérale) n'existe pas ! il existe ; les fractions politiques extrêmes qui en récusent les valeurs restent ou redeviennent très minoritaires, et les grandes forces modérées de droite et de gauche se disent hautement républicaines. Le curieux est que, dans la « classe politique » du moins, les républicains de chacun des côtés répugnent à admettre qu'on soit républicain dans l'autre, et s'échinent à démontrer qu'ils sont les seuls à l'être bien. L'unanimité, ou du moins le large consensus, fait un peu honte, c'est au conflit que l'on aspire. Ce que le plus brillant de nos collègues, amis et un peu psychiatres américains appela un jour « la

guerre franco-française » est regretté du bout des lèvres, mais cultivé avec constance.

La France même fait l'objet, à en juger par la floraison d'histoires générales qui lui sont consacrées, de l'inquiétant afflux de curiosité qui s'abat sur les chères vieilles choses. Depuis peu d'années, les histoires de la France se multiplient, ouvrages collectifs, ou bien ouvrages personnels d'historiens qui, au soir de leur carrière, veulent donner leur essai sur la France en forme de dernier message. Plus instructif encore : attentifs à cet appel du public, les éditeurs remettent sur le marché des livres sur la formation ou sur la nature de l'unité de la France (Auguste Longnon, Marie-Madeleine Martin, Charles Seignobos, Pierre Gaxotte, etc.), qui étaient introuvables depuis des années. Tout se passe comme si la nation, comme l'agriculture familiale, l'artisanat, et les chemins de fer à voie étroite, faisait partie — pour reprendre le titre à succès de Peter Laslett — du « monde que nous avons perdu ».

Il y a quelques mois enfin, deux ouvrages jumeaux, jumeaux mais antagonistes, sont parus, collectifs l'un et l'autre, appelés l'un *L'Identité française*, l'autre *L'Identité de la France*. Colloques et discours préélectoraux, direz-vous. C'est vrai, mais que le débat sur l'identité nationale et son destin ait été perçu comme l'un des enjeux d'une compétition électorale ordinaire peut passer pour un signe des temps. Plus précisément, la période dite contemporaine de l'histoire de France, c'est-à-dire le xix^e siècle et les trois-quarts déjà vécus du xx^e, est encadrée par deux crises majeures, crises réelles surmontées, au second degré, d'empoignades intellectuelles : ce sont la Révolution française au point de départ, et la crise d'identité présente au point d'arrivée provisoire.

Ces débats sont bien d'aujourd'hui, en ce qu'ils sont à la fois très généraux et très intimes. Précisons ce point préalablement. Je ne voulais pas dire qu'il n'y a pas eu d'inquiétude jadis sur l'existence, ou plutôt sur la solidité et l'unité de la nation. Mais cette inquiétude était principalement tournée vers des dangers extérieurs et, à la fin du siècle dernier, vers l'Allemagne, devenue

dominante en Europe après sa victoire de 1870-1871. En 1892, la vieille chaire d'histoire du Collège de France avait été transformée en une chaire dite « Géographie historique de la France », attribuée à Auguste Longnon. Celui-ci donnait en fait depuis trois ans une série de cours sur ce thème. Le premier de ces cours, leçon inaugurale en quelque sorte par anticipation, prononcée le 4 décembre 1889 sous le titre « De la formation de l'unité française », traitait en fait presque uniquement d'histoire politique, diplomatique et militaire ; les problèmes de l'unité culturelle et de l'unité morale du pays y figuraient de façon presque allusive, ou par préterition. La conclusion enfin en était glorieusement militante et, avec un clair appel à la Revanche, affirmait que le traité de Francfort n'avait rien de définitif !

À cent ans de distance, à peine, ce qui rend cette leçon si datée ce n'est pas seulement son ton, c'est son objet même. L'« unité » qui s'y trouve soumise à examen c'est celle du sol, mais l'unité de la conscience nationale va de soi. Pour nous aujourd'hui, au contraire, c'est l'unité territoriale qui a cessé de faire problème, puisque nous sommes satisfaits des frontières de 1918, confirmées en

1945, et que la guerre franco-allemande paraît tout à fait impossible. En revanche l'unité de la conscience nationale, que Longnon voyait au-dessus de tout soupçon, est passée au rang de problème majeur. On doute même de sa légitimité. Je dirais, en d'autres termes, que le thème permanent de « la fabrication de la France » a changé de sens. En 1889, il allait de soi qu'on entendait par là la construction du territoire par les Capétiens, et cette construction se prenait en bonne part. Aujourd'hui, on entendrait plutôt par là l'inculcation de la conscience nationale par les instituteurs et les adjudants, et cette fabrication n'est pas bien vue, tout ce qui est pédagogie ou propagande étant facilement suspect — on voit bien pour quelles raisons — aux hommes de notre temps.

Il est juste de dire qu'au temps même d'Auguste Longnon le problème national français avait été abordé par Ernest Renan avec une autre profondeur. Je fais allusion à la célèbre conférence « Qu'est-ce qu'une nation ? » donnée en Sorbonne en 1882. Ce n'était pas sa mission, certes, puisqu'il enseignait ici les langues hébraïques, chaldaïques et syriaques. Mais les esprits

supérieurs, qui se sentent aussi des citoyens responsables, sortent parfois du cercle de leurs études spéciales. Ainsi Fernand Braudel, qui posséda votre chaire d'Histoire de la civilisation moderne et la traita comme il la concevait, c'est-à-dire en brassant les siècles, et les forces profondes, et les continents, changea un jour d'optique et concentra sa vue sur l'Hexagone pour écrire l'ouvrage qui vient de nous parvenir, hélas ! posthume, et qui lui paraissait nécessaire (*L'Identité de la France*).

Le rapprochement des deux hommes n'est pas illégitime, même quant au fond. C'est le même amour de la France, la même conscience de sa diversité, poussée parfois jusqu'au génie de la division ; la même idée du rôle créateur de l'histoire pour l'identité nationale, et la même conviction qu'au-delà d'une histoire subie il a fallu et il faut une volonté d'unification et de vie commune.

Cela ne résout pas tous les problèmes, d'ailleurs. Comment concilier les leçons compliquées de l'histoire objective avec l'enseignement normatif et sélectif d'une histoire civico-nationale ? Nous ne saurons pas

complètement — hélas ! — la solution proposée par Braudel, puisque sa mort nous a privés des derniers volumes où il se serait expliqué directement sur les périodes proches. Quant à Renan, dont nous possédons la conférence complète, bien achevée et bien pensée, j'oserais dire qu'elle ne surmonte pas tout à fait la contradiction proposée. La théorie du passé commun, que l'on en a surtout retenue, et la théorie des oublis nécessaires, qui emplit les premières pages, ne se concilient pas très aisément.

Mais ce n'est pas le lieu ici de commenter Renan, ou plutôt si, ce serait bien le lieu, mais le temps fait défaut.

On retiendra provisoirement qu'il ne faut pas trop compter sur la connaissance historique brute pour fonder le sentiment national, ou plutôt qu'il faut réduire la partie du passé qui sera réputée exemplaire aux moments historiques les plus rares, les plus porteurs de valeurs humaines, et encore à condition de les envisager de la façon la plus générale.

Encore faut-il qu'il y ait consensus philosophique et moral sur les valeurs qui détermineront ce choix. C'est

ici qu'il peut y avoir quelque doute et quelque inquiétude, à en juger par les crises dont j'annonçais tout à l'heure l'examen, et auxquelles j'arrive.

Sur la Révolution française d'abord.

Le fait qu'elle soit discutée s'expliquerait suffisamment, par sa complexité, et par l'occasion d'études renouvelées offerte par le prochain bicentenaire. Mais le fait que le bicentenaire comme célébration ait été en quelque sorte lancé en 1981 par le gouvernement que nous savons, a provoqué, en vertu du penchant invétéré à la discorde que nous indiquions tout à l'heure, un refus immédiat et fort. Il semble bien que 1989 ne sera pas vraiment pour la France ce qu'a été 1976 pour les États-Unis d'Amérique. C'est un vieux problème. Car l'hostilité présente de tout un côté de l'opinion contre le souvenir de la Révolution française rappelle à nos mémoires une vieille, et constante, et large tradition d'hostilité. On le savait. La seule chose qu'on n'aurait pas imaginée il y a quelques années, c'est que cette haine puisse atteindre certains degrés actuels de virulence sous

des plumes pourtant universitaires. Je suggérerais en quelques mots qu'à l'égard de la Révolution française la haine ou la peur me paraissent scientifiquement moins fondées que le respect réfléchi et compréhensif.

La Révolution française n'a pas créé la nationalité française, mais elle ne l'a pas non plus démolie ! Elle n'a pas inventé la coupure de la France en deux. Elle n'a pas décidé de couper son histoire en deux périodes dont l'une serait un passé chargé d'opprobre et l'autre un présent (1789 et la suite) seul digne d'admiration. La volonté d'ouvrir une ère nouvelle (l'An I de la Liberté) ne signifiait pas volonté de faire table rase. Aucune considération sur le radicalisme d'innovation de la pensée des Lumières ne saurait prévaloir contre ce fait : la majorité éclairée de l'Assemblée nationale issue des états généraux de 1789 a d'abord accepté d'enthousiasme de garder Louis XVI à la tête de l'État, et le catholicisme comme religion officielle. Le titre de roi des Français substitué à celui de roi de France pouvait même se lire comme le retour à un lointain passé. Il ne tenait qu'au roi d'accepter des innovations qui n'avaient rien encore des

caractères qu'elles devaient prendre en l'An II. Le fait qu'il n'ait pas accepté est un aspect décisif, bien que trop peu analysé, des choses. Car si l'on n'ignore plus rien des idéologies radicales, et peut-être potentiellement tyranniques, de Rousseau et de ses émules, on admet trop de considérer que la tête de Louis XVI, après tout, n'était pas vide d'idéologie. C'est bien au nom d'idées lui aussi qu'il refusa le changement. Et ce sont ces idées-là qui étaient alors en position d'être décisives.

Le choix du roi, en juin et juillet 1789, tout en dérive. Bien entendu, ce choix lui-même vient de loin. S'il y avait deux France idéologiques en 1789, c'est bien parce qu'il y en avait deux depuis les Lumières ou depuis la Renaissance ou depuis... mais je sors ici du domaine de ma compétence.

1789 n'est donc pas le point d'origine de notre schisme idéologique. Mais il est — dira-t-on — *celui des formes politiques violentes* que ce schisme a revêtues ou suscitées. Or là encore, dans la quête de responsabilité qui fonde les jugements de valeur, le choix du roi me

paraît décisif : le combat engagé par la Contre-Révolution (qu'est-ce d'autre, déjà, le 11 juillet 1789, que le renvoi de Necker et l'appel de troupes sous Paris ?) contre une Révolution encore toute pacifique est aux origines de l'enchaînement des violences. La guerre et la Terreur me paraissent moins programmées dans un hyper rationalisme qui serait inhérent à l'idéologie jacobine que résultant du grand refus que les dominants d'alors opposèrent à l'Avenir et à la Liberté.

Sans doute, dira-t-on encore, mais le fanatisme ? mais la barbarie ? les hantises paranoïaques des clubistes de l'An II, l'emballement frénétique du Tribunal révolutionnaire, la sauvagerie des « colonnes infernales » en Vendée ? Ne pouvait-on gagner la guerre sans cela ? et — si vous l'admettez (comme je l'admets) — d'où vient cette cruauté superfétatoire ?

Une objection ici se présente — la barbarie hitlérienne est réapparue en plein XX^e siècle, au sein d'un peuple moderne et hautement éduqué. On ne saurait donc la penser principalement en termes de survivances. Il y a de l'idéologie dans le national-socialisme, je l'accorde. Mais on m'accordera en retour que cette idéologie n'était

pas celle de Voltaire, de Rousseau ou de Condorcet ! Ma proposition d'explication à deux étages est, je crois, d'application universelle — le temps me manque évidemment ce soir pour en discuter. J'ai seulement celui d'esquisser son application à *notre* Révolution.

L'histoire des mentalités collectives, j'y viendrai plus systématiquement tout à l'heure. Je note ici qu'il y a longtemps qu'elle sert de recours aux historiens républicains qui veulent concilier le respect global de 1789 et de 1793 avec une convenable prise de distance à l'égard des buveurs de sang. Après tout, il y avait dans *Les Massacres de septembre* de Pierre Caron, dans *La Grande Peur* de Georges Lefebvre, voire dans *Les Sans-Culottes parisiens en l'An II* d'Albert Soboul, plus d'une anticipation de ce qu'on commençait à peine d'appeler en leur temps l'histoire des mentalités. Et l'analyse d'une psychologie barbare ou stupide *quoique* révolutionnaire mais *parce qu'*archaïque, était bien autre chose que l'échappatoire grâce à laquelle l'homme de gauche gardait bonne conscience. C'était un peu cela, mais c'était aussi une avancée scientifique. Et réciproquement, osons le dire,

les thèmes de polémiques actuelles qui visent à discréditer l'idéal de la démocratie moderne parce qu'il a été partagé par les Fouquier-Tinville et les Carrier constituent bien une régression.

Au reste — et ceci est plus décisif à mes yeux —, on peut juger de l'arbre à ses fruits, et de la Révolution par les régimes qui jusqu'à nos jours se sont réclamés d'elle. Dans le problème de l'unité nationale, c'est Louis XVIII qui faisait de 1814 « la 19^e année de son règne », comme si la République et l'Empire étaient non venus, et c'est Louis-Philippe au contraire qui ouvrit à Versailles un musée « à toutes les gloires de la France ». Quant à la Troisième République, loin qu'elle ait toujours opposé un avant-1789 mauvais et indigne à un après-1789 idéalisé, elle n'a cessé de chercher dans les grands rois, les grands ministres et les grands patriotes, de Philippe-Auguste à Henri IV, de Sully à Richelieu, de Jeanne d'Arc à La Tour d'Auvergne, des anticipateurs de ses grands accomplissements, au point qu'on pourrait dire qu'elle mérite moins le reproche d'avoir été exclusive que d'avoir été récupératrice.

Dans le problème enfin de l'humanisation de la société et de l'État, on devrait convenir, il me semble, que c'est la Révolution de 1789 qui a mis en circulation ce grand thème des « Droits de l'homme » dont il n'est pas un politique qui ne se réclame aujourd'hui. On devrait bien reconnaître aussi que c'est sous les régimes officiellement inspirés par 1789 (monarchie de Juillet, Troisième République) que les principales avancées libérales de nos institutions et de nos lois ont eu lieu, tandis que la liberté a toujours été mise plus ou moins en péril quand les gouvernements faisaient profession de détester 1789. On ne devrait pas avoir oublié enfin que le courant politique qui fut dominant de 1981 à 1986 est à la fois celui qui exalte la Révolution et celui qui a aboli la peine de mort, alors que c'est dans le camp où la Révolution suscite le plus de haines que la guillotine garde encore des partisans. Le rapport actuel entre la Révolution et le sang n'est donc pas celui qu'une fausse évidence suggère et que la mauvaise foi répète.

C'est que la Révolution est aujourd'hui plus encore qu'un grand souvenir, c'est le symbole d'un grand système de pensée.

La France est inquiète. Sa puissance recule relativement du fait de la croissance rapide de pays plus massifs, plus dynamiques ou plus féconds. Sa consistance même fait problème. Jadis — nous l'avons rappelé — cette crainte portait sur la solidité des frontières, notamment du côté du Rhin et des Pays-Bas. Hier, elle était accaparée par la montée des régionalismes, dont deux ou trois paraissaient pencher au séparatisme. Aujourd'hui, comme chacun sait, elle se polarise sur l'immigration massive de populations venues de loin. Est-il possible que l'histoire fasse entendre dans cet autre débat sentimental un filet de voix raisonnable ?

Il est bien vrai, comme Renan l'avait rappelé, qu'une nation n'existe guère si elle se réduit à la collectivité contingente de ceux qui habitent à l'intérieur d'un même circuit de frontières et qui sont administrés par un même État. Il y faut un minimum d'unité, objective et subjective, de nature plus profonde. Quelle est la nôtre ? La France a toujours été pluriethnique, au moins depuis la protohistoire. Pluriculturelle aussi, quel que soit le sens, étroit et classique, ou bien large et neuf, que l'on donne au mot *culture* ; toute société complexe est

pluriculturelle ; dès lors qu'on a des bourgeois et des prolétaires, des montagnards et des marins, des francophones et des occitano phones, des savants et des illettrés, etc., on a *des* cultures. Le seul pluralisme dont on discute et dont, par chance, on puisse discuter avec quelque précision, est celui des religions. Pluriconfessionnelle, la France n'a pas à le devenir, elle l'est déjà. Elle l'est plus précisément depuis que la Révolution française a légitimé l'existence des minorités protestante et juive. Trois grandes religions déjà, donc, ce qui permet aux optimistes de dire, comme un généreux père de famille, « quand il y en a pour trois, il y en a pour quatre ».

Moins optimiste que cet imaginaire patriarche, l'histoire doit ajouter que, tout au long du xix^e siècle, notre pluralité confessionnelle a été vécue dans une tension et une inquiétude que seule la victoire des principes laïques a permis d'effacer peu à peu. Catholiques, protestants et juifs (plus les libres penseurs, pour qui cela va de soi) vivent en paix et en fraternité dans la France du xx^e siècle, *dans la mesure où* l'immense majorité des fidèles de chaque église ont

adhéré aux règles libérales et républicaines de séparation des domaines politique et religieux, et de soumission de tous à une loi commune, dont l'origine ne peut être que la raison commune. L'unité morale de la France c'est bien, entre autres choses, la pluriconfessionnalité plus la laïcité. Il n'y a pas de raison que cela change (et il serait périlleux que cela changeât !) avec l'arrivée d'une religion numéro quatre. Que si l'on nous oppose que cette religion est une culture totale en même temps qu'une religion, et qu'elle est par conséquent non laïc (les uns en concluant qu'il faut refouler les musulmans aux frontières, les autres qu'il faut les recevoir en bloc, voire en communautés enclavées), il me semble que l'on a tort : les spécialistes d'histoire religieuse (je n'en suis pas) attestent que toutes les religions, l'islam comme les autres, sont susceptibles aussi bien d'une interprétation et d'un vécu rigoriste et fondamentaliste que d'une ouverture sur le monde, l'histoire et l'altérité ; quant aux spécialistes du XIX^e siècle français (dont je suis), ils savent bien que le choix de l'ouverture plutôt que du fondamentalisme dépend pour une large part de la poussée ambiante de la volonté nationale vers la Liberté.

Cette poussée a même constitué l'essentiel de notre histoire depuis deux siècles. Après tout, la vie en démocratie libérale et laïque que la grande majorité des catholiques d'aujourd'hui acceptent (et pour laquelle tant d'entre eux se sont battus entre 1940 et 1944), la grande majorité de leurs ancêtres ne l'acceptaient pas cent ans plus tôt. Ils y sont venus. Et en adhérant peu à peu aux principes de 1789, ils ont contribué du même coup à constituer la communauté nationale dans la seule forme qui soit concevable en l'ère contemporaine, la forme pluraliste *et laïque*.

C'est bien 1789 l'année décisive de la Révolution française, elle-même forme française de l'exigence libérale universelle, qui a été notre *melting pot*.

L'histoire est pleine de la politique d'hier, et la politique d'aujourd'hui ira dans l'histoire de demain. Aussi la réflexion historique et la réflexion politique sur la France sont très proches et très liées, le public les confond toujours aisément. À ce risque de confusion échappent la plupart des enseignements dispensés et des recherches menées au Collège de France. Spécialistes d'une science rare, à laquelle le citoyen ordinaire ne

connaît rien, dont il ignore parfois jusqu'à l'existence, les savants chargés de ces enseignements et de ces recherches ne risquent pas d'être contredits ; ou — quand ils le sont — c'est par quelqu'un de leurs pairs, presque toujours aussi distingué et aussi discret qu'ils le sont eux-mêmes. Le spécialiste de la politique française (et de l'histoire contemporaine en général) travaille au contraire dans un domaine sur lequel le citoyen ordinaire a des bribes d'information, quelques idées et quelques préjugés. Le contenu de nos livres peut parfois lui parvenir. Le spécialiste y gagne (si c'est un gain) d'être un peu plus connu que les savants traditionnels, mais il y encourt aussi le risque d'être apostrophé par n'importe qui. C'est le risque du métier. La tentation pouvait donc être grande, pour une communauté savante comme celle-ci, de se méfier de l'histoire contemporaine, par la faute de qui la blanche hermine de la Science peut subir le plus d'éclaboussures. Mais le refus aurait été, je crois, une solution trop facile et je vous sais gré d'avoir refusé ce refus. D'autres sciences d'ailleurs sont au contact du présent tumultueux, la sociologie, l'ethnologie. La sociologie... dont un exemple douloureux nous montre en

ce moment qu'elle peut être une aussi dangereuse vocation que la diplomatie ou le journalisme ! La sociologie, l'ethnologie, donc. Il faut bien que l'histoire aille au moins conceptuellement à leur rencontre. Et peut-être aussi y a-t-il un devoir du savant de disputer le terrain de l'opinion aux empiriques comme aux prophètes. Les difficultés sont grandes, et les dérapages toujours possibles.

Ceux qui font profession d'être attachés au souvenir de 1789 ou de 93 sont souvent les mêmes qui, par crainte apparemment d'offenser le « Tiers Monde », exaltent le « droit à la différence » ; se réclamant de la philosophie des Droits de l'homme, ils prônent parfois sous le nom de droit à l'égalité des cultures une conception qui, légitimant toutes les cultures, accepte aussi, du coup, les cultures antihumanistes. Ainsi l'humanisme dont on continue à se déclarer fier comme d'un message universel se trouve relativisé jusqu'à devenir le fruit original, singulier et inexportable de la culture européenne.

Dans le camp opposé où, par anti-tiers-mondismes, l'on accepte aisément l'idée de la nécessité d'un droit

universel, et celle de la supériorité des normes éthiques et politiques du libéralisme, on trouve souvent ceux qui détestent le souvenir de la grande Révolution, qui a pourtant incorporé ce système de valeurs à l'identité nationale. On veut rester Français, et intégrer les nouveaux venus à la France, sans accepter d'honorer l'une des sources essentielles de la francité d'aujourd'hui.

En elle-même l'histoire des mentalités collectives n'a plus à être proclamée. Surtout pas dans cette maison qui fut celle de Lucien Febvre et qui est celle de Georges Duby, de Emmanuel Le Roy Ladurie, de Jean Delumeau, de Paul Veyne. Je peux donc être bref sur ce qui est acquis et parler surtout des éventuels prolongements

L'idée que les choses mentales (le contenu de nos connaissances, nos représentations, nos sentiments, tout ce qui est intellectuel et tout ce qui est psychologique) sont sujettes à évolution historique, sont donc datées, et qu'en cette matière aussi l'historien doit faire la chasse à l'anachronisme, cette idée est bien antérieure à la formulation explicite de « mentalités collectives ». Dans un texte célèbre que des générations entières ont étudié,

l'introduction aux *Extraits des historiens français du XIX^e siècle* (1899), Camille Jullian raillait l'abbé Velly, historien du XVIII^e siècle, pour avoir évoqué le roi franc Chilpéric en termes trop galants. C'était, note Jullian, faire du rude Mérovingien un contemporain de Maurice de Saxe ou de la marquise de Pompadour. Anachronisme de psychologie, aussi grave, tous comptes faits, qu'un anachronisme technique qui lui aurait prêté un mousquet et un pistolet au lieu de sa lance et de sa hache. L'essentiel est dit, dans cette critique, bien qu'elle ne se fonde encore que sur une évidence négative. Pour Jullian, le mérite des historiens romantiques, tels qu'Augustin Thierry, fut d'opérer intuitivement cette correction. À la génération suivante, *La Cité antique* de Fustel de Coulanges, écrite en 1863, avait constitué une autre étape importante dans la conquête du domaine spirituel par l'histoire. Homme de son temps (le Second Empire), Fustel était hostile à l'idéal républicain qui attirait la jeunesse des écoles, grâce aux cautions abusives que, depuis Rousseau, le parti allait chercher dans les humanités. Les Thémistocle et les Caton, tout le petit monde de Plutarque, n'avaient que trop longtemps servi

de parrains à Robespierre ou à Ledru-Rollin. Eh ! bien, non, écrivait Fustel, *La Cité antique* était un monde différent ; ce n'était pas un monde de philosophes, c'était un monde de dévotion et de superstitions, c'était un univers religieux. J'ai toujours été frappé par l'analogie qui existe entre le grand livre de Fustel de Coulanges et celui de Lucien Febvre, qu'il faut maintenant citer. C'est du *Rabelais* que je parle (*Le Problème de l'incroyance au xvi^e siècle : la religion de Rabelais*). Là aussi le point de départ est un agacement d'origine quasiment politique : la gauche laïque et anticléricale des années 1920 (en l'occurrence Abel Lefranc) enrôle Rabelais, elle a tort (comme, tout à l'heure, le parti républicain avait tort d'enrôler Thémistocle). Cela n'a rien à voir, c'est anachronique, le *xvi^e siècle* (comme tout à l'heure *La Cité antique*) fut un siècle profondément religieux. On peut trouver (je dis cela avec une infinie prudence) que la motivation était réactionnaire et la thèse générale excessive. Mais peu importe le point de départ de la démarche, c'est le point d'arrivée qui compte. Et le point d'arrivée, dans le *Rabelais* de Lucien Febvre, ce sont les extraordinaires chapitres où s'expose le premier

inventaire systématique de « l’outillage mental » d’une époque (de quels mots y disposait-on ? de quelles structures grammaticales ? de quels concepts, etc.). Les gens d’autrefois étaient éloignés de nous, donc ils étaient différents, et différents aussi dans l’intérieur de la tête. Oser formuler cette évidence, c’était bien fonder l’histoire des mentalités.

Avec le milieu du xx^e siècle, cette histoire trouve son nom et ses théoriciens, notamment chez les médiévistes, ici et en d’autres lieux. Elle s’avise aussi d’une autre différence, non pas celle qui sépare les hommes d’un siècle à l’autre, mais celle qui, à chaque époque, sépare le lettré de l’homme simple. Entre l’ignorant et l’homme instruit, la différence n’est pas celle du moins au plus, ou du vide au plein. La tête de l’analphabète n’est pas vide, elle est aussi remplie que celle du savant, mais remplie d’autres choses.

Il n’est donc pas surprenant que les premiers historiens des époques plus récentes qui se soient intéressés spécifiquement aux mentalités soient les historiens des mouvements populaires. Certains l’ont fait depuis longtemps, traitant des mentalités en quelque sorte avant

la lettre ou avant la reconnaissance de ce label, ce sont les historiens de la Révolution française, je l'ai déjà dit au passage tout à l'heure. D'autres, parmi lesquels je suis, l'ont fait de façon plus consciente. La principale conclusion généralisable de *La République au village* est que la classique histoire des idées, des opinions, des politiques théorisées et organisées n'explique pas la totalité des comportements. Les paysans républicains de 1848 ou de 1851 ne vivaient ni n'agissaient, même en révolution, comme Ledru-Rollin ou Victor Hugo, dont ils partageaient pourtant l'opinion. C'est par les mentalités collectives qu'ils différaient. Et dans leurs mentalités, la politique moderne était une composante, et pas forcément la première, même dans le combat.

Les hommes politiques ont toujours été capables de sentir ce genre de choses, même si leur propos n'était pas de les analyser. Dans telle jolie lettre de Jules Ferry, écrite en 1880 de Perpignan où il était venu présider une grande fête républicaine, on sent à la fois la joie du succès et un certain effarement distancié devant un enthousiasme folklorique. Ces gens qui font en son

honneur de si bruyantes rondes, ce sont les siens, politiquement, mais ce sont aussi des exotiques.

L'altérité ici est d'ailleurs redoublée ; entre Jules Ferry et les foules républicaines de Perpignan, il y a la distance du grand bourgeois cultivé au travailleur manuel, et celle du Lorrain au Catalan. Vous avez bien compris que Jules Ferry m'était surtout prétexte à introduire l'altérité géographique.

On emploie ici un bien grand mot pour désigner une vieille évidence : les « tempéraments » spécifiques qui distinguent les pays, les régions, les nations ou les aires culturelles. André Siegfried s'était posé — comme chacun sait — le problème de la différenciation régionale des choix électoraux ; et après avoir fait leur part à diverses variables objectives (forme de l'habitat, régime de la propriété, puissance de l'Église, etc.), il acceptait l'idée que tout ne s'expliquait pas par elles et qu'il restait un résidu irréductible de détermination. Il admit donc l'existence dans les collectivités d'un facteur plus intime, le tempérament, nom emprunté à la psychologie empirique et commune. On peut essayer d'aller plus loin et d'expliquer les tempéraments eux-mêmes, c'est-à-dire

les psychologies collectives. Certes, ce dernier terme ne va pas sans une part d'illusion anthropomorphique : c'est une fiction que de personnifier un pays ou le groupe qui l'habite. Reste qu'il y a bien, au-delà du mot peut-être mal choisi, une réalité à expliquer, celle des caractères mentaux communs des membres d'un groupe. Origine biologique commune ? thèse raciale, bien douteuse, influence subie en commun de la part des traits originaux de la nature ou du climat ? C'est à peine moins fragile. Finalement, si l'on veut avoir dans le déterminant un degré de complexité quelque peu comparable à celui qui figure dans le déterminé, on retombera sur l'histoire, sur les expériences vécues ou les enseignements historiques rencontrés en commun par les membres du groupe, et dont les effets se sont incorporés, sans qu'il s'en rende compte, à la culture de chacun. Tel est sans doute au premier chef le cas des conditionnements religieux, sur lesquels j'aimerais pouvoir m'attarder — mais le temps me manquerait pour aujourd'hui. La notion d'« inconscient collectif » (mais d'inconscient collectif différencié) est sans doute meilleure que celle de « tempérament ». L'analyse en est légitime ; l'important

ici est de retenir qu'elle ressortit à l'histoire des mentalités, puisqu'il s'agit de faire apparaître des caractères de l'action desquels les individus n'ont pas une claire conscience. Car — je le répète — l'histoire des mentalités collectives me semble différer de celle des opinions, des idées, des programmes politiques un peu comme l'inconscient du conscient.

Il existe encore pourtant une limite possible à l'ambition de ce genre d'histoire. On considère généralement que l'histoire des mentalités collectives s'impose d'autant plus que l'historien d'aujourd'hui, et ses lecteurs, sont éloignés mentalement des acteurs historiques qu'ils étudient : le matériau typique pour l'historien des mentalités, c'est le cerveau du « primitif » océanien cher aux ethnologues, celui du citoyen antique de Fustel de Coulanges, celui de l'homme médiéval de Georges Duby, etc. puis, pour des temps plus récents, celui de l'homme du peuple, profondément immergé dans une culture différente. Mais que se passe-t-il lorsque le prolétaire cesse d'être archaïque, et par conséquent trop distant ? La recherche perdrait-elle alors de sa pertinence ? Dans les années du xx^e siècle, il y

aurait présomption de familiarité, de continuité et de transparence. Nous serions de plain-pied avec nos personnages, et en état d'immédiate compréhension. — Mais toute coupure dans le temps est arbitraire et appelée à se déplacer. Et de plus — voilà qui est plus important ! — pourquoi les gens du peuple, les ruraux et les marginaux seraient-ils seuls justiciables d'une étude menée en termes de mentalités ? les bourgeois et les intellectuels ont aussi un conditionnement et un inconscient, ils ont aussi des préjugés et des fantasmes.

Tout à l'heure, plaidant pour la Révolution française, je proposais de renvoyer à l'histoire des mentalités l'étude de la barbarie et, pour aller vite, j'évoquais l'homme du peuple parisien. En m'écoutant certains d'entre vous ont dû alors objecter *in petto* que le peuple n'était pas seul en cause, et que — de même que les rebelles vendéens n'étaient pas tous des paysans — de même les terroristes du Paris septembriseur n'étaient pas tous des garçons-bouchers ; il y eut aussi des bourreaux lettrés. — Mais un licencié n'est pas intelligence pure, il est un peu d'intelligence, et beaucoup d'autre chose, et cet amalgame est aussi digne d'analyse que le bagage de

sensations et d'instincts du plus fruste primitif. La chose importe d'autant plus que, plus l'histoire étudie des temps proches de nous, moins la distinction peut être maintenue entre des acteurs conscients, qui feraient de la décision et de la théorie avec quelque rationalité, et la force obscure des foules. Tous les niveaux intermédiaires possibles remplissent désormais l'entre-deux, et notamment celui des demi-lettrés.

Nous avons déjà plusieurs fois dit, et même écrit — certains d'entre vous peut-être s'en souviennent — que, dans l'inoubliable personnage de M. Homais, Flaubert n'avait pas stigmatisé une philosophie (après tout il était lui-même aussi agnostique que le pharmacien de Yonville), pas non plus dénoncé l'imbécillité (il y en a tant de formes diverses !), mais qu'il nous avait montré l'amalgame spécifique formé par l'ambition intellectuelle moderne, répandue par la politique libérale ambiante, avec un substrat culturel trop fruste pour l'intégrer vraiment. Homais, c'est le « demi-habile » (on dira plus tard — un peu injustement — le « primaire »), devenu militant, et qui se croit apôtre.

Nous voulons parler plutôt de ces dispositions psychologiques collectives, qui accompagnent ou non tel choix idéologique, le rendent irrésistible si elles sont présentes, ou fragile si elles manquent. Vers la fin de la Troisième République, on parlait quelquefois, avec souvent une connotation de raillerie (mais pas toujours) de tel personnage qui avait la « tripe républicaine ». L'histoire des mentalités se réfère normalement, nous le savons, à un viscère plus haut placé, mais peu importe, c'est bien elle qui est pressentie. Être « viscéralement » quelque chose, c'est l'être plus qu'intellectuellement : c'est ajouter à la clarté du choix, rationnel, mais peut-être instable, des déterminations confuses, mais profondes, impérieuses parce que moins conscientes, leçons reçues depuis l'enfance, attachement à tel ancêtre, vie dans un certain cadre, etc. Ces distinctions ont été pressenties depuis assez longtemps. Qu'il y ait des mentalités et pas seulement des idéologies dans les politiques récentes réputées les plus avancées, j'en ai pris pour ma part conscience en lisant, quand j'étais étudiant, le livre du socialiste belge Henri De Man appelé en français *Au-delà du marxisme*, et — mieux — en allemand *Psychologie*

du socialisme. Sa découverte consistait précisément en ceci que le socialisme, ou plus précisément les masses ouvrières acquises au socialisme, avaient une psychologie, et pas seulement une doctrine (marxiste) officielle ; et que celles-ci ne coïncidaient pas forcément ; c'était généraliser la conclusion tirée d'une expérience formidable, l'entrée en guerre de 1914, la brusque mutation d'un internationalisme de doctrine à un chauvinisme de fait, c'était, pour le citer littéralement, « la révélation journalière du caractère instinctif des impulsions des masses, qui inoculaient même à la classe ouvrière internationaliste le virus des haines nationales ». De là, Henri De Man tirait des conclusions politiques qui ne nous intéressent pas aujourd'hui. L'important, c'est les horizons qu'il ouvrait. En montrant que, dans les politiques les plus récentes, les plus modernes, voire les plus révolutionnaires (du moins en prétention) il existait un substrat de comportements archaïsants révélant parfois de curieuses résurgences, il donnait un modèle d'introduction de la problématique « mentalités » dans l'histoire dite « du mouvement ouvrier », et je lui ai fait à ce titre certains emprunts.

Le problème de l'entrée en guerre de 1914 a été beaucoup plus récemment repris par un spécialiste français (M. J.-J. Becker) dans un article écrit pour les *Mélanges* offerts à la mémoire de Robert Mandrou. Traitant de « Sentiment national et [de] doubles fidélités » — et d'abord de « Sentiment national et [d']idéologie », il en vient à conclure que la réalité, dans le cas [des doubles fidélités ouvrières en 1914] avait été celle-ci : « l'adhésion à la nation fut du domaine du fait, l'idéologie internationaliste resta, elle, davantage du domaine du verbe ».

L'historien des idées politiques en effet a des textes. L'historien des mentalités politiques ne saurait en avoir, ou du moins s'en contenter, s'il est vrai que ce qu'il cherche est en deçà du discours, et risque toujours d'être masqué par la rationalité qui est incluse en tout discours. Il faut donc aller chercher la trace des mentalités soit dans une lecture, mais soupçonneuse et sophistiquée, du texte écrit, soit dans une analyse, également très interprétative, des comportements réels des hommes, ou même des traces matérielles de ces comportements. Pour prendre de ce dernier cas un exemple très particulier,

assez élémentaire et même trivial, je dirais : faire ou ne pas faire graver les mots « République française » sur la façade d'une mairie de village n'est pas une opération coûteuse au point que cela soit un test de la condition économique du pays ; c'est à peine un test d'opinion, car aucun mouvement politique organisé — que je sache — n'a recommandé ni déconseillé cette pratique ; ce serait donc plutôt une trace de la manière spontanée dont le régime national était perçu dans le secteur local considéré ; en accepter ou en refuser la marque, c'était dire comment on percevait et on recevait l'institutionnel politique. Le politique vu du côté de sa réception, c'est notre problème, en somme...

« NORBERT ELIAS ET LE XX^E SIÈCLE. LE PROCESSUS DE CIVILISATION À L'ÉPREUVE »

Norbert Elias est au nombre de ces références que les spécialistes d'histoire du crime et de la réaction pénale ont l'habitude de voir citer de façon quasi rituelle, mais qui alimente aussi certaines des controverses scientifiques les plus fécondes au sujet de l'exposition à la violence et de sa perception sociale. Il n'est donc guère étonnant qu'un des articles les plus stimulants de cet ample dossier soit dû à David Garland (« Le processus de civilisation et la peine capitale aux États-Unis ») dont une des recherches devient, pour la première fois, accessible à un lectorat francophone.

La question de la traduction est d'ailleurs l'un des fils conducteurs de ce numéro coordonné par l'historien Quentin Deluermoz. L'œuvre d'Elias, élaborée des années 1930 à la fin des années 1980, est en effet indissociable de son contexte de production – de l'ancien soldat des transmissions au cours de la Première Guerre mondiale à l'enseignant au Ghana en passant par la fuite du nazisme et un exil longtemps marqué par la précarité académique en Angleterre, la traversée du siècle est aussi

riche qu'ample. Les contextes de réception des travaux d'Elias sont cependant plus primordiaux encore, tant ils furent liés à une politique de traduction (depuis l'allemand ou l'anglais) aléatoire, partielle, peu rigoureuse, elle même dépendante des aléas de l'économie de l'édition pendant « l'âge des extrêmes » (*Über den Prozess der Zivilisation* trouva difficilement un éditeur en Suisse, en 1939, et ne fut republié qu'en 1969 avant d'être enfin traduit en français – partiellement – et en anglais).

Les trajectoires diverses de la réception et de l'usage de l'œuvre d'Elias, rappelées dans un entretien avec Roger Chartier, ont conduit le coordonnateur de ce numéro à le penser à destination d'un public clairement identifié : les historiens francophones de l'époque contemporaine. Par leurs inscriptions disciplinaires et géographiques, la douzaine de contributeurs à ce dossier débordent cependant très largement le lectorat visé. Ce numéro a en effet pour ambition de montrer que la méconnaissance de l'œuvre et des études eliasiennes (en partie liée aux vicissitudes de la traduction...) a conduit les historiens du XX^e siècle à négliger des travaux qui

seraient marqués du sceau de leur aveuglement aux deux guerres mondiales. Ce reproche est très superficiel, en particulier si l'on intègre le dernier livre paru du vivant d'Elias (*Studien über die deutschen*, 1989, traduit en anglais en 1996, et toujours inédit, même si commenté, en français), et cache sans doute une certaine réticence des contemporanéistes français à se saisir des outils et concepts des sciences sociales, circonspection que ne partage pas leurs homologues médiévistes ou modernistes qui ont été les passeurs d'Elias dans le champ historique et bien au-delà (*cf.* notamment le rôle de Roger Chartier dans la diffusion de l'œuvre d'Elias en France). Il semble ainsi que l'appel à une histoire contemporaine ouverte sur des conceptualisations et des méthodes variées soit commun aux contributeurs à ce dossier, les références multiples à Foucault, de Certeau ou Bourdieu figurant parmi les signaux de cette volonté de décroisement. Les auteurs réunis dans ce numéro, dont certains des plus prestigieux continuateurs des perspectives d'Elias (Eric Dunning, Stephen Menell, Cas Wouters), ne prônent pas les vertus de l'interdisciplinarité, ni celles de la théorisation mais

invitent les contemporanéistes à manier, dans des usages divers (fidèles, relâchés, critiques...), les propositions eliasiennes permettant d'enrichir les questionnements et les sources de l'historien : ainsi, « l'intérêt de l'œuvre d'Elias réside aussi dans les incertitudes qu'elle recèle, dans cette capacité d'ouvrir et de bousculer les débats » (Florence Delmotte, p. 68).

C'est donc à ce chantier que s'attelle ce riche numéro, laissant une large place aux domaines les plus balisés de l'usage de l'œuvre de Norbert Elias (l'analyse du sport, de la violence, du corps, des émotions...) mais avec des perspectives souvent novatrices. Ainsi, Romain Bertrand ne se saisit-il pas de la question des violences impériales pour proposer une nouvelle réfutation de la théorie de la pacification des mœurs. Creusant le sillon de Stephen Mennell pour qui l'un des « traits distinctifs » du génocide perpétré par les nazis réside dans « l'ampleur de la réaction qu'il suscita quand tout fut connu » (cité par Florence Delmotte, p. 67), Romain Bertrand montre que, certes, les colons et marchands portugais, anglais ou hollandais exilés en Asie du sud-est ne rechignaient, ni à la torture, ni aux profanations, en particulier aux XVI^e et

XVII^e siècles. Mais, il insiste surtout sur le fait qu'à partir du XIX^e siècle, les pillages, meurtres et autres rafles ont « grevé lourdement la légitimité métropolitaine du projet colonial » (p. 134). Ainsi, « faire son miel des travaux de Norbert Elias, avec leur insistance sur les “décalages” entre régimes de sensibilité et sur les mouvements contradictoires des rapports collectifs à la violence » (p. 140) permet d'écarter les perspectives évolutionnistes trop souvent reprochées à l'auteur de *La civilisation des mœurs*.

Le texte de Stéphane Audoin-Rouzeau s'inscrit dans ces perspectives délibérément critiques et est construit autour du « point aveugle que la conflictualité constitue » (p. 110) dans l'œuvre d'Elias et sur l'hypothèse qu'il tiendrait au « déni » (p. 114) de l'expérience combattante de ce dernier au cours de la Première Guerre mondiale. Si des éléments biographiques importants sont précisés, la démonstration générale n'emporte pas complètement la conviction en raison de ses prémisses mêmes. En effet, pour nombre des commentateurs d'Elias, « l'horreur des conflits armés » et de leurs processus décivilisateurs constituent l'horizon de son œuvre, rappelés en

conclusion de son grand livre de 1939 : « Il y a d'abord le danger de la guerre. Or, la guerre n'est pas pour le dire encore une fois avec d'autres mots, le contraire de la paix (...) Et derrière les tensions au niveau continental se dessinent, en partie déjà engagées, les tensions du niveau suivant (...) on perçoit les préliminaires de luttes d'élimination et d'hégémonie ». Ce numéro permet pleinement aux lecteurs de se confronter à ces conflits d'interprétation classique de l'œuvre eliasienne. Surtout, par la richesse de ses instruments de travail (biographie, bibliographie, notes de lectures, articles de contextualisation de l'œuvre d'Elias...), il constitue une très solide introduction aux usages historiques contemporains d'une pensée dont les contributeurs montrent qu'elle est particulièrement féconde.

La France du XXème siècle, meurtrie par deux guerres mondiales et des millions de morts, est aussi une France du progrès technique, économique et social

Le XXème siècle est le plus contrasté de l'histoire de l'humanité. Guerres mondiales et génocides coexistent avec une élévation du niveau de vie jamais atteinte auparavant pour des centaines de millions de personnes à travers le monde. L'homme a ainsi donné le meilleur et le pire de lui-même. Limitons-nous au meilleur sans oublier l'esprit critique.

Les évolutions économiques et sociales ont bouleversé les conditions de vie depuis 1900. Une société essentiellement agraire a été remplacée par une société industrielle puis fortement tertiarisée. La croissance de la population a été plus élevée que jamais, mais la croissance économique également. Nous nous sommes considérablement enrichis individuellement et collectivement. Nos ascendants de 1900 avaient un mode de vie plus proche de celui du Moyen Âge que du nôtre. Paysans et ouvriers vivaient dans une grande précarité, et certains d'entre eux se trouvaient parfois en situation de survie.

La France du XX^{ème} siècle, meurtrie par deux guerres mondiales et des millions de morts, est aussi une France du progrès technique, économique et social.

La population française a augmenté de plus de 50% depuis 1900. Mais jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, on observe une quasi-stagnation. Le fameux baby-boom de l'après-guerre a conduit à une augmentation très rapide de la population et à son rajeunissement. Un fort ralentissement apparaît à la fin du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème}, mais la croissance de la population se poursuit.

La croissance économique, mesurée par l'augmentation du PIB, est phénoménale au XX^{ème} siècle. Le PIB de 2010 est 13 fois plus élevé que celui de 1913. La croissance a presque toujours été au rendez-vous, mais avec une période particulièrement faste, que Jean Fourastié avait qualifiée de *Trente Glorieuses* en détournant l'appellation des trois journées révolutionnaires de 1848 (27, 28 et 29 juillet) connues sous le nom de *Trois Glorieuses*. La période 1945-1975 représente un épisode historique exceptionnel, avec un taux de croissance moyen annuel dépassant 5%. Nous ne

retrouverons pas un tel chiffre dans un avenir prévisible car les conditions qui ont permis cet exploit ne sont plus réunies. Il convient donc de ne pas abuser du mot *crise*, constamment ressassé, comme si la situation normale était une très forte croissance. Il n'en est rien. Cette posture n'est bien souvent qu'une simple manipulation politique permettant de trouver des excuses à une gestion défailante. En réalité, nous sommes revenus à des taux de croissance plus bas et plus fréquents historiquement.

De la Libération

à nos jours

Après avoir parcouru les siècles à grandes enjambées, c'est à petites foulées, mais en traversant de grands espaces, que l'on arpentera les sept décennies du temps présent. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de France se développe en effet, plus que jamais, dans un emboîtement d'échelles, du cadre planétaire de la mondialisation au niveau régional de la décentralisation, en passant par l'espace continental de la construction européenne et sans oublier le territoire hexagonal de l'État-nation.

L'histoire du temps présent se définit par la présence de témoins vivants, dont les souvenirs précèdent et concurrencent l'analyse scientifique. Non contents de perdre le monopole du récit du passé, les historiens, eux-mêmes acteurs de cette époque, ne peuvent plus invoquer l'éloignement et le refroidissement des enjeux pour garantir une prétendue objectivité. Ne connaissant pas

mieux que quiconque la fin de l'histoire, ils éprouvent des difficultés

à mesurer la portée des événements dont ils entreprennent l'analyse. Ils savent, enfin, que les archives ne délivrent leurs (hypothétiques) secrets qu'au compte-gouttes, au mieux après un délai de trente ans qui s'allonge plus souvent qu'il ne se réduit : ce n'est que par l'arrêté du 24 décembre 2015 qu'a été ordonnée l'ouverture totale des fonds d'archives concernant la Seconde Guerre mondiale !

Faut-il alors respecter une distance de sûreté – et de combien : une décennie, une génération, un demi-siècle ? – et renoncer à appliquer les outils de l'analyse historique sur ce trop proche passé ? À vrai dire, la question est tranchée depuis longtemps, comme le savent bien les écoliers, dont les programmes s'alourdissent chaque année de dates supplémentaires, à mesure que le temps passe ! L'histoire du temps présent existe : non seulement elle peut revendiquer sa légitimité scientifique, faite de méthode et de prudence, mais elle doit aussi défendre son utilité sociale. À l'heure où tout événement médiatique est vite qualifié de phénomène «

historique » et aspiré dans l'accélération du temps, les historiens ont précisément pour charge de discuter

les ruptures et de redonner un peu de perspective, afin de nous sortir de cet éternel présent dans lequel on peine à se repérer.

En soixante-dix ans – même pas l'échelle d'une vie humaine –, que de changements ! Les Français connaissent d'abord la dureté et l'austérité d'une sortie de guerre marquée par un profond climat d'insécurité. En a-t-on seulement fini avec les conflits, alors que se développent les luttes de décolonisation et que l'affrontement des deux blocs étend son ombre sur le monde ?

Ce n'est qu'au début des années 1960, avec la signature des accords d'Évian, le rapprochement franco-allemand et l'amorce d'une détente internationale, que s'achève ce cycle de mobilisations et de guerres qui aura duré quasiment un demi-siècle.

Épicentre des Trente Glorieuses de l'économie française, les années 1960 offrent un nouvel horizon. Elles constituent un temps de paix fragile et de prospérité

inégal, de croissance soutenue et d'ambition modernisatrice.

Créée en 1963, la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) incarne une politique volontariste de remodelage de l'espace national qui doit ensuite faire face à la crise économique et au creusement des inégalités territoriales. Jusqu'au milieu des années 1980, la société française n'en connaît pas moins une dynamique de transformation accélérée, inédite par son ampleur, qui bouleverse profondément ses mentalités héritées du XIXe siècle et désormais reléguées dans un autre temps. À l'heure des multinationales et du libre-échange international, est-ce encore à l'échelle hexagonale que se joue la décision politique ? Relancée dans le dernier quart du XXe siècle, au risque de l'enlisement et des désillusions, la construction européenne institue un nouveau cadre de référence. Dans le même temps, les recompositions territoriales (intercommunalités, métropoles, régions) éprouvent les sentiments d'appartenance et remettent en question les structures anciennes de l'histoire nationale.

D'avantage consciente d'une diversité mieux assumée, la société française regarde au-delà des frontières. Dès les sixties, on danse au rythme d'une musique « pop » importée d'outre-Manche, bande-son d'une fin de siècle échevelée qui épouse, plus que jamais, les cycles de l'histoire mondiale, de 1989, fausse « fin de l'histoire », à 2001, réveil de l'événement. Au « Nous sommes tous New-Yorkais » du 11 septembre, fait écho un « Je suis Paris », dont les déclinaisons tragiques et répétées, sur tous les continents, décrivent le triste rassemblement de l'humanité.